

Université de Montréal

**1989 et les intellectuels de gauche en Europe centrale.
Le cas de Václav Havel, Adam Michnik et György Konrád**

Par
Sébastien Poitras

Département de sociologie
Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Mai 2005

© Sébastien Poitras, 2005



HM

15

U54

2005

V.014

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire est intitulé :

**1989 et les intellectuels de gauche en Europe centrale.
Le cas de Václav Havel, Adam Michnik et György Konrád**

Présenté par :
Sébastien Poitras

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Gilles Houle
Président-rapporteur

Barbara Thériault

Directeur de recherche

Dietmar Koveker
Membre du jury

Résumé

Cette recherche traite des répercussions engendrées par les révolutions pacifiques de 1989 sur l'activité critique des intellectuels de « gauche » en Europe centrale. Plus particulièrement, elle s'attarde aux cas de trois intellectuels : Václav Havel, Adam Michnik et György Konrád, trois dissidents sous la période qui est ici qualifiée de socialisme tardif. La recherche a pour but de saisir l'impact de 1989 sur leur vision politique et morale. À l'aide d'une typologie des intellectuels inspirée du sociologue Rainer M. Lepsius, elle tente de circonscrire l'évolution de la pensée des trois personnages avant et après 1989. Elle se penche sur certains thèmes tels les Droits de l'homme, la société civile, la guerre, la paix et la responsabilité. D'un point de vue théorique, l'analyse des trois cas soulève de nouveaux éléments de compréhension du phénomène des intellectuels.

Mots clés : intellectuel, dissident, Europe centrale, socialisme tardif, post-communisme, révolutions pacifiques, 1989, Droits de l'homme

Abstract

This research deals with the impact of the 1989 pacifist revolutions on the work of "leftist" intellectuals in Central Europe. Particular attention is paid to the cases of three intellectuals: Václav Havel, Adam Michnik and György Konrád, all dissidents under what is here referred to as late socialism. This research attempts to clarify the impact of 1989' revolutions on their political and moral vision. Drawing on the typology of intellectuals developed by sociologist Rainer M. Lepsius, it highlights different themes such as Human Rights, civil society, war, peace, responsibility, and dignity. From a theoretical point of view, the study enables to shed light on the impact of radical changes on the work and vision of these intellectuals.

Key words : intellectuals, dissident, Central Europe, late socialism, post communism, pacifist revolutions, 1989, Human Rights

TABLE DES MATIÈRES

Page

Liste des sigles et abréviations
Remerciements

i
ii

CHAPITRE 1 : INTRODUCTION

1

1.1 Problématique
1.2 Choix des cas
1.3 Division du mémoire

1
5
7

CHAPITRE 2 : CADRE THÉORIQUE ET CONCEPTUEL

8

2.1 La sociologie des intellectuels : une sociologie normative!
2.1.1 Les définitions de l'intellectuels
2.1.2 Les problèmes soulevés par les définitions de l'intellectuel
2.1.2.1 Le caractère auto-réflexif des intellectuels
2.1.2.2 Les intellectuels et le pouvoir
2.2 Les différentes manifestations de l'intellectuel
2.3 La méthode idéaltypique de Max Weber
2.4 La « compétence » des intellectuels comme distinction analytique
2.5 Le *travail* des intellectuels : le maintien ou la subversion des ordres légitimes

9
9
13
13
15
16
17
19
24

CHAPITRE 3 : CONTEXTE HISTORIQUE

27

3.1 Les intellectuels d'Europe centrale et les partis communistes selon Bauman : « une relation amour-haine »
3.2 Les pays d'Europe centrale et le modèle soviétique
3.3 La dissidence
3.4 Les thèmes de la dissidence
3.5 Trois pays d'Europe centrale
3.5 a) La Tchécoslovaquie
3.5 b) La Pologne
3.5 c) La Hongrie
3.6 La période de libéralisation post-communiste en Europe centrale

27
31
36
37
39
40
44
49
53

CHAPITRE 4 : VACLAV HAVEL

55

4.1 Le pouvoir des sans-pouvoirs
4.2 Paix et mouvements pacifiques
4.3 Le début des activités « politiques »
4.4 Havel président
4.5 L'Europe

62
67
69
72
74

4.6 Une activité toujours critique?	76
4.7 Des traîtres?	79
4.7.1 La guerre au Kosovo	79
4.7.2 La guerre en Irak	80
4.8 Conclusion	81
CHAPITRE 5 : ADAM MICHNIK	84
5.1 Les débuts de la dissidence en Pologne, le KOR	88
5.2 Le nouvel évolutionnisme	90
5.3 Les dissidents polonais et le mouvement ouvrier : la coalition d'opposition	94
5.4 La « dissidence », un engagement moral	96
5.5 La Table Ronde de 1989	99
5.6 La « Gazeta Wyborcza », le nouveau médium d'Adam Michnik	101
5.7 Le regard rétrospectif de Michnik sur la dissidence	102
5.8 De nouveaux thèmes...	104
5.8.1 Le « sentiment anti-dissidents » en Pologne	105
5.8.2 Le « fondamentalisme »	107
5.9 Michnik de plus en plus critiqué	109
5.10 Conclusion	112
CHAPITRE 6 : GYORGY KONRAD	115
6.1 Parcours de vie	116
6.2 Les intellectuels et leur rôle, « la marche au pouvoir »	120
6.3 L'antipolitique	125
6.4 La paix	131
6.5 1989 et après	132
6.6 Un changement d'attitude?	135
6.7 L'Occident et la guerre au Kosovo...	137
6.8 ...et en Irak	139
6.9 Conclusion	141
CHAPITRE 7 : DISCUSSION COMPARATIVE SUR LES TROIS CAS	142
7.1 Le mythe à déconstruire	142
7.2 L'impact des mécanismes institutionnels et des sanctions sociales sur l'activité critique des trois intellectuels	144
7.3 La vérification des hypothèses avancées par leurs détracteurs	148
7.3.1 Les anciens dissidents ont été corrompus après avoir accédé à des postes de pouvoir	148
7.3.1.1 Konrad, le cas qui fait tout basculer	150
7.3.2 Les « anciens » dissidents sont devenus des admirateurs inconditionnels de l'Occident	151
7.3.3 « Guerre et paix »	156

7.4 Quelques constats	160
CONCLUSION	163
BIBLIOGRAPHIE	166
RÉFÉRENCES INTERNET	169

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

CONVENTIONS END : European Nuclear Disarmament
CSCE : Conférence sur la sécurité et la Coopération en Europe
KOR : Komitet Obrony Robotnikow (Comité de défense des ouvriers)
KSS-KOR : Komitet Samoobrony Społecznej (Comité d'auto-défense social)
MDF : Forum démocratique hongrois
ONU : Organisation des Nations unies
OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PC : Parti communiste
PCT : Parti communiste tchécoslovaque
POUP : Parti ouvrier unifié polonais
PSH : Parti socialiste hongrois
PSOH : Parti socialiste des ouvriers hongrois
RDA : République démocratique allemande
UE : Union européenne
URSS : Union des républiques socialistes soviétiques
VONS : Comité de défense pour les personnes poursuivies en justice injustement
WRON : Front militaire pour le salut national

REMERCIEMENTS

D'abord, je tiens à remercier ma directrice, madame Barbara Thériault, pour m'avoir aidé et soutenu tout au long de ce processus ardu. Merci à ma famille, à mes amis et à tout ceux qui, de près ou de loin, m'ont encouragé dans ma démarche. Merci spécial aux collègues et amis du département de sociologie pour avoir ponctué la rédaction de ce mémoire de leurs commentaires pertinents et de folles aventures. Un merci tout particulier est adressé à Val pour la « souplesse » de ce mémoire. Merci enfin aux inventeurs du *Snow Trash* et au Jonas restaurant pour les généreux refiles de café.

CHAPITRE 1 : INTRODUCTION

1.1 Problématique

Un des événements qui a retenu l'attention en 2003 a été sans aucun doute la guerre en Irak menée par les États-Unis et leurs alliés. Les mois précédents le début de l'intervention armée ont été marqués par des manifestations pour la paix à l'échelle mondiale. Ces quelques mois ont également laissé place à d'autres luttes menées, celles-ci, sur d'autres fronts. Hommes d'État, experts, universitaires, journalistes et artistes se sont livrés à un véritable débat d'idées et d'opinions. Certains cautionnent la guerre, d'autres la rejettent. Des événements d'une telle dimension soulèvent des enjeux d'ordre social, politique, économique, mais aussi d'ordre moral et éthique. Ces événements, et les débats qui les entourent, mettent en lumière le travail d'un type particulier d'intellectuel. Les débats entourant la guerre en Irak en 2003 ont particulièrement divisé les intellectuels de gauche européens. D'un côté, la majorité des intellectuels de gauche « occidentaux » ont pris position contre la guerre en Irak alors que « d'anciens » dissidents d'Europe centrale notoires ont appuyé l'intervention armée. Cette observation semble confirmer le constat auquel arrivait Slavoj Žižek dans son livre : *Did Somebody Say Totalitarianism?* (2001). Il écrit :

What is of special interest here is the basic misunderstanding; the lack of communication, between Western Left and the dissident in Late socialism-it is as if it was forever impossible for them to find a common language. Although they felt that they should somehow be on the same side, an elusive gap seemed forever to separate them (Žižek, 2001, p. 95).

Ce qu'il y a de particulier dans cette dissension ou mésentente entre les intellectuels de gauche, c'est qu'elle portait sur un enjeu crucial, la guerre en Irak. À première vue, ces intellectuels semblaient être incapables de trouver un terrain d'entente, un langage commun. Pourtant, ils parlaient tous de la même chose. Comme en témoignent les débats publiés dans les journaux, le discours de ces intellectuels se basait sur les mêmes principes et les mêmes valeurs : les Droits de l'homme, la liberté et la démocratie¹. Cependant, ils suggéraient des solutions différentes au problème soulevé par l'Irak.

Il est possible d'observer un cas particulièrement frappant de cette dissension, entre les intellectuels de gauche occidentaux et les « anciens » dissidents d'Europe centrale. Dans un article publié dans le journal progressiste allemand « dieTAZ² » Christian Semler a accusé de « trahison » Václav Havel, Adam Michnik et György Konrád, tous les trois des « anciens » dissidents, après qu'ils aient affirmé être en faveur de la guerre. L'idée de « trahison » récurrente à la question des intellectuels³ semble, à nos yeux, très importante. Pourquoi accuser ces trois intellectuels de trahison dans ce contexte? Quelle est cette « trahison » à laquelle Semler fait référence dans son article? Bref, envers quoi et envers qui ont-ils été des traîtres?

¹ Voir à ce sujet le débat entre Adam Michnik et Daniel Cohn-Bendit publié dans *Le Monde* (29/04/2003) sous le titre : Confrontation Michnik/Cohn-Bendit : Débat d'après guerre. Cet article est disponible à l'adresse suivant : www.lemonde.fr/article/0,5987,3230_318345-.00.html (site consulté le 22/08/2003).

² Article publié dans le « dieTAZ » le 08mars 2003. Disponible sur Internet à l'adresse suivante : www.taz.de/pt/2003/03/08/ao195.nf/text. (site consulté le 22/08/2003).

³ En référence au célèbre livre de Julien Benda, *La trahison des Clercs*.

Avant de poursuivre, il est nécessaire d'approfondir certaines questions. Qui sont Václav Havel, Adam Michnik et György Konrád? Pourquoi l'accusation de trahison portée par Semler vise-t-elle ces trois intellectuels en particulier? Ils sont en fait tous les trois reconnus internationalement pour le rôle qu'ils ont joué dans les révolutions pacifiques des 1989 qui ont mis un terme aux régimes communistes d'Europe centrale et orientale. Havel est d'origine tchèque, Michnik est un polonais et Konrád est un hongrois. Les trois s'opposaient aux régimes totalitaires communistes durant les années 1970 et 1980, une période que nous qualifierons de « socialisme tardif ». En Occident, ces trois intellectuels sont associés, en raison de leur passé de « dissident », à des événements tels que : les protestations étudiantes de 1968, les mouvements pour la paix et les Droits de l'homme dans les années 1980. Ils se sont tous retrouvés en prison durant quelques années sous les régimes communistes. À l'issue des révolutions pacifiques de 1989 dans le cadre desquelles ils ont joué un rôle clé, Havel a été élu président de la Tchécoslovaquie (par la suite de la République Tchèque) et Michnik est devenu rédacteur en chef du journal d'information quotidien le plus lu en Pologne, la « Gazeta Wyborcza⁴ ». De son côté, Konrád a exercé le même métier après 1989, celui d'écrivain. Ces mêmes intellectuels qui, par le passé, s'étaient montrés intransigeants sur des questions de principes et de morales, et radicaux dans leur critique des régimes communistes et de l'impérialisme, semblent aux yeux de plusieurs alliés d'autrefois, avoir « retourner leur veste » et justifier la guerre menée par les Américains. Comment interpréter leur attitude, *a priori* paradoxale, sur la guerre en Irak? Telle est la question qui a suscité la rédaction de ce mémoire.

⁴ La Gazette électorale, le premier quotidien libre après 1989 en Pologne.

Dans son article, Semler soulevait des pistes possibles d'explication. Selon lui, les trois « anciens » dissidents sont devenus des admirateurs inconditionnels de l'Occident (Semler, 2003). À ses yeux l'attitude des trois intellectuels face à la guerre en Irak est attribuable à un retournement de valeurs. Selon l'hypothèse de Semler, ces intellectuels n'ont plus et ne défendent plus les mêmes valeurs que par le passé. Une autre hypothèse est soulevée pour rendre compte de l'attitude des « anciens » dissidents. Après avoir joué un rôle primordial dans les révolutions de 1989, ceux-ci jouissent maintenant d'un statut privilégié. Selon une hypothèse régulièrement soulevée, le contact avec le pouvoir aurait « ramolli » leur critique. Cette explication va dans le même sens que l'adage selon laquelle « le pouvoir corrompt l'esprit critique ».

Ces quelques observations servent de point de départ à cette recherche portant sur les transformations engendrées par la chute des régimes communistes sur les intellectuels de gauche en Europe centrale. Nous cherchons à comprendre quelles ont été les répercussions de la chute de ces régimes totalitaires en 1989 sur le travail, l'attitude et la vision politique de ces trois intellectuels. En fait, notre objectif est de saisir ce qui s'est réellement transformé dans le travail et dans la vision morale et politique de ces intellectuels après les révolutions pacifiques de 1989 en Europe centrale. À partir de leurs écrits théoriques et de leurs essais politiques, l'idée qui sous-tend cette recherche est qu'il est possible de dégager la vision morale et politique de ces trois intellectuels. En portant une attention particulière au contexte dans lequel ces essais ont été écrits, il semble possible de comprendre l'évolution de leur vision d'avant 1989 jusqu'à 2003, moment de la

déclaration de la guerre en Irak. Notre objectif est de « mesurer » l'impact des positions sociales occupées par ces intellectuels après 1989 pour comprendre leur attitude à première vue paradoxale. Peut-on être à la fois être un intellectuel et occuper une « position de pouvoir »? Est-ce que le pouvoir corrompt comme le prétend l'adage?

1.2 Choix des cas

Faire une recherche sur ces trois intellectuels d'Europe centrale comporte un avantage non-négligeable. Leur popularité en Occident nous donne accès à la majorité de leurs essais politiques principaux tels que : *The Power of the Powerless* (Havel, 1985), *Penser la Pologne* (Michnik, 1983), *La deuxième révolution* (1990), *L'Antipolitique* (Konrad, 1987) et *The Melancholy of Rebirth* (Konrad, 1995). Ceux-ci sont traduits dans plusieurs langues et sont publiés à grande échelle. Il est facile d'avoir accès à certains essais et articles à partir de journaux tel que : Le Monde, le TAZ, le New York Review of Books, et même dans des revues plus scientifiques comme le *Journal of Democracy* et le *Politics, Culture and Society*.

Faire une recherche sur ces trois intellectuels offre un autre avantage : ils sont tous les trois originaires de l'Europe centrale. Plus spécifiquement, ils viennent de la République Tchèque, de la Pologne et de la Hongrie. Ces trois pays ont connu un destin similaire au cours de la dernière moitié du vingtième siècle. Ils sont, tout d'abord, devenus des pays satellites de l'URSS à la fin de la Deuxième Guerre en 1945. Ces pays partageaient un contexte social et politique commun tout au long de la période socialiste. Après les révolutions de 1989, une période de libéralisation a

transformé la région. Par la suite, ces trois pays d'Europe centrale ont adhéré en même temps à l'OTAN (1999) et à l'Union européenne (2003). Ces trois pays ont donc connu sensiblement les mêmes contextes sociaux et politiques avant et après 1989. Cette caractéristique nous laisse la possibilité de circonscrire, à des fins d'analyse, un seul contexte social et politique pour les trois pays et pour les trois intellectuels.

Notons toutefois que ces trois cas représentent un échantillon très limité d'intellectuels de gauche en Europe centrale. Cette recherche n'a d'ailleurs aucune prétention à la représentativité quantitative et qualitative des intellectuels de gauche d'Europe centrale. Cependant, les cas de Havel, de Michnik et de Konrad présentent certaines caractéristiques prometteuses tant au plan théorique qu'empirique. L'accessibilité et la quantité d'essais écrits par ces trois intellectuels nous permet d'avoir une bonne idée de l'évolution de la vision politique et morale qu'ils ont mise de l'avant. L'analyse du parcours de ces trois intellectuels ainsi que l'analyse de l'évolution de leur vision nous permettra de saisir l'impact de la chute du communisme en Europe centrale sur leur travail et leur vision politique. Les caractéristiques communes aux trois intellectuels nous permettrons de procéder à une comparaison des trois cas. Au terme de l'analyse, nous serons en mesure de rendre compte des hypothèses soulevées plus haut pour expliquer l'attitude de ces trois « anciens » dissidents par rapport à la guerre en Irak. Rappelons-nous qu'aux yeux de Semler, l'attitude des anciens dissidents est due à un renversement de valeurs et qu'ils sont devenus des admirateurs de l'Occident. Nous serons

également amenés à soulever des considérations sur l'adage selon lequel le « pouvoir corrompt ».

1.3 Division du mémoire

Avant de passer à l'analyse des cas, il importe de clarifier les termes de cette recherche. Nous avons jusqu'à présent utilisé les concepts « intellectuel » et « dissident » sans en avoir explicité le sens. Le but du prochain chapitre est de fournir un cadre théorique qui permettra l'analyse du parcours de nos trois intellectuels (chapitre 2). Ce survol de la sociologie des intellectuels nous aidera à mieux comprendre les débats présents dans ce champ de la recherche. Après avoir défini un cadre conceptuel opérationnel, nous pourrons procéder à la clarification du contexte historique et social de l'Europe centrale, de l'époque communiste jusqu'à la période libérale post-communiste (chapitre 3). Ensuite, nous serons en mesure de passer à l'analyse de chacun de nos cas : Havel (chapitre 4), Michnik (chapitre 5), Konrád (chapitre 6). Une fois l'analyse des trois intellectuels terminée, nous serons en mesure de tirer des observations en comparant les cas entre eux (chapitre 7). Finalement, peut-être serons-nous en mesure de donner de nouvelles pistes de recherche dans le chapitre de conclusion.

CHAPITRE 2 : CADRE THÉORIQUE ET CONCEPTUEL

Le concept « d'intellectuel » a été utilisé dans le chapitre précédent, sans qu'aucune définition n'en soit donnée. L'objectif de ce chapitre consiste à dégager une définition opérationnelle de ce concept de manière à poursuivre l'analyse de nos cas. Il convient donc d'isoler les critères de sélection ou les traits caractéristiques de l'intellectuel. Cela dit, définir le concept d'intellectuel n'est pas une tâche facile, certain allant même jusqu'à rejeter l'utilité scientifique de cette notion. Depuis ses débuts, la sociologie des intellectuels est traversée par des préjugés et des mythes. À ce propos, la relation antagoniste entre l'autonomie des intellectuels et l'influence du pouvoir politique est un thème principal dans la littérature sur le sujet. Un autre thème central qui sera abordé dans ce chapitre est le caractère autoréflexif des intellectuels. Comme nous le verrons, une grande partie de la sociologie des intellectuels a été produite par des intellectuels, lui conférant souvent un aspect plus normatif qu'empirique. Pour appuyer notre propos, nous passerons en revue une partie des œuvres qui composent ce champ de recherches de manière à saisir différentes conceptualisations de cet objet d'étude. En plus de définir nos concepts, l'objectif de ce chapitre est de nous permettre de situer notre recherche dans les débats inhérents à la sociologie des intellectuels. À ce propos, les travaux de Zygmunt Bauman, de Rainer Lepsius et de Barbara Thériault nous seront utiles pour dégager un cadre théorique clair.

2.1 La sociologie des intellectuels : une sociologie normative!

D'un point de vue historique, le terme « intellectuel » a souvent eu une forte connotation péjorative. Cette connotation négative tire son origine de l'affaire Dreyfus, occasion au cours de laquelle où le terme a été utilisé pour la première fois.

C'est en France que le mot Intellectuel comme nom s'est répandu, pendant l'Affaire Dreyfus, en 1898. Une protestation contre l'emprisonnement de Dreyfus, signée par toutes sortes d'écrivains et de professeurs, fut publiée sous le titre de Manifeste des Intellectuels. Les Anti-Dreyfusards tentèrent ensuite de ridiculiser leurs adversaires en les appelant les soi-disant « intellectuels » (Lipset et Basu, 1975, p. 52-53).

Par la suite, le terme « intellectuel » a été utilisé de différentes manières. Les travaux de Lipset et Basu (1975) sur les rôles politiques de l'intellectuel démontrent que la notion « d'intellectuel », a servi dans plusieurs contextes pour désigner divers groupes ou catégories d'individus. En générale, ces conceptions de l'intellectuel n'avaient pas ou peu de caractéristiques communes.

2.1.1 Les définitions de l'intellectuel

Depuis son apparition au cours de l'affaire Dreyfus, le sens du terme intellectuel a subi de nombreuses modifications. Dans certains cas, l'intellectuel désignait des personnes qui oeuvraient dans le domaine des arts, de la science et de la religion, particulièrement celles qui étaient liées à la production et la consommation d'ouvrages scientifiques, littéraires, artistiques ou d'érudition (Lipset et Basu, 1975). Bref, selon ces conceptions, toutes les personnes éduquées étaient considérées comme des intellectuels. Ce genre de conceptions partage des affinités avec certaines définitions de sens commun du terme intellectuel. Parce qu'elles

présentent une vision globalisante de cette catégorie sociale, elles déforment l'image de l'intellectuel ou encore, elles la réduisent à une catégorie analytique peu efficace. Pour cette raison, Helmut Schelsky (1975)⁵ a rejeté l'utilité du concept « d'intellectuel » en science. À ses yeux, le terme était trop polysémique et chargé par des interprétations divergentes.

Dans un texte intitulé *The Sociology of Intellectuals* (2002), Charles Kurzman et Lynn Owens dégagent les approches principales de la sociologie des intellectuels depuis sa fondation au début du 20^{ième} siècle. Selon Kurzman et Owens, les fondateurs de ce champ d'étude tentaient de répondre à une question particulière, question liée à des considérations marxistes: *est-ce que les intellectuels forment une classe sociale?* Cette question-clé a donné lieu à trois approches différentes qui ont par la suite influencé le développement de la sous-discipline. La première approche, popularisée par Julien Benda, traite les intellectuels comme une classe sociale à part entière. Selon Kurzman et Owens, les travaux de Pierre Bourdieu s'inscrirait dans le giron de cette conceptualisation. Une autre approche a été mise de l'avant par Antonio Gramsci et a été réutilisée par Michel Foucault. Il s'agit d'une approche qui considère l'intellectuel comme étant lié à sa classe sociale d'origine. La dernière approche soulevée dans le texte de Kurzman et Owens s'inscrit dans la foulée de l'œuvre de Karl Mannheim et conçoit les intellectuels comme des individus n'appartenant à aucune classe sociale (*frei schwebende Intellektuelle*). Délaissant quelque peu les préoccupations marxistes, regardons de

⁵ Dans un livre intitulé: *Die Arbeit tun die andern. Klassenkaunpf und Priesterherrschaft der Intellektuellen* (1975).

plus près ces approches en portant un intérêt particulier aux différentes conceptualisations et définitions que donnent ces auteurs des intellectuels.

Dans *La Trahison des clercs* (1928 [1927]), Benda définit l'intellectuel comme un individu dont l'intérêt n'est pas la poursuite d'intérêts matériels ou pratiques. Selon sa conception, les intellectuels sont ceux dont les activités principales sont reliées à l'art, la science et les spéculations métaphysiques. Toujours selon Benda, le but ultime des intellectuels n'est pas d'obtenir des avantages matériels, mais de créer une corporation dont le seul but serait la recherche de vérité et de justice, comme les Dreyfusards qui se sont regroupés autour d'un intérêt commun. Suite à la Première Guerre mondiale, Benda considère cependant que les intellectuels ont trahit leurs responsabilités en succombant à des passions politiques et à la recherche de privilèges.

De son côté, Gramsci, dans son livre *The Intellectuals* (1971), questionne la conception de Benda et des Dreyfusard selon laquelle les intellectuels forment une classe sociale autonome. Selon lui, chaque classe sociale produit ses propres intellectuels, la bourgeoisie comme le prolétariat : « Every social group...creates together with itself, organically, one or more strata of intellectuals which give its homogeneity and an awareness of its own function not only in the economic but also in the social and political fields » (Gramsci, 1971, p. 5). Foucault s'est engagé sur la même voie que Gramsci en positionnant l'intellectuel dans son groupe social et en critiquant vivement les idées selon lesquelles les intellectuel sont libres, autonomes ou encore qu'ils constituent un groupe ou une classe avec des intérêts propres.

Foucault exposait de cette façon sa conception du rôle de l'intellectuel: « The role of the intellectual is not to speak the silent truth to all. Rather, it is to struggle against the forms of power to which he is both object and instrument: within the domain of knowledge, truth, consciousness and discourse » (Foucault et Deleuze, 1973, p. 104).

La dernière approche soulevée par Kurzman et Owens dans leur texte découle de l'oeuvre de Karl Mannheim. Cette approche de l'intellectuel se détache des deux autres dans le sens où l'intellectuel est libre de toute attache dans la société. Mannheim considère, dans son livre *Ideology and Utopia* (1985 [1929]), que le niveau élevé d'éducation des intellectuels les amène à être exposés à des tendances opposées dans la société. Ainsi, contrairement à un individu qui absorbe le point de vue de sa classe d'origine, l'intellectuel est en mesure de choisir ses affiliations. Aux yeux de Mannheim, le rôle des intellectuels est d'encourager et de faciliter la compréhension mutuelle entre les classes sociales (1985 [1929], p. 161-162).

Dans *Homo Academicus*, Bourdieu (1984) a tenté de se dégager de ces conceptions de l'intellectuel. Selon lui, les conceptions de l'intellectuel mises de l'avant par des sociologues comme Foucault et Gramsci ne peuvent pas fournir une image claire de la réalité. Bourdieu explique qu'ils ne prennent pas en compte la position qu'ils occupent eux-mêmes dans le champ d'activité intellectuel et le rôle qu'ils y jouent. Ainsi selon Bourdieu, ils ne peuvent fournir une image claire des relations qui se produisent dans l'ensemble du champ d'activité (Bourdieu, 1984, p. 12). La théorie des champs d'activité de Bourdieu est bien connue en sociologie. À

partir de celle-ci, Bourdieu s'est appliqué à décrire les caractéristiques, les propriétés et les particularités du champ d'activité des intellectuels. De cette manière, il est possible de prendre en compte les différentes positions occupées par les intellectuels dans ce champ et de saisir les interactions qui s'instaurent entre eux de manière objective. La conception du champ d'activité des intellectuels amène Bourdieu à considérer ceux-ci comme un groupe ou une catégorie d'acteurs à part. En fait, pour Bourdieu, ce qui unit les intellectuels c'est leur intérêt commun à conserver l'autonomie de leur champ d'activité de l'influence de la politique, de l'économie et des autres formes de pouvoir dans la société (Bourdieu, 1989, p.12). Au début des années 2000, Bourdieu a créé « l'International des Intellectuels » et un groupe appelé « Raison d'Agir », un regroupement d'intellectuels dans le but de protéger leur intérêt, à savoir l'autonomie. Le but de l'organisation était également de fournir un cadre d'action aux intellectuels de manière à leur donner plus de poids lors de leurs interventions dans le champ politique.

2.1.2 Les problèmes soulevés par les définitions de l'intellectuels

2.1.2.1 Le caractère auto-réflexif des intellectuels

Dans son livre *Legislators and Interpreters* (1995), Zygmunt Bauman s'est intéressé au caractère auto-réflexif des intellectuels. À ses yeux, le problème lié à la sociologie des intellectuels est qu'elle est produite, en majorité, par des intellectuels. Suivant cette logique, les définitions de l'intellectuel qui sont proposées dans la sociologie sont, selon lui, des autodéfinitions mises de l'avant par des intellectuels. Pour Bauman, c'est ce qui donne un caractère normatif à la sociologie des

intellectuels. En poursuivant leur *travail* les intellectuels mettent de l'avant, implicitement ou explicitement, des conceptions particulières de l'intellectuel. Ces définitions, qui sont en fait des autodéfinitions de l'intellectuel, tentent peu ou pas d'isoler les caractéristiques communes de ceux-ci. À la place, les intellectuels s'appliquent à dégager et définir le type de relations dans lequel ils sont impliqués. Par le fait même, « les intellectuels » délimitent la frontière entre ceux qui sont des intellectuels et ceux qui ne le sont pas (Bauman, 1995).

Dans les chapitres qui suivent, nous verrons comment Havel, Michnik et Konrád, les trois intellectuels qui seront soumis à notre analyse, définissent dans leurs écrits de manière implicite ou explicite « l'intellectuel ». Ces définitions, comme le souligne Bauman, ont un contenu normatif. Elles sont des autodéfinitions. Par exemple, chez Havel et Michnik, avant 1989, l'intellectuel était celui qui s'opposait au régime communiste. Pour eux, les intellectuels qui n'adoptaient pas la même attitude qu'eux à l'égard des communistes étaient des traîtres, des vendus, de faux intellectuels ou, de manière plus imagée, des « larves » (Michnik, 1983). Ces autodéfinitions faites par des intellectuels, comme celles de Havel et de Michnik, sont inclusives à l'égard de leurs alliés et exclusives à l'égard de tous les autres. Ces définitions tracent une barrière entre les « vrais » et les « faux » intellectuels et entre les alliés et les ennemis. Ainsi, tout au long de ce mémoire, il importe de garder à l'esprit que les définitions de l'intellectuel données par nos trois cas ne correspondent pas à la définition que nous donnerons de l'intellectuel. Soyons

clairs, ces définitions ne sont pas en soi mauvaises ou erronées, mais elles constituent des prescriptions normatives.⁶

2.1.2.2 Les intellectuels et le pouvoir

« Nous ferons état de toute une littérature pertinente, comparative et historique qui souligne bien le caractère général de cette antipathie inhérente entre les intellectuels et le pouvoir » (Lipset et Basu, 1975, p. 52). Cette remarque nous permet de situer un des problèmes particuliers à la sociologie des intellectuels : la relation entre le pouvoir et les intellectuels. On retrouve également, dans plusieurs des conceptions abordées brièvement plus haut, une dimension normative de l'intellectuel, de son rôle et de sa fonction dans la société. Une grande partie de ces écrits constituent des appels à l'action plutôt que des recherches à visée empirique.

En effet, une grande partie de la littérature sur le thème des intellectuels reproduit et transmet une foule de clichés, de stéréotypes et de mythes qui participent à une compréhension floue de cette catégorie d'acteurs. Au nombre de ces préjugés, il y a l'idée selon laquelle les intellectuels sont toujours associés avec l'opposition, qu'ils sont de gauche, qu'ils sont révolutionnaire et qu'ils sont les protecteurs des classes sociales opprimées. En effet, la littérature sur les intellectuels propage régulièrement une conception des intellectuels en constante opposition avec l'ordre établi, la politique. En Occident, le sens qui est donné au

⁶ La définition de Konrad, un sociologue, est à ce propos différente de celles de Havel et de Michnik, voir le chapitre 6 pour plus de détails.

concept d'intellectuel renvoie à l'idée d'un individu autonome et libre qui prend position publiquement sur des questions politiques ou autres. L'artiste ou l'écrivain engagé sont à ce titre des figures emblématiques d'intellectuels en Occident. Cette conception de l'intellectuel en Occident exclut généralement l'idée que les hommes d'État sont, ou pourraient être, des intellectuels.

2.2 Les différentes manifestations de l'intellectuel

Bauman fait figure d'exception face aux auteurs du champ de la sociologie des intellectuels. Dans son livre *Legislators and Interpreters* (1995), il souligne la diversité des attitudes qui peuvent caractériser les intellectuels. Selon lui, l'idée selon laquelle l'intellectuel est toujours dans l'opposition, dans la gauche et qu'il est révolutionnaire est fautive. Selon Bauman, il y a des intellectuels dans les couches dites conservatrices et de droite. Sur ce point, Anthony Giddens, dans son livre *Beyond Left and Right. The future of Radical Politics* (1996), fait quelques remarques intéressantes. Si par le passé la gauche était l'affiliation politique la plus radicale et révolutionnaire, ce n'est plus nécessairement le cas de nos jours.

Conservatism, in certain of its currently most influential guises in Europe, and to some extent elsewhere in the world, has come to embrace more or less exactly what it once set out to repudiate: competitive capitalism. Many conservatives are now active radicals in respect of that very phenomenon which previously they held most dear—tradition... (Giddens, 1996, p. 2)

Cette remarque de Giddens nous mène à revoir certaines idées acquises dans le sens commun au sujet de la gauche. Selon Bauman, les « progressistes » et les « conservateurs » formulent leur discours dans des rhétoriques différentes et s'appuient sur différentes valeurs. À certains moments, ils s'appuient sur l'idée de

changement et de progrès alors qu'à d'autres moments ils s'appuient sur la tradition (Bauman, 1995). Pour faire valoir son point de vue, Bauman soulève le travail effectué par les partisans des partis fascistes ou encore les discours proférés par les économistes de droite. L'argument soulevé par Bauman dans ces travaux est important. À ses yeux, les présupposés autour des intellectuels et de la gauche relèveraient du mythe. Bauman nous éloigne de l'idée selon laquelle l'intellectuel est absolument de gauche, révolutionnaire et complètement indépendant.

À la fin de leur texte, Kurzman et Owens (2002) font une remarque intéressante pour notre propos : « We propose that defining intellectuals is less important than exploring how intellectuals define themselves, and are defined by others, in particular historical situations » (Kurzman et Owens, 2002, p. 80). Ces observations sur les intellectuels nous amènent à regarder de plus près les activités poursuivies par ceux-ci, ainsi que la diversité des attitudes qu'ils peuvent adopter. Il faut toutefois se doter d'une méthode fiable de manière à éviter de tomber dans le piège de la normativité et dans les mythes liés à l'intellectuel

2.3 La méthode idéaltypique de Max Weber

Dans une tradition wébérienne, il s'agit ici de développer un cadre opératoire idéaltypique pour poursuivre l'étude empirique du phénomène des intellectuels. L'idéaltype est une création théorique, il est un « tableau de la pensée » créer de manière à décrire et comprendre un phénomène empirique. Ce tableau sert de balise, en quelques sortes, pour éviter de poser des jugements de valeurs sur le phénomène soumis à l'analyse. En fait, l'idéaltype permet de comparer la réalité

objective à une construction théorique pour faire ressortir les nuances et les différences. Dans *L'objectivité de la connaissance dans les sciences et la politique sociale* (1965 [1904]), Max Weber décrit en quoi consiste un idéaltype.

L'idéaltype est un tableau de pensée, il n'est pas la réalité historique ni surtout la réalité authentique, il sert encore moins de schéma dans lequel on pourrait ordonner la réalité à titre d'exemplaire. Il n'a d'autre signification que d'un concept limité purement idéal, auquel on mesure la réalité pour clarifier le contenu empirique de certains de ses éléments importants, et avec lequel on la compare. Ces concepts sont des images dans lesquelles nous construisons des relations, en utilisant la catégorie de possibilité objective, que notre imagination formée et orientée d'après la réalité juge comme adéquates (Weber, 1965 [1904], p. 185).

En se dotant d'un idéaltype des types d'intellectuels, nous serons en mesure d'observer et d'analyser l'activité de ceux-ci sans porter de jugement de valeur. Nous serons alors en mesure de décrire et de comprendre les autodéfinitions que donnent les intellectuels d'eux-mêmes, en les replaçant dans leur contexte.

Max Weber conçoit l'analyse du social en terme de « problèmes ». Dans notre cas, le problème central dans la conception de l'intellectuel relève de la relation antagoniste entre le pouvoir et les intellectuels. Gangolf Hübinger, dans un texte allemand intitulé *Die politischen Rollen europäischer Intellektueller im 20. Jahrhundert* (2000), pose la question à savoir pourquoi les hommes d'États ne pourraient pas être considérés comme des intellectuels? Ce faisant, lui aussi remet en cause l'idée préconçue en Occident que les intellectuels sont obligatoirement en opposition avec le pouvoir, particulièrement le pouvoir politique.

Le cadre idéaltypique sur lequel nous nous baserons au cours de notre analyse devra prendre en compte cette dimension de l'intellectuel qui a été abordé d'autres parts dans les recherches de Edward Shils. S'inscrivant dans la même

lignée que Mannheim, Edward Shils a écrit *The Intellectuals and the Power* (1972), un texte dans lequel il accentue la dimension et la propension des intellectuels à critiquer l'ordre. Selon Shils, c'est dans la nature des intellectuels d'entretenir une tension avec les valeurs propagées et présentes dans les institutions d'une société (Shils, 1972, p. 7). Cependant, dans *The Intellectual Between Tradition and Modernity : The Indian Situation* (1961), Shils reconnaît que certains intellectuels⁷ ont eu des rôles clés dans l'administration et la direction de certains pays. Shils conclut toutefois qu'une trop grande participation des intellectuels dans l'administration sociale pourrait affecter leur vrai rôle : celui de critique (Shils, 1961, p. 116).

2.4 La « compétence » des intellectuels comme distinction analytique

Malgré les réticences de Schelsky quant à l'utilité du concept, il semble possible de dégager une caractéristique constante de l'intellectuel dans les définitions que nous avons abordées plus haut dans ce chapitre. En effet, le terme intellectuel est souvent utilisé pour désigner les individus qui poursuivent une activité critique. Cette dimension de l'intellectuel est également présente dans la conception de Raymond Aron, de Joseph Schumpeter, de Lewis Coser et de Richard Hofstadter (Lipset et Basu, 1975). En fait, *la disposition des intellectuels à critiquer* constitue probablement une de leurs caractéristiques fondamentales.

Rainer Lepsius, dans *Kritik als Beruf* (1990, [1969]), s'est penché sur la question des intellectuels de manière à sortir la conception de l'intellectuel de sa

⁷ Le cas étudié par Shils était les intellectuels en Inde après la décolonisation.

dimension normative et des mythes qui y sont reliés. À la suite de Schumpeter, il développe une définition autour d'une caractéristique commune aux intellectuels: *l'activité critique* (Lepsius, 1990). En insistant sur la poursuite d'une activité critique, Lepsius cherche à poser les bases empiriques de l'objet d'étude que constituent les intellectuels. Plutôt que de définir d'emblée l'intellectuel, la conception de Lepsius nous invite à observer le *travail* et les activités de ces acteurs. À cet effet, il développe une typologie de l'intellectuel dont la distinction analytique centrale est la compétence. Cette typologie permet de saisir, au plan empirique, le travail d'intellectuels. Elle permet ainsi d'observer l'activité critique faite par des intellectuels dans des positions sociales différentes comme celles de chef d'État, de journaliste, d'universitaire, d'expert ou encore d'artiste. Un aspect important de la typologie de Lepsius est qu'elle nous permettra de saisir l'impact d'une position de pouvoir sur le travail des intellectuels. De cette façon, la typologie de Lepsius se dégage de certains préjugés et de certains mythes, aspects que nous avons abordés dans les sections précédentes. Regardons de plus près cette typologie.

Pour Lepsius (1990, [1969]), l'intellectuel est celui qui fait de l'activité critique son « métier » [*Beruf*] ou, du moins, une de ses activités principales. Suivant cette définition, tout individu qui poursuit une activité critique sur des questions sociales, politiques, morales est un intellectuel. Dans sa typologie, Lepsius apporte certaines distinctions analytiques. Comme nous l'avons écrit plus haut, il met au centre de son analyse l'idée de « compétence » ou plutôt sur le *degré* de compétence de l'intellectuel. Lepsius dégage trois types d'intellectuels : l'intellectuel « compétent », l'intellectuel « quasi-compétent » et, finalement,

l'intellectuel « incompetent ». Il faut immédiatement souligner que si dans le sens commun, « l'incompétence » a une connotation négative, elle constitue pour Lepsius une distinction opérationnelle. La distinction de Lepsius se veut provocatrice puisqu'elle renverse le sens de la conception usuelle de l'intellectuel. Il faut également noter que dans la typologie mise de l'avant par Lepsius, le degré de compétence accordé à un intellectuel ne procède pas d'un jugement de valeur. Comme le souligne Weber (1965 [1904]), une typologie est une construction de l'esprit qui ne correspond pas à la réalité, mais qui permet de la mesurer sans porter de jugement de valeur. Dans la typologie de Lepsius, il ne dit pas qui est compétent ou non, il s'agit plutôt d'une qualité de compétence à faire de la critique qui est attribuée à l'intellectuel en fonction de la position sociale qu'il occupe. Pour Lepsius, le degré de compétence d'un intellectuel se mesure en fonction des sanctions sociales et organisationnelles que celui-ci peut mobiliser et des mécanismes institutionnels liés à la position sociale qu'il occupe.

Pour Lepsius, l'intellectuel « compétent » pourrait être un parlementaire, un expert, ou encore, un chef d'État. Les types d'intellectuels se distinguent par les fondements de leur légitimité, à savoir les mécanismes institutionnels liés à sa position et les sanctions matérielles et organisationnelles qu'ils peuvent mobiliser dans le but d'imposer leurs idées et leurs visions. En fait, l'intellectuel compétent est celui qui a le plus de « chance », au sens wébérien du terme, d'imposer sa volonté et sa vision. C'est ce qui caractérise pour Lepsius, un intellectuel « compétent ». À l'opposé, le type d'intellectuel « incompetent » est davantage relié à une conception de l'intellectuel qui relève du sens commun. L'intellectuel

« incompetent » correspond à la figure de l'intellectuel libre, autonome et indépendant. L'artiste engagé, les essayistes, les dramaturges font partie de cette catégorie d'intellectuel. Ici, la notion « d'incompétence » peut choquer et déplaire. Toutefois, il faut rappeler que, pour Lepsius, la notion d'incompétence est opérationnelle. « L'incompétence » relève de la position sociale occupée par l'intellectuel dans la poursuite de ses activités critiques. À cet effet, l'intellectuel « incompetent », en fonction de la position sociale qu'il occupe ne dispose pas ou peu de moyens particuliers ou de sanctions qu'il pourrait mobiliser. Ainsi ce type d'intellectuel a moins de « chance » d'imposer son point de vue. Cela dit, ce type d'intellectuel peut jouir d'une grande légitimité dans certains contextes particuliers. Nous verrons dans les chapitres d'analyse comment, sous le socialisme tardif, les intellectuels incompetents en sont venus à être reconnus et jouir d'une réputation internationale. Ne perdons pas de vue que c'est toujours en fonction de la position sociale occupée par un intellectuel que Lepsius parle d'incompétence. Il ne s'agit pas d'un jugement personnel que Lepsius pose sur les intellectuels dans sa typologie. Néanmoins, il provoque (volontairement) en qualifiant les intellectuels autonomes « d'incompétents », et, en qualifiant les chefs d'États et les experts d'intellectuels « compétents » alors que le sens commun ne les retient même pas au titre d'intellectuel. Enfin, entre l'intellectuel compétent et incompetent, Lepsius distingue l'intellectuel « quasi-compétent ». Ce type d'intellectuel occupe une position intermédiaire dans la typologie, il est lié à ceux qui occupent une profession journalistique ou universitaire. Contrairement à Shils, qui entretenait l'idée qu'une trop grande participation des intellectuels dans la politique et l'administration d'un

pays ruinerait leur rôle de critique, Lepsius apporte une distinction intéressante. Selon Lepsius, ces trois types d'intellectuels sont tous critiques. Toutefois, aux yeux de Lepsius, il s'agit de différents types et différents degrés de critique.

Pour notre recherche, la typologie de Lepsius s'avère pertinente. En effet, elle permet d'évaluer les transformations qui sont survenues suite à la chute des régimes communistes en 1989 en lien avec la position sociale occupée par les trois intellectuels qui retiennent notre attention : Václav Havel, Adam Michnik et György Konrád. Rappelons-nous que Havel était un dramaturge durant la période socialiste, une position d'intellectuel « incompetent » et, qu'après 1989, il est devenu président de la Tchécoslovaquie, une position d'intellectuel « compétent ». Adam Michnik occupait lui aussi une position « incompetente » avant les transformations de 1989, il était un essayiste impliqué dans des organisations dissidentes. Après les révolutions de 1989-1990, il est devenu rédacteur en chef de la *Gazeta Wyborcza*, ce qui correspond à une position d'intellectuel « quasi-compétent ». Finalement, le cas de Konrád ne présente aucun changement avant et après 1989. Il exerce toujours son métier d'essayiste, une position d'intellectuel « incompetent ». Prenons la peine de noter à nouveau que l'idée de compétence et d'incompétence ne relève pas d'un jugement personnel que je porte sur ces intellectuels. Fidèle à l'approche typologique développée par Weber, il ne nous revient pas de trancher qui est, d'un point de vue normatif, compétent et qui ne l'est pas. L'indice ou le degré de compétence est basé sur la position qu'ils occupent dans la société. À l'aide de cette typologie, nous serons en mesure de saisir l'impact de la chute du communisme sur ces trois intellectuels et, par le fait même, d'accentuer le rôle de la position sociale, à

savoir les sanctions sociales et les mécanismes institutionnels, sur leur activité critique qui, selon nos hypothèses, changent avec la rupture radicale de 1989. Nous serons également en mesure d'arriver à certaines conclusions sur la relation entre le pouvoir et les intellectuels et de remettre en question l'idée selon laquelle les hommes d'État ne sont pas des intellectuels tout comme le faisait Hübinger (2000).

2.5 Le travail des intellectuels : le maintien ou la subversion des ordres légitimes

Tout d'abord, nous devons voir en quoi consiste l'activité critique des intellectuels. Les travaux de Barbara Thériault sur les ordres légitimes se réclament d'une sociologie wébérienne des institutions nous serviront de base dans cette section pour poursuivre la mise en place de notre cadre conceptuel. Dans des publications récentes (2005, 2004), Thériault soutient que Max Weber a mis au point, dans ses écrits, une théorie implicite de l'institutionnalisation. Selon Weber, les ordres légitimes font référence au « contenu significatif d'une relation sociale ». En ce sens, un « ordre légitime » peut être conçu comme une institution qui guide, sanctionne et donne du sens à l'action des individus. Les individus orientent leurs actions en fonction d'« idées directrices » ou de « maximes » qui expriment le contenu d'une institution. Il va s'en dire qu'un ordre est toujours plus ou moins légitime et plus ou moins valide, les actions des individus s'y conformant plus ou moins. La théorie de l'institutionnalisation mise de l'avant par Thériault dans ses recherches, traite du maintien et de la transformation des ordres légitimes. Un ordre ne peut se créer, se maintenir ou se transformer de lui-même, il nécessite le travail de certains acteurs spécialisés, au premier plan les intellectuels (Thériault, 2005).

Les trois intellectuels qui nous intéressent dans le cadre de cette recherche font partie de ce groupe d'acteurs spécialisés qui participent à la création, au maintien ou à la transformation des ordres légitimes. Mais quel est l'ordre légitime caractéristique de notre cas? Revenons quelques instants sur notre problématique de manière à bien déterminer les termes de notre recherche. Notre attention est tournée vers trois intellectuels de gauche en Europe centrale. Le point de départ de notre recherche est l'accusation de trahison lancée par les intellectuels de gauche occidentaux à ces « anciens » dissidents en 2003 durant les débats sur la guerre en Irak. En regard de ce phénomène, il est possible d'affirmer qu'il y avait, en 2003, une dissension au sein des intellectuels de gauche. Dans notre recherche, la « gauche » fait office d'institution ou de structure qui guide l'action des individus. En analysant les essais politiques des trois intellectuels, nous serons en mesure de dégager la vision de l'ordre légitime que ces trois intellectuels avaient avant 1989 et de suivre son évolution après la chute des régimes communistes dans les années 1990.

La théorie de l'institutionnalisation mise de l'avant par Thériault invite à regarder de près le travail des acteurs qui sont les porte-parole des ordres légitimes : les intellectuels. Nous avons déjà mentionné que les ordres légitimes sont toujours plus ou moins valides. Étant donné la nature polysémique des « idées directrices » et des « maximes » qui guident l'action des individus, celles-ci sont souvent l'objet de conflits. Plusieurs personnes peuvent se réclamer de ces « maximes », mais tous ne s'entendent pas sur le contenu et le contexte d'application qui les déterminent. L'administration ou la gestion des maximes et des idées directrices relève d'un

processus dynamique dont l'enjeu est, du point de vue des acteurs spécialistes, l'institutionnalisation d'une norme (Thériault, 2005). Thériault nous rappelle que la dynamique qui s'instaure entre les intellectuels implique une lutte dont l'enjeu ultime est la légitimité de leur vision. Cette quête de légitimité pousse les intellectuels à adopter différentes stratégies et à utiliser différentes ressources. Il va de soi que les intellectuels disposent de moyens différents et inégaux pour poursuivre leur activité critique, éléments qui sont par ailleurs mis en lumière par l'approche de Lepsius.

La dissension observable entre les intellectuels de gauche européens est le point de départ de cette recherche sur la transformation de la gauche —en tant qu'« institution »— et sur le rôle de certains acteurs engagés dans le maintien ou la subversion de cet ordre légitime. Notre recherche porte ainsi sur l'impact de la chute du communisme sur l'activité critique de trois intellectuels d'Europe centrale. Pour ce faire, nous cherchons à savoir comment leur vision morale et politique de l'ordre légitime s'est transformée dans la foulée des événements entourant la fin des régimes communistes. À la fin de notre analyse, nous serons en mesure de voir de quelle façon leur vision de l'ordre s'est transformée, quel a été l'impact des révolutions de 1989 dans ces changements et de quelle manière la position sociale occupée par ces intellectuels influence leur travail et leur vision. Avant de passer à l'analyse des trois cas, clarifions le contexte dans lequel ces intellectuels ont évolué : l'après-guerre dans trois républiques socialistes d'Europe centrale.

CHAPITRE 3 : CONTEXTE HISTORIQUE

Avant de se lancer dans une analyse en profondeur du parcours de Václav Havel, d'Adam Michnik et de György Konrád, il est nécessaire de connaître le contexte particulier dans lequel ils ont été amenés à poursuivre leur métier dans les systèmes socialistes d'Europe centrale. Il est primordial de comprendre les conditions particulières qui ont permis à Havel, Michnik et Konrád de critiquer les régimes totalitaires d'Europe centrale et de jouer un rôle de premier plan dans les révolutions pacifiques de 1989. Mais une question s'impose : pourquoi utilise-t-on l'étiquette de « dissident » à l'égard de ces trois intellectuels dans les régimes communistes? Ce chapitre a comme objectif de mettre en lumière les caractéristiques spécifiques des « dissidents ». Il s'agit de cerner les conditions dans lesquelles ils ont évolué et de saisir la nature particulière de leur critique. Ce chapitre propose en fait une histoire conceptuelle. Sur ce sujet, les travaux de Zygmunt Bauman, Christian Joppke, John Keane et Barbara Thériault sont des plus pertinents. Leurs études sur les intellectuels, l'Europe centrale et la RDA permettent de bien saisir la dynamique qui prévalait entre le pouvoir communiste et les intellectuels d'Europe centrale. Une fois les caractéristiques de ces « dissidents » bien circonscrites, il nous sera possible de s'attarder aux événements importants qui ont entraîné la chute du socialisme en Tchécoslovaquie, en Pologne et en Hongrie.

3.1 Les intellectuels d'Europe centrale et les partis communistes selon Bauman: « une relation amour-haine »

Bauman, dans *Intellectuals in East-central Europe : Continuity and Change* (1987) et dans *Legislators and Interpreters* (1995), porte une attention particulière

au contexte dans lequel les intellectuels ont poursuivi leurs activités dans les régimes communistes européens. Contrairement aux études sociologiques qui s'attardent aux caractéristiques communes des intellectuels, Bauman décrit le contexte social et historique dans lequel les intellectuels ont évolué. Ce faisant, il s'intéresse aux rôles particuliers et aux fonctions sociales que les intellectuels occupent dans certains contextes. Bauman résume le but de son entreprise :

In order to understand the substance and the dynamics of intellectual life one must distance oneself from the rhetoric generated within the self-constituted concerns of intellectual tradition. Our task demands that intellectuals and their unique role be re-positioned in their specific historical and territorial context. (Bauman, 1987, p. 164)

D'un point de vue historique, « l'idiome intellectuel », tel qu'il s'est implanté en Europe « orientale », ne présente pas les mêmes caractéristiques que son homologue « occidental ». Alors que ce dernier a réclamé son indépendance et son autonomie face à l'État au 19^{ième} siècle, les intellectuels d'Europe centrale et orientale, issus de la petite noblesse, ont assumé le rôle de leaders nationaux et ont été amenés à jouer un rôle de premier plan dans la création d'États modernes. (Bauman, 1987) « The intellectual idiom as embraced in the East knew no division of labor between political and cultural leaders, between body politic and civil society, between rights of the legislator and the duties of spiritual leadership » (Bauman, 1987, p. 168-169). En démontrant cette particularité de « l'idiome intellectuel » à l'Est, l'objectif de Bauman est de montrer une continuité dans la poursuite du travail des intellectuels durant le 20^{ième} siècle.

Avant cette période, la population d'Europe centrale, constituée en grande partie de paysans, n'avait aucune tradition démocratique, pas plus qu'elle n'avait fait

l'expérience d'actions collectives indépendantes de la noblesse. La population était davantage habituée à vivre dans une relation de « patronage » où le leadership et la « supériorité » morale, culturelle et économique de la noblesse étaient incontestés.

Patronage meant a unquestionable asymmetry of power. It is not mere domination, it is a domination all right, but one suffused with rule of sympathy, a dogma of loyalty, and presumptions of gratitude. It is not mere subordination, it is indeed subordination, but one entered into and perpetuated in the expectation of benefits, material or spiritual, to ensue from it. (Bauman, 1987, p. 173-174)

Cette relation de domination et de subordination consacrait l'hégémonie de la noblesse sur le reste de la population. En Europe centrale, ce type de relation instauré par la noblesse s'est poursuivi à travers l'activité des leaders intellectuels nationaux pour finalement prendre racine dans la domination politique du parti communiste au 20^{ième} siècle. La caractéristique commune de ces différents groupes était le prosélytisme (Bauman, 1987). Ils avaient une « mission », un objectif particulier : transformer la société selon un schème établi. Pour les communistes, il s'agissait de créer une nouvelle société selon les préceptes du « marxisme-léninisme », une doctrine élevée au rang de science par les partis communistes. C'est ce qui amène Bauman à développer d'une part l'affinité et, d'autre part, les tensions vécues entre les intellectuels et le parti communiste.

The elements of continuity were in no way minor, they related to quite central aspect of social structure and the deployment of power. It is these elements of continuity which account for the remarkably close mutual engagement between the ruling party and the intelligentsia. (Bauman, 1987, p. 177)

La relation particulière ou, pour reprendre les termes de Bauman, « l'engagement mutuel », qui unissait les intellectuels et le parti communiste, constitue le point central de ses recherches. De nature révolutionnaire, le marxisme-

léninisme avait comme objectif transformer radicalement les structures sociales et de réorganiser l'ensemble de la société pour parvenir à une société « parfaite », une société sans classe. Les dirigeants des partis communistes d'Europe centrale prétendaient garder le contrôle de ces transformations et légitimaient l'ensemble de leurs actions à l'aide d'une idéologie, le « marxisme-léninisme ».

Dans ce cadre particulier, les intellectuels étaient nécessaires au parti communiste pour reproduire et maintenir la structure du pouvoir et pour légitimer les méthodes de direction utilisées. Les intellectuels d'Europe centrale avaient un rôle d'avant-garde et une position privilégiée. Toutefois, ce contexte particulier avait un impact sur l'activité critique de ces intellectuels ou de cette « intelligentsia »⁸. Le processus de développement social des pays socialistes demandait aux intellectuels d'être partisans bref de s'aligner avec les actions du parti communiste (Kuczynski, 1956, Feldner, 2002)

Realistic objectivity requires partisanship, though not in the simple meaning of class standpoint or party-political conformity, but in the meaning of being partisan for the new and the progressive in a historical reality which is, as law-governed progressive process, itself inescapably partisan for the new and the progressive. In a nutshell, realistic objectivity requires objective partisanship, an attitude corresponding to the course of history. (Feldner, 2002, p. 267)

La critique des intellectuels en Europe centrale était possible à partir du moment où elle s'articulait dans le sens du marxisme-léninisme, de l'action du parti communiste et de l'histoire. Dans ce contexte, c'était les intellectuels « incompetents », des artistes en grande majorité, qui ont été affectés par la perte

⁸ Il faut préciser ici que les intellectuels d'Europe centrale du 19^{ème} et du 20^{ème} siècle auxquels Bauman fait référence correspondent davantage à une catégorie quasi professionnelle qui ne correspond pas à la définition que nous donnons de l'intellectuel dans cette recherche.

d'autonomie et de liberté dans l'exercice de leur critique. C'était ce point de tension qui a poussé certains de ces intellectuels « incompetents » à jouer un rôle important dans les événements qui ont mené à la chute du socialisme et des régimes communistes en Europe centrale en 1989. Bauman écrit à ce sujet en 1987:

The selection and dissemination of cultural values, the formation of opinions and evaluation of social change, the critic of ideology, of moral and aesthetic judgement in general have become matters of party policy and action. It is this limitation which is experienced and articulated by the intellectuals as lack of freedom. Other classes within communist-ruled societies, however deprived or oppressed they might be in other respects, would seldom consider lack of access to decision-making in cultural, moral or artistic matters as an act of expropriation, so that it is only the intelligentsia which decries this particular restriction. (Bauman, 1987, p. 178-179)

3.2 Les pays d'Europe centrale et le modèle soviétique

Dans son livre intitulé *Václav Havel. A Political Tragedy in Six Acts* (2000 [1999]), John Keane fait une distinction importante entre deux périodes de l'histoire du socialisme en Europe centrale. La première période, le « socialisme », commence alors que l'Europe centrale a été libérée de l'occupation allemande à la fin de la Deuxième Guerre mondiale par l'Armée Rouge. Malgré les accords convenus à Yalta⁹, Staline a vu l'occasion de transformer les pays d'Europe centrale en satellites politiques et économiques de l'URSS, en y plaçant des gouvernements qui lui étaient favorables. Avec l'aide des soviétiques, les partis politiques communistes qui s'organisaient dans ces pays ont pris le pouvoir démocratiquement ou par des actions plus drastiques. Le coup de Prague en 1948, où l'URSS a fait de fortes pressions politiques sur le gouvernement tchécoslovaque de manière à ce que

⁹ Entente signée le 11 février 1945 par les ministres des Affaires étrangères de la URSS, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis suite à la Deuxième Guerre qui contenait une déclaration sur l'Europe libérée, sur le démembrement de l'Allemagne et la répartition des territoires entre les vainqueurs. Pour plusieurs, Yalta demeure la cause de la Guerre froide.

le parti communiste obtienne le pouvoir, a consacré la domination totale des soviétiques sur le territoire d'Europe centrale. Des constitutions de type soviétique ont, plus tard, été adoptées dans ces pays d'Europe et le modèle de structure sociale totalitaire qui consacre le monopole du parti communiste a été mis en place. Jusqu'en 1989, toutes les tentatives qui ont visées à remettre en doute ce modèle ont été contrées et réprimées par des interventions militaires soviétiques menées sous l'égide du Pacte de Varsovie¹⁰.

La deuxième période que Keane distingue dans son livre est le « late socialism » (2000). Pour notre part, dans ce mémoire, nous retiendrons le nom de « socialisme tardif » pour désigner cette période historique particulière. Cette période était caractérisée, selon Keane, par une « normalisation » du socialisme et des régimes communistes en Europe centrale et orientale. Cette période correspond également à un processus de « détente » au cours de la Guerre Froide. Bref, le « socialisme tardif » était caractérisé par une reconnaissance internationale du modèle soviétique et aussi, une normalisation de la séparation du monde et de l'Europe en deux blocs distincts. Cette période historique a commencé après la répression violente du Printemps de Prague en 1968 au moment, où plusieurs intellectuels ont perdu espoir de voir s'instaurer un « socialisme à visage humain ». À cette époque, le monopole décisionnel politique, économique, culturel et

¹⁰ Le Pacte de Varsovie (1955) est un accord de défense réciproque entre les pays socialistes soviétiques. Dans le cadre du Pacte de Varsovie, c'est l'intérêt du socialisme qui prime sur l'intérêt national. Les troupes du Pacte de Varsovie sont intervenues directement lors de l'Insurrection de Budapest en 1956 en Hongrie et, à la suite du Printemps de Prague en Tchécoslovaquie en 1968. La Hongrie et la Tchécoslovaquie étaient tous deux membres du Pacte de Varsovie.

idéologique, bref le monopole de vérité des partis communistes d'Europe centrale avait atteint son paroxysme. Keane décrit le « socialisme tardif » de cette façon :

Citizens of late-socialism were expected to abide by its basic rule: that there would only ever be one governing party, to which everything, including truth itself, belonged, that the world was divided into enemies and friends of the Party and, accordingly, that compliance with Party policies was rewarded, dissent penalized; and finally, that the Party no longer required the complete devotion of its subjects, only the quiet acceptance of its dictates. This meant that the Party emphasized discipline, caution, self-censorship and resignation among its subjects. Conversely, the Party feared and actively discouraged independence of mind and judgement, excellence, boldness, perspicacity, courage and public commitment to democratic principle. (Keane, 2000, p. 232-233)

Jettons un regard rapide sur la structure particulière des régimes totalitaires du « socialisme tardif ». Les démocraties populaires d'Europe centrale, imposées par l'URSS suite à la Deuxième Guerre mondiale, étaient basées sur le modèle de leur « libérateur ». Les pays du bloc communiste possédaient une structure sociale et des organisations communes, ce qui donnait à ces États un aspect relativement homogène. La structure de ces États était constituée d'une imposante bureaucratie dont les hauts fonctionnaires, les *apparatchiks*, étaient nommés¹¹ par le bureau politique central et les dirigeants du parti communiste. En haut de la structure hiérarchique du parti communiste se tenait le secrétaire général qui assurait « la conservation de trois monopoles : politique, économique et idéologique » avec l'aide des ramifications du parti dans plusieurs organisations de la société (Roche, 1992, p. 724).

Ces trois monopoles assuraient au parti un contrôle sur tous les aspects de la vie sociale. Une des caractéristiques fondamentales de ces régimes était la

¹¹ Il s'agit de la nomenklatura communiste.

centralisation, c'est-à-dire, la fusion de toutes les institutions, la monopolisation des décisions et des ressources par le parti communiste qui tirait sa légitimité du marxisme-léninisme. En fait, toutes les autres sphères d'activité de la société étaient subordonnées à la politique du parti communiste. Dans ses recherches, Barbara Thériault décrit le primat du politique en RDA, mais aussi dans les pays socialistes d'Europe centrale:

Because the state in socialism represented the interest of the people, there could be no conflicts, no antagonism, indeed no distinction between state and society. There was, therefore, no need for mediation, associations, or public arenas of citizen discourse. The communist party's political rationale, state socialism, presided over all other considerations. At the real existing level, the communist party supported and promoted its power position through propaganda, sanctions, such as brutal repression – or the threat of repression and imprisonment – but also reward – or promise of reward – bribes and honors. (Thériault, 2004, p. 16)

Dans la tradition décrite par Bauman, le parti communiste n'avait, pour conserver sa légitimité, qu'à s'assurer la participation des intellectuels. Il faut noter que la participation des intellectuels ne relevait pas nécessairement d'une instrumentalisation de la part des dirigeants communistes. Beaucoup d'intellectuels étaient des communistes convaincus. En Europe centrale, comme dans les autres pays socialistes européens, les intellectuels liés, de cette façon, au parti communiste avaient un rôle de premier plan dans la société. En fournissant au parti un support intellectuel, idéologique et moral, ils s'assuraient une position de pouvoir dans la hiérarchie politique et sociale des pays d'Europe de l'Est. En rapport avec notre typologie (Lepsius, 1990), la critique de ces intellectuels « communistes » était reliée à des positions d'intellectuels « compétents » ou « quasi-compétents ».

D'un autre côté, les dirigeants du parti communiste prétendaient représenter les intérêts de la classe ouvrière. Ils prétendaient également connaître les lois de l'histoire et les actions à prendre pour arriver à réaliser l'utopie communiste. Selon le marxisme-léninisme, le socialisme était la phase historique durant laquelle les ouvriers – la classe au pouvoir – exerce une dictature sur le reste de la population de manière à organiser les forces productrices et à mettre en place les bases matérielles d'une société meilleure (Roche, 1992). Les dirigeants communistes se considéraient révolutionnaires au sens marxiste du terme. Ils se réclamaient de la démocratie, mais d'une démocratie qui ne fait aucune distinction formelle entre l'État et la société. Dans le cadre du projet social communiste, toute forme de critique ou d'opposition dirigée contre le parti était jugée immédiatement suspecte. Aux yeux des dirigeants communistes toute forme d'opposition était considérée : « contre-révolutionnaire ».

C'est au cours de cette période, le « socialisme tardif », alors que la domination communiste était assurée, qu'une forme particulière d'opposition est apparue dans les pays d'Europe centrale. Certains intellectuels ont mis de l'avant une stratégie d'opposition contre les régimes totalitaires communistes. En raison de leur opposition au régime de vérité des communistes, ces intellectuels étaient considérés en Europe centrale comme des « contre-révolutionnaires » ou des « ennemis de la paix et du socialisme ». En Occident, ils ont récolté l'étiquette de « dissident ».

3.3 La dissidence

C'est que dans le contexte particulier du « socialisme tardif » que les intellectuels « dissidents » sont apparus. Dans les années 1970 et 1980, différents groupes et mouvements de revendication ont émergé en Europe centrale¹² autour de thèmes comme : 1) les Droits de l'homme 2) la paix 3) la lutte contre les armes nucléaires 4) la défense de l'environnement. Menés en majorité par des intellectuels, ces groupes ont joué un rôle prépondérant dans les événements qui ont conduit à la chute du socialisme en 1989 (Joppke, 1995). Selon notre typologie, ces intellectuels effectuaient une critique du régime à partir d'une position « incompétente ». Ils occupaient une position qui ne leur assurait pas ou très peu de ressources et de moyens dans la poursuite de leur activité critique. Ils n'avaient pas la possibilité d'imposer leur vision à l'aide sanctions matérielles et organisationnelles. De plus, les mécanismes institutionnels en place dans les pays socialistes européens faisaient en sorte que les artistes et les scientifiques étaient au nombre des individus les plus surveillés et les plus contrôlés par le parti communiste dans le cadre de leur travail. C'est dans un contexte de répression policière que certains de ces intellectuels ont développé une stratégie particulière de résistance face au régime communiste.

¹² Des mouvements semblables ont également émergé en Occident en raison du contexte de la Guerre froide.

3.4 Les thèmes de la dissidence

Un élément important à souligner à ce propos concerne les accords finaux de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe¹³ (C.S.C.E) connu sous le nom d'Accords d'Helsinki¹⁴. L'importance de ces Accords tient au fait qu'ils ont été ratifiés par tous les pays du bloc soviétique. Il est primordial de noter que l'URSS et ses pays satellites n'avaient pas ratifié la Déclaration Universelle des Droits de l'homme en 1948. Leur participation dans les années 1970 aux conférences prend, à cet égard, toute son importance. Les accords finaux consistent en deux traités : le International Covenant on Civil and Political Rights et le International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights. Bien que ces accords n'avaient pas de contenu légal valide, les pays signataires étaient tout de même contraints de les respecter à un certain niveau. Autour des Droits de l'homme, les intellectuels dissidents ont construit une vision politique et morale qui a eu un impact dans les pays du bloc soviétique et bien au-delà (Joppke, 1995). Les Droits de l'homme sont devenus, dès la fin des années 1970, le cheval de bataille sur lequel les intellectuels dissidents d'Europe centrale allaient baser leur stratégie de résistance (Joppke, 1995). Cette stratégie était efficace en grande partie parce que les communistes aussi reconnaissaient, en théorie, l'importance des Droits de l'homme. En fait, personne ne peut soutenir une position contre les Droits de l'homme.

¹³ Les conférences sur la sécurité et la coopération en Europe ont réuni les États-Unis, le Canada, l'URSS et tous les pays européens, incluant la Turquie, sauf l'Albanie à partir de 1973. Les Accords finaux ont été signés au mois d'août 1975. (Source : www.hri.org/docs/Helsinki75.html . Site consulté le 05/03/2004).

¹⁴ Informations disponibles à www.hri.org/docs/Helsinki75.html.

Ce type d'intellectuel dissident était considéré dangereux par le parti communiste puisqu'il remettait en cause la légitimité et le monopole de celui-ci à détenir la vérité. Outre le thème central des Droits de l'homme, les dissidents se réclamaient d'une tradition critique appelée : « l'antipolitique » (Konrad, 1987 [1982]). Comme le parti communiste ne tolérait aucune opposition ouverte et officielle, la critique des dissidents contre le régime a pris une forme particulière. « L'antipolitique » était décrite par ceux-ci comme l'activité politique de ceux qui ne voulaient pas faire de la politique au sens traditionnel du terme. Loin de vouloir prendre le pouvoir, l'intellectuel dissident antipolitique n'était animé que par un sentiment de responsabilité envers le monde. Bien qu'isolés dans leur propre pays, ces intellectuels dissidents ont réussi à mettre sur pied un réseau de solidarité non seulement entres-eux, mais également avec des intellectuels à l'Ouest.

Dans les années 1980, un dialogue, entre les intellectuels de gauche de part et d'autres du Rideau de Fer, a été instauré de façon à discuter de la place de l'Europe face aux deux superpuissances de la Guerre froide¹⁵. Ce dialogue est-ouest, qualifié de « détente par en-bas » par ses protagonistes (Burke, 2000), a été d'une grande importance pour les dissidents. Ce dialogue est passé, entre autre, par les conventions END Appeal¹⁶. Cette relation entre les intellectuels de gauche à l'Ouest et les dissidents a permis de sensibiliser l'Occident aux problèmes des prisonniers

¹⁵ Le dialogue est-ouest a réuni différents groupes. Les principaux groupes à l'Est étaient le KOR polonais, la Charte 77 tchécoslovaque, les écologistes et les féministes de R.D.A. et de Hongrie et, à l'Ouest, les principaux groupes étaient les mouvements pour la paix britannique, scandinave, italien, français, des écologistes et des personnalités politiques « vertes », socialistes et eurocommunistes. Source : (Cohn-Bendit in Konrad, 1987).

¹⁶ Conventions européennes lancées en 1980 par la fondation Bertrand-Russell pour la dénucléarisation de l'Europe. END est l'acronyme de European Nuclear Disarmament (Cohn-Bendit, in Konrad, 1987).

politiques en Europe centrale et orientale. Les dissidents d'Europe centrale ont réussi, dans le cadre de ces dialogues, à se trouver des alliés à l'Ouest. Les relations est-ouest entre les intellectuels ont donné la chance aux dissidents d'être publiés à l'extérieur du bloc soviétique. Outre la possibilité d'utiliser les samizdats d'Europe centrale¹⁷, publier en Occident était souvent pour eux la seule option disponible.

3.5 Trois pays d'Europe centrale

Maintenant que le contexte social et politique du socialisme tardif d'Europe centrale a été décrit et que le concept de dissident a été explicité, il est nécessaire de connaître plus en profondeur le contexte particulier des trois pays d'Europe centrale qui nous intéresse. Bien que la Tchécoslovaquie, la Pologne et la Hongrie aient partagé une destinée similaire durant le socialisme, il est essentiel d'apporter des nuances et des précisions quant aux événements qui ont mené ces trois pays aux révolutions de 1989. Effectivement, ces trois pays ont, en théorie, suivi le même genre de parcours sous le socialisme tardif. Pourtant, d'un point de vue empirique, des événements spécifiques et particuliers à ces pays ont eu un impact majeur sur l'histoire de ceux-ci et sur les conditions dans lesquelles les dissidents ont poursuivi une activité critique. Avant de se lancer dans l'analyse des prises de position mise de l'avant par Václav Havel, Adam Michnik et György Konrád, il serait pertinent d'apporter quelques nuances à l'histoire conceptuelle des intellectuels que nous venons de faire.

¹⁷ Les samizdats consistent dans les moyens mis en place dans les pays du bloc soviétique pour diffuser des ouvrages interdits en dehors des organisations officielles.

3.5 a) La Tchécoslovaquie

Avant le Coup de Prague conduit par les communistes en 1948, la Tchécoslovaquie était le seul pays d'Europe centrale qui avait connu la démocratie et qui avait une infrastructure industrielle développée. Arrivés au pouvoir, les communistes ont entrepris une série de réformes de la structure sociale, dont les principales étaient la collectivisation de l'agriculture, la nationalisation des moyens de production, et la planification centralisée de l'économie par l'État (Roche, 1992, p. 723). La planification centralisée des communistes n'avait pas permis en Tchécoslovaquie une croissance économique stable, ce qui a nuie aux innovations et au développement du pays. Ce décalage économique avait poussé certains intellectuels et réformistes au sein du PCT¹⁸ à faire pression en faveur de réformes politiques. À partir de 1962, des tentatives de réforme ont vu le jour en Tchécoslovaquie sous la gouverne de A. Dubcek. Cette période de libéralisation a culminé en 1968 et elle est connue sous le nom de « Printemps de Prague ». Dans cette optique libérale, de nombreuses promesses de concessions avaient été faites par le parti communiste en ce qui a trait à la censure, au multipartisme, à la liberté de voyager et sur d'autres questions d'ordre politique (Roche, 1992, p. 741). Beaucoup d'intellectuels tchécoslovaques avaient l'espoir de voir les réformes aboutir à un authentique « socialisme à visage humain ». La fin dramatique du Printemps de Prague en août 1968, connu sous le nom de l'été des tanks, a été l'œuvre de

¹⁸ Parti communiste tchécoslovaque.

l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie dans le cadre de la doctrine Brejnev¹⁹.

Suite à la répression du Printemps de Prague, le bureau politique a nommé Gustav Husak à la tête du PCT. Celui-ci a par la suite mis fin à l'ensemble des réformes accomplies par le gouvernement précédent. Plusieurs ont alors perdu espoir de voir les régimes communistes se démocratiser. À ce moment, certains intellectuels partisans des réformes de 1968 se sont regroupés autour de différentes organisations dont la Charte 77 et le VONS²⁰. La Charte 77 était probablement l'organisation dissidente la plus importante de Tchécoslovaquie (Keane, 2000). Il s'agissait d'une pétition rédigée en janvier 1977 par un petit groupe d'intellectuels dissidents dont faisait partie Václav Havel, Jiri Hajek et Jan Patocka.

Charter 77 was not to be understood as a revolutionary organization planning and plotting to seize state power, by cunning or strength. Charter 77 would instead aim to function as a citizens' initiative. The Charter comprised people who from here on were concerned to work for the 'general public interest'. The Charter was not an organization. The new initiative had no rules, permanent organization or formal membership. (Keane, 2000, p. 245-246)

Cette pétition, la première à être lancée dans les pays socialistes européens, réclamait des autorités communistes le respect des Droits de l'Homme tel que ces derniers s'étaient engagés à le faire lors des conférences d'Helsinki. Le point principal était que les chartistes – le nom donné aux signataires de la Charte 77 –

¹⁹ La doctrine Brejnev (secrétaire général du parti communiste en URSS) consistait dans le fait que la souveraineté des pays membres du Pacte de Varsovie était limitée en regard de l'intérêt général du socialisme dans les pays du bloc soviétique (Roche, 1992, p. 741).

²⁰ Le VONS était une initiative citoyenne au même titre que la Charte 77 et qui avait pour but la protection des individus qui était poursuivi par la justice communiste et qui ne se voyaient pas offrir un procès juste et équitable. Le VONS a été créé dans la foulée du procès d'un groupe rock appelé Plastic People of the Universe (Keane, 2000).

appuyaient l'initiative du P.C.T. d'avoir ratifié les Accords d'Helsinki. Toutefois, ceux-ci devaient maintenant s'engager à respecter leurs engagements.

Sous le coup de la normalisation, suite aux événements entourant la répression du Printemps de Prague en 1968, la population tchécoslovaque était peu réceptive aux discours des intellectuels dissidents. Au début, la pétition a été signée en majorité par des intellectuels, des artistes et des étudiants. Les communistes ont toutefois réagi rapidement pour contrer la menace que représentait la Charte 77 et les autres initiatives des dissidents. « President Husak personally supported this so-called Anti-Charter » (Keane, 2000, p. 249). Les signataires, et plus particulièrement les initiateurs de la charte, ont été pris comme cible dans une vague de répression dirigée par le parti communiste. Ils ont été accusés d'être « contre-révolutionnaires » et « ennemis du socialisme ». Ils ont été arrêtés, questionnés, menacés et emprisonnés. Malgré la répression et au grand désespoir des communistes, le message de la Charte 77 a été repris dans de nombreux journaux et quotidiens partout dans le monde, donnant du même coup aux dissidents une publicité dont le parti se serait bien passé (Keane, 2000, p. 250).

Les années 1980 en Tchécoslovaquie ont vu la naissance de nombreux groupes ou mouvements qui se réclamaient d'une « opposition démocratique ». Malgré qu'ils étaient victimes de la répression du parti et de la police, les dissidents ont été particulièrement actifs en Tchécoslovaquie autour des mouvements pour les Droits de l'homme, pour la paix, pour le désarmement et pour l'environnement. Ces différents groupes et mouvements ont reçu un support moral et politique de la part

d'intellectuels et de politiciens à l'Ouest. Les années 1980 ont permis aux intellectuels dissidents de créer un réseau de communication et de soutien qui ne se limitait pas aux frontières du pays, mais qui s'étendait aux pays voisins et en Occident où les dissidents, comme Havel, étaient vus d'un bon œil.

La répression des mouvements d'opposition en Tchécoslovaquie s'est poursuivie jusqu'à la fin des années 1980. En 1989, alors que la Pologne, la Hongrie et la RDA étaient en pleine révolution, le P.C.T. n'avait entamé aucune réforme politique significative et continuait à réprimer les dissidents. L'anachronisme du P.C.T. a contribué à faire augmenter les tensions entre la population et le parti (Roche, 1992). Le 17 novembre 1989, la répression d'une manifestation étudiante, qui a fait des victimes à Prague, a déclenché des manifestations dans tout le pays (Keane, 2000). C'était le début de la Révolution de Velours.

Dès le début des manifestations, les différents mouvements d'opposition, dont les membres de la Charte 77, ont formé, à l'initiative de Havel, une organisation démocratique appelée le Forum Civique. Cette organisation, ou plutôt cette coalition des mouvements d'opposition, a constitué un front d'opposition populaire contre le parti communiste (Roche, 1992, Keane, 2000). Le 19 novembre 1989, le Forum Civique, a pris la direction des manifestations dans le but de contraindre le PCT à écouter les revendications de la population. Dix jours après le début des manifestations, les ouvriers tchécoslovaques ont déclenché une grève générale obligeant ainsi le PCT à négocier avec le Forum Civique dont Václav Havel avait déjà pris le commandement. Le 29 novembre 1989, après l'échec des

négociations, les communistes ont abandonné le pouvoir, laissant ainsi la place au Forum Civique et à un réel espoir de changement de régime politique. Havel a été élu par le Forum pour agir en tant que président jusqu'à ce qu'une élection libre soit possible.

3.5 b) La Pologne

L'histoire du socialisme en Pologne, bien que similaire à celle de la Tchécoslovaquie, se distingue de celle-ci sur différents points. En Pologne, c'est le milieu ouvrier, et non les étudiants, artistes et intellectuels, qui a servi de catalyseur principal à la révolution pacifique de 1989. Entre 1945 et 1989, la Pologne a subi plus de crises et de grèves liées au milieu ouvrier (en 1956, 1970-71, 1976, 1980-81) que n'importe quel autre pays du bloc soviétique. Comme les partis communistes en Europe tiraient leur légitimité du fait qu'ils prétendaient représenter les intérêts ouvriers, toute grève attaquait directement le cœur du régime (Roche, 1992, p. 724). En Pologne, les revendications ouvrières ont été au nombre des facteurs ayant le plus influencé les mouvements d'opposition en Europe centrale et en URSS. Elles ont ébranlé sévèrement la légitimité des communistes et elles ont fourni un modèle d'opposition pour les mouvements d'opposition démocratiques dans le reste des pays soviétiques.

Le mouvement ouvrier n'a pourtant pas constitué le seul axe d'opposition au POUP²¹. Plusieurs intellectuels ont été à l'origine de diverses initiatives dissidentes. Ils ont entre autres formé des comités indépendants du parti communiste et ils ont

²¹ Parti ouvrier unifié polonais.

élaboré un discours critique contre celui-ci. À partir du milieu des années 1970, les intellectuels dissidents ont mis de l'avant une opposition de nature démocratique au système totalitaire. Ces groupes d'intellectuels regroupaient des individus de différentes tendances et allégeances politiques. Parmi ceux-ci, se trouvaient des socialistes et des membres de l'intelligentsia déçus de l'échec de l'Octobre Polonais de 1956, des prêtres, des artistes et d'anciens membres de la Jeunesse Communiste polonaise.

Il est important de noter que l'Église catholique a eu un rôle significatif en Pologne. Elle a été pendant plusieurs années la seule organisation à garder une indépendance et une autonomie restreinte face aux monopoles et à l'influence politique du parti. L'Église catholique a toutefois été amenée à prendre, peu à peu, un rôle plus actif dans la sphère politique en relation avec les mouvements qui se réclamaient d'une « opposition démocratique ». En mars 1968, cinquante évêques ont envoyé une lettre au gouvernement pour soutenir les revendications des étudiants. En 1976, le cardinal-primat de Pologne a envoyé une lettre au gouvernement dans laquelle il faisait mention des Accords d'Helsinki et demandait aux autorités communistes le respect des Droits de l'homme et des libertés civiques (Michnik, 1990). Il faut noter sur ce point, que certains articles des Accords d'Helsinki faisaient mention des libertés religieuses et du droit de culte, ce qui était important pour les Églises. L'Église catholique a surtout fourni le cadre nécessaire à l'organisation et à la mobilisation de l'opposition démocratique. Elle était un lieu de rencontre entre différents mouvements d'opposition (Michnik, 1990).

Les années 1970 ont été désastreuses pour la Pologne sur le plan économique. Malgré les tentatives de planifications, la croissance économique du pays était très faible et l'endettement a forcé le gouvernement communiste à prendre des mesures drastiques pour redresser la situation (Roche, 1992, p. 742). Dans cette optique, le POUP a décrété des hausses de prix sur les produits de consommation alimentaire ce qui a provoqué une réaction immédiate dans le milieu ouvrier. En 1970 et 1971 et par la suite en 1976, des grèves éclatent dans différentes villes de Pologne. Les ouvriers en grève en Pologne représentaient une force considérable et mettaient en péril la légitimité du parti à les représenter (Roche, 1992). Par contre, le mouvement ouvrier polonais manquait à cette époque d'organisation. Le POUP a écrasé ces grèves par des interventions de l'armée et de la police ce qui a causé la mort de plusieurs ouvriers.

C'est dans ce contexte que sont apparues des organisations dissidentes en Pologne. Fondé par deux intellectuels, Adam Michnik et Jacek Kuron, le KOR²² a été une organisation dissidente importante en Pologne (Roche, 1992). Initialement, le KOR avait comme priorité la défense des droits des ouvriers. Toutefois, en 1977, le comité a élargi son mandat au reste de la société et est devenu le comité d'autodéfense sociale, le KSS-KOR²³. Des moyens de diffusion et de publication non officiels, les samizdats, ont émergé dans le sillage de l'organisation. Dans ces comités, un modèle d'opposition a été élaboré par les intellectuels dissidents et il a

²² Komitet Obrony Robotnikow (Comité de défense des ouvriers).

²³ Komitet Samoobrony Społecznej (Comité d'auto-défense social).

été diffusé par la suite dans le milieu ouvrier. Le KOR a signé le début de la collaboration en Pologne entre les intellectuels dissidents et les ouvriers²⁴.

En août 1980, la classe ouvrière a déclenché une grève qui s'est répandue rapidement dans le reste du pays suite à l'augmentation du coût de la vie et des licenciements massifs dans les usines (Roche, 1992, p. 743). Les autorités communistes ont réagi rapidement pour contrôler les ouvriers. Inquiets de voir les membres du KOR prendre part à la grève, les communistes ont réagi en faisant arrêter les membres les plus influents du comité. Mais devant l'organisation des ouvriers et l'ampleur du mouvement, le POUP a été obligé de reconnaître la victoire et la légalité officielle des syndicats ouvriers indépendants. C'était le début de l'organisation syndicale libre Solidarité²⁵. Cet événement constituait une première dans les pays du bloc soviétique. Il soulevait toutefois le risque de voir intervenir le Pacte de Varsovie, car les syndicats libres étaient une menace directe au monopole des communistes et à l'intérêt du socialisme en général.

L'existence légale du syndicat Solidarité a été abrégée par le coup d'État militaire du général Jaruzelski. Durant les quinze mois d'existence du syndicat, le gouvernement et les leaders de Solidarité ont été incapables de s'entendre sur les moyens à prendre pour sortir le pays de la crise économique. À ce propos, plusieurs ouvriers craignaient que le POUP tente d'instrumentaliser le mouvement ouvrier pour le vider de toute signification (Reeves, 1981). Cette situation a participé à envenimer la relation entre les dirigeants communistes et les leaders de Solidarité.

²⁴ Nous pourrions également ajouter l'Église catholique puisque quelques prêtres étaient alliés avec les intellectuels du KOR.

²⁵ Solidarnosc en polonais.

C'est le 13 décembre 1981 que le coup d'État militaire et le décret de l'état de guerre a mis un terme à toutes les associations indépendantes. Plus de dix milles ouvriers et individus proches de Solidarité ont été emprisonnés durant cette période. Il était toutefois impossible pour les dirigeants communistes de détruire un mouvement comme Solidarité qui s'étendait à ce moment bien au-delà des milieux ouvriers²⁶.

Un fort mouvement de résistance a refait surface en 1988 dans certains milieux ouvriers. Encouragé par les réformes²⁷ entreprises en URSS suite à la nomination de monsieur Gorbatchev à la tête du PC d'URSS, le gouvernement polonais de Jaruzelski a commencé le 6 février 1989 des négociations avec les leaders des mouvements d'opposition connus sous le nom de « Table Ronde ». Certains intellectuels membres du KOR, dont Adam Michnik, ont agi en tant que conseillers pour Solidarité dans le cadre de la « Table Ronde ». Les deux partis se sont entendus sur la tenue d'une élection semi-libre et semi-démocratique le 4 juin 1989 – les premières dans le bloc soviétique – auxquelles allaient participer les représentants de Solidarité pour disputer quelques sièges aux communistes.

Ces élections ont consacré la fin du régime communiste en Pologne. Solidarité a remporté l'ensemble de tous les sièges qu'il disputait face au POUP, à la diète polonaise et au sénat. Pour assurer une transition en douceur, les deux partis ont effectué un partage du pouvoir où la présidence est revenue à Jaruzelski et le rôle de Premier ministre à un intellectuel militant pour Solidarité. En 1990, le POUP, privé de toute légitimité, décidait de se saborder (Roche, 1992). Les élections

²⁶ À son apogée, Solidarité a regroupé une grande partie de la population polonaise et devait compter quelques millions d'individus.

²⁷ La perestroïka et le glasnost.

entièrement libres de mai 1990 sont venues confirmer la victoire finale de Solidarité. Walesa, le chef de Solidarité, un ancien électricien, est devenu à ce moment président de la Pologne.

3.5 c) La Hongrie

La Hongrie, contrairement en Pologne, n'a pas une histoire de contestation et d'opposition au régime communiste aussi riche. Le fait marquant de la Hongrie est sans conteste l'Insurrection populaire en 1956. À cette époque, le gouvernement communiste était divisé entre une aile conservatrice stalinienne et une aile réformiste. À l'automne 1956, la population a commencé à manifester dans les rues pour demander des réformes politiques. La situation est rapidement passée hors du contrôle du parti communiste et la colère s'est rapidement étendue au sein de toute la population. Des conseils ouvriers indépendants ainsi que des groupes « révolutionnaires » sont apparus dans différentes usines du pays. Pour apaiser la population, le parti communiste avait promis d'entamer des réformes. Toutefois, l'aile la plus conservatrice du parti fait appel aux troupes du Pacte de Varsovie pour contenir la « contre-révolution ». Suite à la répression sanglante de l'Insurrection de Budapest, appuyée par tous les régimes communistes du Pacte de Varsovie, le PSOH²⁸ a mis de l'avant, dans les années 1960, un programme de réformes économiques dans le but de rétablir un consensus avec la population (Roche, 1992).

Le « nouveau mécanisme économique » mis de l'avant par le PSOH en 1968 avait pour but une certaine libéralisation de l'économie et une plus grande

²⁸ Parti socialiste ouvrier hongrois.

autonomie des entreprises. Ce modèle économique hongrois a permis au pays d'avoir une croissance économique plus élevée que dans les autres pays d'Europe centrale pendant un certain temps. Ces réformes ont permis à la population hongroise de jouir d'une plus grande marge de liberté. En fait, durant le « socialisme tardif », c'est en Hongrie que l'étai du parti communiste était le moins serré sur la population. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que le parti communiste de Hongrie, tout comme les autres régimes des pays du bloc soviétique, s'assurait de conserver son monopole politique et idéologique et la mainmise sur la majorité des sphères d'activités. Roche a écrit à ce sujet :

Il s'agit d'une réforme économique qui en quelque sorte aura pavé la voie, vingt ans plus tard à une partie du programme de réforme économique commencée sous la direction de Gorbatchev. Cette réforme consiste à laisser une place aux mécanismes de marché, c'est-à-dire de laisser le jeu de l'offre et de la demande de déterminer certains prix, en permettant aux entreprises d'État de choisir leurs fournisseurs, en les encourageants à faire des profits et en tolérant l'existence de petites entreprises privées dans certains secteurs. Malgré le caractère décentralisateur de ces réformes la bureaucratie réussit à garder le contrôle du processus... Néanmoins, sur le plan politique, même si l'étai du parti y est moins serré que dans les autres pays de l'Europe de l'Est, les institutions consacrant le monopole politique de la bureaucratie n'en survivent pas moins (Roche, 1992, p. 739 et 755)

Dans ce contexte particulier, la Hongrie, contrairement à la Pologne, n'a pas vu un mouvement ouvrier se constituer et lutter pour ses droits. Bien que des améliorations étaient notables dans le domaine de la consommation, le mécanisme hongrois n'a pas donné les résultats escomptés par le PSOH et la population. L'endettement de la Hongrie a atteint des sommets à la fin de 1970 et les salaires n'ont pas augmenté à partir de 1976 ce qui a forcé le PSOH à conduire une nouvelle réforme. Roche a écrit à ce propos : « la réforme a mis en branle un processus au cours duquel la société a été amenée à s'interroger sur les causes de l'échec des

réformes. Plusieurs personnes voyaient dans la bureaucratie communiste le véritable frein à la croissance économique du pays » (Roche, 1992, p. 740).

Pour faire face à son endettement, le PSOH a entamé une politique d'austérité dès le début des années 1980. Cette politique d'austérité privait une large partie de la population d'une qualité de vie qu'elle avait depuis des années. Le consensus établi entre le pouvoir communiste et la population a commencé à se détériorer à partir de ce moment. L'échec des réformes économiques et les inégalités sociales dues au développement du secteur privé ont contribué à augmenter les tensions entre le parti communiste et la population.

Pour tenter de refaire le consensus avec une population de plus en plus mécontente, le PSOH a mis de l'avant, en 1985, une loi électorale spéciale obligeant le principe de double candidature. Toutefois, cette loi se gardait bien de remettre en cause le rôle dirigeant du parti communiste (Roche, 1992). Incapable de sortir le pays de la crise économique et de refaire le consensus le PSOH s'est divisé en deux groupes : l'un conservateur et, l'autre, réformiste. Ce n'est toutefois qu'en 1987 qu'un nouveau parti politique voit le jour le MDF. Le MDF²⁹ a été rendu possible grâce à la loi électorale sur les doubles candidatures de 1985. Ce nouveau parti politique était composé des mouvements d'opposition et des membres réformistes les plus radicaux du PSOH. L'existence de ce nouveau parti politique a joué en faveur des réformistes lors de la nomination du secrétaire générale du PSOH en 1988 (Roche, 1992, p. 756). Karoly Grosz, un gorbatchévien, a pris la tête du PSOH

²⁹ Forum démocratique hongrois.

en 1988 et a entrepris une série de réformes politiques appuyées par les membres du MDF.

Au cours de l'année 1989, les réformes ont été accélérées grâce à l'aile réformiste du PSOH, au gouvernement et par les membres du MDF. La liberté de presse a été instaurée, le droit de voyager a été accordé à tous les citoyens et le droit de créer des entreprises privées octroyé (Roche, 1992). L'accord des deux partis politiques a permis d'effectuer les réformes sans violence. Peu à peu le parti communiste a perdu sa légitimité et sa crédibilité aux yeux de la population. Beaucoup des militants ont quitté le PSOH au profit des nouveaux partis politiques plus prometteurs. « En avril 1989, l'organisation des Jeunesses communistes va même se dissoudre, ce qui laisse peu de doute quant à l'avenir du P.S.O.H. » (Roche, 1992, p. 757).

Au printemps, les frontières de la Hongrie et de l'Autriche ont été dégarnies de leurs barbelés, symboles de la division est-ouest. En septembre, la Hongrie a laissé passer des citoyens est-allemands à l'Ouest, ce qui était en contradiction totale avec les accords bilatéraux entre les pays membres du bloc soviétique. « Finalement, le 7 octobre 1989, le PSOH s'est sabordé pour devenir le PSH³⁰ » (Roche, 1992, p. 757). C'est le 25 mars 1990 que les premières élections démocratiques ont été tenues en Hongrie. Celles-ci ont consacré la victoire du MDF et la fin de la domination communiste sur la Hongrie. La révolution de Hongrie s'est déroulée sans violence.

³⁰ Parti socialiste hongrois.

3.6 La période de libéralisation post-communiste en Europe centrale

La chute des régimes communistes en 1989 dans les pays d'Europe centrale a marqué la fin d'un contexte particulier. La période de libéralisation de ces trois pays d'Europe centrale comporte de nombreux éléments communs. En 1999, la République Tchèque, la Pologne et la Hongrie ont été intégrés à l'OTAN. En 2003, ils ont tout trois été intégrés à l'Union Européenne. Mais plus que l'intégration de ces trois pays dans les organisations occidentales, la période de libéralisation a marqué la fin d'une époque et d'un contexte particulier d'action pour les intellectuels dissidents. La chute des régimes totalitaires a mis un terme au primat de l'activité politique et au monopole de vérité des partis communistes. Des organisations démocratiques ont vu le jour, la liberté d'expression a été adoptée, la censure abolie et les principes du libre marché peu à peu intégrés dans les activités économiques.

Maintenant que les contextes des trois pays d'Europe centrale ont été traités, il nous sera possible de passer à l'analyse de Havel, Michnik et Konrád. L'objectif de ce chapitre était d'évaluer le contexte dans lequel les dissidents ont évolué dans le « socialisme tardif ». Maintenant que le contexte du socialisme tardif et que les caractéristiques des intellectuels dissidents ont été circonscrites, nous sommes prêts à faire l'analyse proprement dite de nos trois cas. Havel, Michnik et Konrád effectuaient leur critique à partir d'une position « incompétente » lorsqu'ils étaient dissidents. Havel était dramaturge, Michnik était, tout comme Konrád, un essayiste.

Suite aux révolutions pacifiques de 1989 dans ces pays, ces trois intellectuels ont été amenés à jouer des rôles différents dans les sociétés libérales post-communistes. Havel est devenu chef d'État, Michnik, éditorialiste pour un journal quotidien, et Konrád est demeuré essayiste écrivain. Rappelons-nous que le but ultime de notre entreprise est de saisir l'impact du passage du « socialisme tardif » à un contexte libéral post-communiste sur l'activité critique et sur la vision morale et politique des trois intellectuels. En poursuivant l'analyse de ces trois cas nous, serons également attentifs à l'impact de leur nouvelle position sociale.

CHAPITRE 4 : VÁCLAV HAVEL

Le chapitre précédent nous a renseignés sur les conditions particulières dans lesquelles les intellectuels poursuivaient leurs activités en Europe centrale avant 1989. Plus particulièrement, nous avons passé en revue les événements pertinents survenus en Tchécoslovaquie, en Pologne et en Hongrie et qui ont eu des répercussions sur l'activité et les thèmes abordés par les intellectuels dissidents. L'analyse qui suit permettra de saisir l'impact du changement de régime sur l'activité critique de Václav Havel et sur sa vision morale et politique. Rappelons que Havel est devenu président de la République tchécoslovaque en 1990, puis de la République Tchèque à partir de 1993. Il est devenu, selon notre typologie, un intellectuel « compétent ». L'objectif de cette analyse est de décrire l'impact de la révolution et du changement de position sociale sur le travail ce critique de Havel. Une attention particulière sera accordée aux moyens qu'il a utilisés et les stratégies qu'il a mises de l'avant au cours des différents moments historiques qui ont marqué l'histoire de l'Europe centrale, à savoir le « socialisme tardif » et la période de libéralisation post-communiste. En plus de chercher à comprendre l'impact des changements survenus en Europe centrale sur l'activité critique des intellectuels, il sera intéressant de voir l'impact de ces changements sur le contenu des thèmes qui composaient leur vision politique et morale.

Pour cette analyse nous utiliserons les écrits politiques de Havel de manière à isoler sa vision politique et morale et l'attitude particulière qu'il adoptait avant 1989 et d'en saisir son évolution après les révolutions. Au nombre de ses écrits, *The*

Power of the Powerless (1985) est l'essai politique le plus important de Havel sous le socialisme tardif. Plusieurs de ses essais d'avant 1989 et ses discours de président dans les années 1990 ont été publiés dans le « New York Review of Books ». Plusieurs d'entre eux seront utilisés au cours de ce chapitre dans le but de circonscrire la vision morale et politique de Havel et l'attitude qu'il adoptait dans ces différentes périodes historiques. Pour parfaire notre analyse, nous utiliserons également un texte officiel de la Charte 77, dont Havel était un des membres fondateurs. Ces textes présentent l'avantage d'avoir été traduits en anglais ou en français et d'être accessibles dans les bibliothèques ou sur Internet. Avant de se lancer dans l'analyse de la vision de Havel, commençons cette analyse par un petit résumé de la vie de Havel avant d'entrer plus en détails dans son parcours d'intellectuel.

Václav Havel est né à Prague en 1936 au sein d'une famille bourgeoise qui, à l'instar d'autres familles dans les démocraties populaires d'Europe centrale, a perdu la majorité de ses biens et de ses propriétés. Comme il était originaire d'une famille bourgeoise, il lui a été interdit de poursuivre des études universitaires. Tout en travaillant dans un laboratoire, il s'est intéressé aux arts, plus particulièrement, au théâtre, à la poésie; bref, à tout ce qui touche à l'écriture. Plusieurs de ses pièces ont été jouées dans le monde entier, mais dès la fin des années 1960, dans le socialisme tardif, ses œuvres ont été bannies et interdites par les autorités communistes. Le durcissement du régime communiste a transformé ses activités critiques en « dissidence ». Sa carrière de dramaturge s'est doublée à ce moment d'un nouveau rôle, celui de « dissident ». Les activités « subversives » qu'il a poursuivies dans le

cadre de la Charte 77 et du VONS³¹ l'ont amené à être surveillé et, par la suite, emprisonné. Pendant les années 1980, il s'est imposé comme un acteur clé dans les mouvements d'opposition. Après avoir joué un rôle de premier plan lors de la Révolution de Velours, il a été porté au pouvoir par la population. Il a été par la suite, dans les années 1990, réélu à deux reprises pour gouverner la République Tchèque. Ce destin, pour le moins paradoxal – il est passé de la prison au château de Prague – mérite que l'on s'y attarde plus en profondeur. Ce paradoxe est lié également au fait que, lorsqu'on réfléchit aux intellectuels, on ne pense pas nécessairement à un chef d'État.

Alors qu'il était déjà membre de l'Union des écrivains tchécoslovaques, Havel avait entrepris un stage, au début des années 1960, au Prague Academy of Dramatic Art. C'est dans le cadre de ce stage que Havel a acquis une expérience dans le domaine du théâtre et de la dramaturgie. Havel était contre l'idée du théâtre « politique ». Pour lui, le théâtre devait être un espace public de liberté et de critique. « He (Havel) therefore rejects as mistaken all ideas of so-called 'political theatre'. He explains that the theatre shows the truth about politics not because it has political aim. The theatre can depict politics precisely because it has no political aim » (Keane, 2000, p. 149). Les pièces de théâtre de Havel, ainsi que certains de ses poèmes, véhiculaient des idées et des réflexions profondes sur la condition de vie des individus dans la modernité et particulièrement dans les systèmes dits totalitaires. Au nombre des thèmes que l'on retrouve dans les pièces de Havel,

³¹ Comité de défense pour les personnes poursuivies en justice injustement.

mentionnons la « mécanisation » de l'homme, la responsabilité et la dignité humaine, la vérité et d'autres thèmes kafkaïques.

Durant les années 1960, Havel, par l'entremise de l'Union des écrivains tchécoslovaques, a contribué à accentuer les tensions entre les écrivains particulièrement ceux près du parti communiste et des dirigeants communistes. À cette époque, souvenons-nous qu'il était dans une position d'intellectuel « incompetent ». Il a fait, à plusieurs reprises entre 1964 et 1968, des déclarations en faveur de l'élargissement des libertés accordées aux écrivains et de leur l'autonomie face au parti. Ces prises de position lui ont valu d'être sanctionné par les communistes. Il a été rayé de la liste des membres de l'Union et la majorité de ses déclarations n'ont pas été notées dans les archives (noté dans Havel, 1995). Les prises de position de Havel et d'autres écrivains ont toutefois précipité les réformes lorsque Dubcek est arrivé au pouvoir. Havel avait placé beaucoup d'espoir dans ce gouvernement « libéral ». La répression du Printemps de Prague à l'été 1968 et la période de normalisation du socialisme qui a suivi ont détruit l'espoir de Havel de voir les régimes totalitaires s'assouplir et se démocratiser (Keane, 2000).

Suite à cet épisode, l'espace qui avait été utilisé par Havel pour critiquer le régime communiste s'est refermé. En plus d'être rayé du comité central de l'Union des écrivains, les pièces de théâtre de Havel ont été interdites et ses écrits ont été bannis. La période du socialisme tardif venait de débiter. La nouvelle direction du PCT, avec Gustav Husak comme secrétaire général, avait pris un virage conservateur et avait durci ses positions à l'égard de toute forme d'expression qui

mettait en danger le monopole du parti. Les intellectuels critiques devenaient par conséquent des « contre-révolutionnaires » et des « ennemis du socialisme ».

Keane, le biographe non autorisé de Havel a écrit :

The word “socialism” was soon to be discredited; and Havel’s career as a world class playwright would collapse, ironically leaving him free to become a serious political essayist and to fight his own way into political life, equipped with an entirely new vision of the Czechs’ – and the other Europe’s – place in the world (Keane, 2000, p. 208).

Dans les années qui allaient suivre, Havel et des collègues dissidents, dont Adam Michnik, Jacek Kuron, Jan Patocka et Jiri Hajek, pour la majorité « incompetents » ou « quasi-compétents », ont commencé à réfléchir sur la meilleure méthode à prendre pour lutter contre les régimes communistes. Bien qu’ils ne disposaient que de ressources et des moyens limités pour leurs activités de critique, ils ont développé des samizdats, c’est-à-dire un réseau de contacts qui permettait aux dissidents d’échanger des idées, des essais et de collaborer entre eux. La position qu’occupaient des dissidents comme Havel était difficile à soutenir sous les régimes communistes totalitaires. Ils n’avaient pas accès à des tribunes d’opinion libres et ils ne disposaient d’aucune sanction matérielle ou organisationnelle pour faire valoir leurs idées. Havel s’était donc mis, avec d’autres dissidents, à la tâche de développer et d’articuler un modèle de résistance, une stratégie face au pouvoir politique totalitaire du « socialisme tardif » (Roche, 1992).

Au milieu des années 1970, le procès d’un groupe rock appelé Plastic People of the Universe a donné à Havel, et à d’autres intellectuels tchécoslovaques, le prétexte pour créer la Charte 77 et le VONS (Keane, 2000). Dans l’esprit de Havel, il était clair que le procès de ce groupe rock violait les droits et les libertés de ces

individus tel qu'il était stipulé dans les Accords d'Helsinki. Selon ce même point de vue, le texte qui précédait la pétition de la Charte 77 exposait le décalage entre la réalité tchécoslovaque et les prescriptions contenues dans les Accords d'Helsinki.

Those covenants [les Accords finaux d'Helsinki] had come into force into the past year, and were now in effect binding upon both the Czechoslovak Socialist Republic and its citizens. This constitutional change was to be welcomed. The human rights and freedoms underwritten by these covenant were precondition to a civilized life and the development of a human society in witch the exercise of power is publicly controlled. But these basic rights in our country exist, regrettably, on paper only (Charte 77, Hajek, Havel, Patocka, janvier 1977)³².

La stratégie utilisée par les dissidents dans le cadre de la Charte 77 revenait à prendre les autorités communistes à leur propre jeu. Comme ceux-ci avaient ratifié les conventions d'Helsinki sur les Droits de l'Homme, la tactique de Havel et de ses amis n'était pas seulement d'appuyer l'initiative des communistes à Helsinki mais de pousser les communistes à respecter leurs engagements. D'un autre côté, le VONS travaillait dans le même sens : faire respecter les Droits de l'homme. À cause de sa participation à la création de ces deux groupes dissidents, Havel était rapidement devenu aux yeux des autorités communistes l'ennemi public numéro un. C'était à ce moment que les ennuis de Havel avec la justice ont commencé.

Dès les premiers jours de circulation de la Charte 77, les autorités communistes n'ont pas tardé à réagir pour contrer la menace qu'elle représentait pour leur monopole. Une immense campagne de propagande « anti-chartiste » a été lancée par le gouvernement. Havel, en plus d'être un des fondateurs de la charte, avait été nommé porte-parole officiel de l'initiative. Il a été pris comme cible

³² Déclaration officielle de la Charte 77. Texte disponible sur Internet à l'adresse suivante : www.mujsweb.atlas.cz/kultura/riverman/charter77.html.

principale par le pouvoir. Dans les jours qui ont suivi, la contre-offensive du PCT a commencé. Une délégation d'artistes, de sportifs et de personnalités politiques ont réitéré leur loyauté au parti communiste et au socialisme et ont critiqué les initiateurs de la charte en les qualifiant « d'ennemis du socialisme, d'ennemis de la paix et de traîtres » (Keane, 2000, p. 248). Plusieurs chartistes ont été arrêtés par la police, interrogés pendant de longues heures et, à quelques occasions, emprisonnés. D'un autre côté, l'émergence de cette forme d'opposition a été remarquée partout dans le monde.

À cause de la surveillance policière et de la répression, il était difficile pour Havel et pour les autres fondateurs de la Charte 77 de connaître le nombre exact de personnes en Tchécoslovaquie qui avaient signé la pétition. Toutefois, de nombreux médias étrangers ont colporté la nouvelle, conférant à la Charte 77 une force d'impact incroyable. Plus de dix milles radios et télévisions ont repris la nouvelle dans le reste du monde (Keane, 2000, p. 246). C'est également à ce moment que le terme « dissident » a été accolé aux intellectuels d'Europe centrale comme Havel par les médias occidentaux.

The story was in the front section of newspapers like *Le Monde*, the *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, and *The Times* of London which described the document as not the work of a Machiavellian secret policeman concocting evidence against dissident intellectuals, but a remarkable gesture of courage signed by the flowers of Czechoslovak intelligentsia, including Mr Václav Havel, a prominent playwright (Keane, 2000, p. 243-244).

Les médias étrangers de l'époque en Tchécoslovaquie ont joué un rôle important pour les membres de la Charte 77. Ils ont suivi l'évolution de la pétition, mais plus particulièrement, ils ont fait état de la répression dont les chartistes étaient

victimes. En couvrant les événements entourant la pétition, les médias occidentaux ont fourni à la Charte 77 une publicité que le parti communiste cherchait à éviter et ils ont fait de Havel le dissident d'Europe centrale le plus connu à l'extérieur du bloc soviétique (Keane, 2000, p. 247).

4.1 Le pouvoir des sans-pouvoirs

Dans l'esprit de Havel, les quelques succès qu'il avait obtenus lui ont permis de croire que la résistance à la dictature communiste était toujours possible. La question était de savoir qu'elle était la meilleure façon de résister. Cette question était au cœur des discussions lors des rencontres entre les dissidents tchécoslovaques et polonais auxquels Havel et Michnik participaient. À la demande des dissidents polonais, Havel a rédigé un essai politique qui allait devenir le « manifeste des dissidents » d'Europe centrale et, par la suite, un classique de la littérature politique : *Le pouvoir des sans-pouvoirs* (1978). Suite à une analyse du système totalitaire socialiste et des conditions par lesquelles la domination communiste se reproduit, Havel a mis de l'avant une stratégie dont l'objectif était de redonner aux individus le contrôle sur leur vie et de leur permettre de conserver leur dignité. La formulation de cette stratégie était à l'origine « vivre dans la vérité » puis, en 1984, « la politique de l'anti-politique ». Havel reprenait ainsi l'expression forgée par son collègue hongrois György Konrád (1982). Pour être en mesure de saisir ce que Havel entend par « vivre dans la vérité », il est nécessaire de s'attarder à la conception qu'il s'était faite des systèmes politiques modernes et du pouvoir. À partir de quelques uns de

ses essais, il est possible de dégager la vision politique et morale qu'il a mise de l'avant sous le « socialisme tardif » et de saisir la portée de sa stratégie de résistance.

Dans les écrits politiques de Havel, la modernité était caractérisée par le règne de la science, de la technique et de l'esprit rationnel comme guide à l'action humaine. La modernité se caractérisait dans sa vision par le retrait de l'expérience subjective et de l'humanité en tant que principe régulateur de l'action (Havel, 1984). Le totalitarisme était vu par Havel comme étant une conséquence perverse de cette modernité où tout doit être contrôlé. Le pouvoir devient « anonyme » et « dépersonnalisé ». Selon Havel le pouvoir n'était plus qu'une « technologie rationnelle du contrôle et de la manipulation » (Havel, 1988 [1984]). En ce sens, le pouvoir échappait même aux dirigeants communistes.

It is the total rule of the bloated, anonymously bureaucratic power, not yet irresponsible, but already operating outside all conscience. It is a power which long ago has ceased to be the matter of a group of arbitrary rulers, but which, rather, occupies and swallows everyone, so that all should become integrated within it, at least through their silence (Havel, 1988 [1984], p.390).

Cette description du pouvoir moderne chez Havel coïncide en partie avec la description que fait Keane de la structure sociale sous le socialisme tardif. Havel, de son côté, a employé le terme « régime post-totalitaire » pour décrire la condition des pays d'Europe centrale. Il expliquait : « The profound difference between our system – in terms of the nature of power – and what we traditionally understand by dictatorship, has caused me to search for some term appropriate for our system. I refer to it henceforth as a post-totalitarian system » (Havel, 1985, p. 27). Toutefois, la conception particulière de la modernité de Havel l'a amené à être critique envers tous les systèmes politiques modernes. Il écrivait :

If, for instance, we take a look at the two basic political alternatives, it becomes apparent that they are no more than two different ways of playing the same game, proffered by the anonymity of power. As such, they are no more than two diverse ways of moving toward the same global totalitarianism (Havel, 1988 [1984], p. 393).

Pour Havel, chaque système politique moderne contient le germe du totalitarisme. Dans ses essais alors qu'il était dissident, il ne faisait aucune nuance entre le modèle occidental capitaliste et les démocraties populaires socialistes. Pour lui, les deux types de systèmes s'équivalaient. Keane explique à ce propos

Havel's words against the totalitarian regimes of the East are matched by a deep suspicion of the West. Havel explains that he is not, and never has been, a professional anti-Communist. Both systems, he tells, contain huge, faceless organisations which treat people as mere objects (Keane, 2000, p. 328).

Dans *The Power of the Powerless*, Havel soutenait la thèse selon laquelle l'idéologie jouait un rôle déterminant dans le maintien et la reproduction des régimes communistes d'Europe centrale. L'idéologie est, dans les mots de Havel, « un moyen apparent de relation au monde qui fournit à l'individu, à la fois victime et pilier du système, l'illusion qu'il est en harmonie avec l'ordre du monde » (Havel, 1985, p. 74-75). C'est au moyen de l'idéologie que la relation entre le pouvoir et la société s'établissait dans les régimes communistes.

Entres autres, l'idéologie permet de faire passer l'occupation militaire soviétique pour une assistance fraternelle, elle présente l'impérialisme comme un support offert aux opprimés, elle transforme la répression de la culture en une forme de développement moderne, bref, l'idéologie renvoie une image déformée de la réalité (Havel, 1985 [1978], p. 30-31).

En fait, selon la logique de Havel, l'idéologie agit comme une excuse qui permet aux individus de légitimer les fondements de leur conformisme, de leur obéissance et de leur inaction face à un système répressif. Pour lui, les structures

particulières des régimes communistes d'Europe centrale forçaient les individus à vivre en permanence dans un mensonge généralisé.

« Vivre dans la vérité » constituait donc l'angle d'attaque le plus direct pour résister au pouvoir des communistes. Selon la vision de Havel, les individus qui se conformaient en silence à la dictature des communistes jouaient un rôle dans la reproduction du système. Le point crucial de Havel a été de démontrer la part de responsabilité que chaque individu portait en ce qui à trait au maintien de la structure sociale. « Vivre dans la vérité », c'est agir en toute responsabilité et en conformité avec ses paroles, ses idéaux et sa propre morale. « Vivre dans la vérité » permettait, selon Havel, d'exposer la base illégitime sur laquelle reposait l'édifice socialiste, de suspendre sa participation à la reproduction du mensonge et de regagner sa dignité personnelle. Havel a écrit sur ce sujet en 1984 : « It is becoming evident that truth and morality can provide a new starting point for politics and can, even today, have undeniable political power. It is becoming evident that politic by no means need remain the affair of professionals and that one simple person can influence the history of his nation » (Havel, 1984, p. 397-398).

Alors qu'il terminait la rédaction de son essai, Havel, ainsi que plusieurs membres du VONS, ont été condamnés à la prison pour avoir mené des actions jugées subversives par le parti communiste. La peine de Havel s'élevait à cinq années de prison et quatre années de travaux communautaires forcés. C'est pour cette raison qu'il a passé presque toute la première moitié des années 1980 derrière les barreaux. Loin d'abdiquer et de rester inactif, Havel a poursuivi en prison ses

réflexions politiques et morales. Les lettres qu'il a écrit à Olga, sa femme, n'étaient pas des lettres d'amour mais la poursuite de sa réflexion politique. Un des thèmes principaux soulevés dans ces lettres et dans le reste de ses essais était la responsabilité.

La « responsabilité » est à la base même de la conception de Havel de ce qu'est « vivre dans la vérité » et de sa vision des « intellectuels ». « L'intellectuel » était, selon lui, un métier exigeant car celui-ci devait comprendre la complexité du monde, se sentir concerné par le destin du monde et des individus et entretenir un sentiment de responsabilité face aux autres³³ (Havel, 1984, in Keane, 2000). Havel rejoignait son ami philosophe Jan Patočka sur ce point. Patočka écrivait: « that a life that is not willing to sacrifice itself for what makes it meaningful is not worth living. Some things were worth struggling and suffering for » (cité dans Keane, 2000, p. 263) C'est ce sens des responsabilités qui a donné à Havel le courage de s'opposer à la dictature communiste.

Comme la totalité de ses oeuvres ont été interdites par les autorités communistes, son essai, *Le pouvoir des sans-pouvoirs*, a été publié par des éditeurs étrangers³⁴. Ses différents textes et essais politiques ont été publiés en Occident dans des journaux et des revues tels que le *New York Review of Books*. Ses oeuvres ont tout de même réussi à circuler illégalement en Europe centrale grâce aux différents réseaux « dissidents », les samizdats. À cette époque, la réputation de Havel en Tchécoslovaquie passait par les clichés et les étiquettes que lui accolait le

³³ Notons que l'idée d'intellectuel mise de l'avant par Havel ne correspond pas à la définition que nous donnons de l'intellectuel dans cette recherche.

³⁴ Son livre a été publié et édité par John Keane.

parti communiste. D'un autre côté, il bénéficiait du soutien moral de ses collègues dissidents polonais et hongrois qui militaient pour sa libération. À l'extérieur des pays du bloc soviétique, Havel, déjà connu pour sa participation à la Charte 77, a commencé à se faire des alliés importants. Il était désigné à l'Ouest comme étant un défenseur de la démocratie et de la liberté. Dans ce contexte, il a reçu des doctorats honorifiques et des prix prestigieux, comme le Olof Palme Peace Prize, pour son ensemble de son travail et de son oeuvre. De plus, les dissidents polonais rattachés au KOR ont milité en faveur de la libération de Havel et des membres de la Charte 77 (Michnik, 1983). Il faut cependant noter que Havel aurait pu être libéré de prison s'il avait choisi l'exil. Cependant, le sens des responsabilités et de la dignité de Havel l'avait amené à refuser l'offre d'exil et de liberté du parti communiste.

4.2 Paix et mouvements pacifiques

Au début des années 1980, Havel ainsi que d'autres dissidents ont commencé à entretenir un dialogue avec les intellectuels de gauche à l'Ouest du Rideau de Fer, particulièrement ceux liés aux mouvements pour la paix. Ce dialogue est-ouest avait été suscité par le contexte de la Guerre froide et s'est poursuivi dans le cadre des conventions END. Bien que les dissidents d'Europe centrale et les intellectuels de gauche à l'Ouest faisaient front commun contre le totalitarisme et la séparation de l'Europe en deux blocs dans le cadre de la Guerre Froide, Havel demeurait néanmoins sceptique face aux mouvements pacifiques. Selon lui, ces mouvements faisaient fausse route et leurs revendications n'étaient pas réalistes. Dans cette logique, Havel confiait à John Keane dans un entretien effectué durant les années

1980, qu'il se sentait davantage proche des revendications politiques faites par le mouvement écologique que celles faites par le mouvement pacifique. « In the early 1980s, Havel had conducted an important dialogue with the Western peace movement, urging its activist to swallow the fact that peace, a pampered term in the prolespeak of the Communist Party, generated little enthusiasm in central and eastern Europe »³⁵ (Keane, 2000, p. 332).

Dans l'esprit de Havel, il était évident que la « lutte pour la paix »³⁶ et le mouvement pacifique à l'Ouest ne présentaient pas d'arguments valables pour résoudre la crise à l'origine de la Guerre froide. Les revendications de ces mouvements s'attaquaient simplement aux conséquences de la Guerre froide et non pas à la réalité qui présidait la crise. Les mouvements pour la paix s'opposaient entre autres aux déploiements des armes nucléaires de part et d'autre du Rideau de Fer. Selon Havel, ces revendications irréalistes ne pouvaient pas et ne pourraient jamais contribuer à une paix définitive et achevée en Europe. Elles ne faciliteraient en fait qu'un armistice. Pour Havel, le seul moyen d'arriver à la paix passait par une restructuration de la réalité politique en Europe responsable de la crise.

Dans la vision morale et politique de Havel, l'idée de « paix » était inséparable des Droits de l'homme. Pour lui, les systèmes politiques qui ne respectaient pas les Droits de l'homme ne pouvaient pas garantir la paix à leurs citoyens. Dans un essai intitulé *Peace : The View from Prague* (1985), Havel expose le lien qu'il établit entre les Droits de l'homme et la paix :

³⁵ Ce n'était pas le cas en RDA où le thème de la paix était central dans les mouvements d'opposition. Voir à ce sujet Thériault (2004).

³⁶ Ang. « struggle for peace »

Without free, self-respecting, and autonomous citizens, there can be no free and independent nations. Without internal peace, that is peace among citizens and the state, there can be no guarantee that it will respect the will and the rights of other peoples, nations and states. A state that does not hesitate to lie to its own people will not hesitate to lie to other state. All of this lead to the conclusion that respect for human rights is the fundamental condition and the sole guarantee of true peace (Havel, 1985, p. 31).

4.3 Le début des activités « politiques »

Vers la fin des années 1980, Havel était de plus en plus impliqué dans des activités de dissidence. Il a organisé des manifestations à Prague pour les Droits de l'homme et il a prononcé pour la première fois en décembre 1988 un discours devant la population tchécoslovaque. Bien qu'il a toujours basé ses activités de « dissident » sur le modèle de « l'anti-politique », de nombreuses personnes en Occident le considéraient comme étant le leader politique de l'opposition en Tchécoslovaquie (Keane, 2000). À ce sujet, il a été invité à partager un déjeuner avec François Mitterrand en visite à Prague³⁷. Cependant, il faut souligner que le gouvernement de Husak considérait toujours Havel comme l'un des ennemis du socialisme les plus dangereux en Tchécoslovaquie. En janvier 1989, il a encore été emprisonné pendant six mois pour être ensuite libéré peu de temps avant le début de la Révolution de Velours qui a débuté à l'automne 1989, au mois de novembre.

La répression de la manifestation étudiante à Prague le 17 novembre 1989 a déclenché dans tout le pays des vagues de protestations de la part des citoyens et de nombreuses manifestations contre les communistes. À cette époque, rappelons-nous que la Pologne, la Hongrie et la RDA étaient déjà en pleine révolution et que, de son côté, le PCT ne donnait aucun signe d'assouplissement. Profitant de la vive

³⁷ Cette rencontre entre Havel et Mitterrand est notée dans le livre de Havel *L'Angoisse de la liberté* (1995).

opposition et du mécontentement populaire, Havel a pris l'initiative de réunir, le 19 novembre 1989, les représentants de nombreux groupes d'opposition tchécoslovaques (Keane, 2000, p. 349). Plusieurs de ces groupes qui souhaitaient travailler en étroite collaboration avec Havel – le dissident le plus connu – ont répondu à l'appel. Les mouvements étudiants, les mouvements catholiques, les membres de la Charte 77 et du VONS, et plusieurs groupes de nature démocratique tchécoslovaques ont décidé de fusionner en une seule entité : le Civic Forum ou Forum civique. Contrairement à la Charte 77, le Civic Forum, s'était doté d'une organisation et d'un mandat clair : amener devant la justice les responsables du massacre des étudiants du 17 novembre. Quelques jours seulement après le début de la révolution et les étudiants scandaient : « Havel comme président! » (Keane, 2000, p. 356). Le PCT, devant l'ampleur des manifestations, a hésité entre les moyens usuels de répression ou les négociations.

Pour assurer la légitimité et la force d'impact du Forum civique, Havel a mis sur pied des comités d'experts chargés de conseiller l'organisation, il a organisé des conférences de presse auxquelles les médias étrangers venaient participer et des manifestations à Prague. Afin de saper encore plus la légitimité du régime communiste, Havel a défié les dirigeants du PCT à participer à des débats d'opinion libre. Keane écrit à ce sujet : « For the moment Civic Forum was formed, Havel manifestly set his sights on becoming Leader of the Opposition. Havel worked hard through Civic Forum to ensure its survival and guarantee its role as the beating heart of the emerging opposition body » (Keane, 2000, p. 353). Le 21 novembre 1989, Havel et les autres dirigeants du Civic Forum ont pris la parole devant la foule de

manifestants au centre-ville de Prague. Son rôle de leader de l'opposition devenait manifeste. Les autorités communistes l'avaient invité à discuter de l'avenir du pays et d'une façon pacifique de régler le conflit. Suite à l'échec des négociations, le PCT, isolé entre la Pologne, la RDA et la Hongrie en pleine révolution, a décidé d'abandonner le pouvoir. La grève générale des ouvriers tchèques le 27 novembre 1989 est venue porter le coup de grâce au régime communiste en Tchécoslovaquie et le Forum civique démocratique a pris le pouvoir suite à des élections.

La Révolution de Velours³⁸ a transformé radicalement la structure sociale et la répartition du pouvoir en Tchécoslovaquie. La fin du primat du politique en Europe centrale et du monopole du parti communiste ont eu un impact majeur sur le destin des intellectuels « incompetents » comme Havel. Sous le socialisme tardif, alors que les mécanismes institutionnels assuraient le monopole du parti communiste, Havel se réclamait de la tradition « antipolitique » exposée par le dissident hongrois György Konrád. Après la chute du parti communiste, le PCT a fait de Havel le candidat « naturel » pour prendre la direction du pays et assurer la transition vers un système démocratique (Keane, 2000). Son rôle dans le Forum civique a propulsé Havel vers une activité politique « professionnelle ». Son élection, le 29 décembre 1989, au poste de président, a marqué un changement de position sociale radical pour lui. Celui qui était dramaturge et dissident, un intellectuel « incompetent », devenait président de la Tchécoslovaquie, une position où les mécanismes institutionnels et les sanctions lui conféraient une légitimité

³⁸ La révolution de 1989 en Tchécoslovaquie a été appelée Révolution de Velours à cause de son caractère pacifique. Apparemment, les rumeurs de massacre lors de la révolte étudiante le 17 novembre 1989 ne semble pas avoir été important dans les faits. Le nom « Révolution de Velours » ou « Velvet Revolution » a été dérivé du nom du groupe rock Velvet Underground (Keane, 2000).

différente que par le passé. Il avait désormais, selon notre typologie, une « compétence » à faire ses activités critiques.

4.4 Havel président

La chute du communisme en Europe signifiait avant tout, la fin du monopole du parti communiste et l'instauration du pluralisme dans les institutions et les organisations sociales des pays d'Europe centrale. Les pays post-communistes ont alors effectué une transition vers un modèle démocratique inspiré du modèle occidental. Les mécanismes institutionnels démocratiques instaurés en Tchécoslovaquie étaient différents des mécanismes présents sous socialisme tardif. Entres autres, la démocratie impliquait la critique ouverte et une opposition officielle au gouvernement dirigeant. Elle impliquait aussi une lutte entre différents partis pour occuper la place du pouvoir contrairement à la nomenklatura communiste.

Havel, en tant que nouveau président, devait assurer et administrer cette transition. Il est devenu président au moment où sa réputation au niveau internationale avait atteint des sommets. En Tchécoslovaquie, la réputation et le charisme qu'il a retirés de son rôle de dissident se sont maintenus pendant quelques temps. Il est aujourd'hui très critiqué. Keane écrivait à ce sujet : « Following the Velvet Revolution, Havel seemed to be an exception to the rule of fading charisma. His habit of playing the role of charismatic Ichspieler caused sensation, which made life hard for his critics » (Keane, 2000, p. 404). Toutefois, la légitimité d'un chef d'État dans un système démocratique est constamment mise à l'épreuve et ses prises de position sont critiquées ouvertement par la population. Peu à peu, l'étiquette et le

charisme de « dissident » se sont transformés chez Havel pour ne laisser que la légitimité d'un chef d'État. Il est intéressant de constater qu'en Occident, le charisme de dissident et de héros que Havel a récolté sous le socialisme tardif a perduré.

La fonction de président de la Tchécoslovaquie impliquait, pour Havel, de nombreuses responsabilités, de nombreux devoirs mais également, de nombreux pouvoirs de sanctions. Les mécanismes institutionnels assurent une place de pouvoir au président et la possibilité de mobiliser des sanctions matérielles et organisationnelles de façon à légitimer, d'une nouvelle façon ses prises de position. Par contre, le président a de lourdes tâches à accomplir. Selon la constitution tchécoslovaque, le président est souverain en ce qui à trait aux affaires de l'État, soit : la représentation de l'État dans les affaires extérieures, la négociation et la ratification de traités internationaux, le commandement des forces armées, la désignation de juges et de généraux, la réception de corps diplomatiques étrangers et d'autres tâches encore³⁹. Ce qui est important, c'est que Havel, dans son rôle de président, ne pouvait plus se contenter d'adopter une posture critique comme il le faisait en tant que dissident. Il avait le devoir et le mandat de négocier, d'administrer et de prendre des décisions politiques. Bref, ses activités critiques étaient désormais soumises à un impératif de compromis.

Au début des années 1990, la Tchécoslovaquie a vu surgir des problèmes et des tensions qui avaient été refoulés sous les régimes communistes. Pour Havel, ces obstacles politiques représentaient un défi de taille pour son premier mandat.

³⁹ Tiré de l'article 63 de la Constitution Tchécoslovaque (dans Keane, 2000).

Certaines de ces décisions politiques ont été accueillies avec froideur par la population tchécoslovaque et ont soulevées des critiques dans la population (Keane, 2000). Un de ces problèmes concernait la signature de document relatif à l'expulsion des populations allemandes après la Deuxième Guerre. Un problème de taille a marqué l'histoire de la présidence de Havel dans son premier mandat. En 1992 de forts mouvements nationalistes slovaques ont entraîné la dissolution de la République fédérale Tchécoslovaque. Les slovaques accusaient le gouvernement de Havel de leur donner un rôle de second plan dans la direction du pays. Havel a dû démissionner de son poste de président pour faciliter la séparation. Havel a, par la suite, été réélu par la population tchèque au poste de président, mais la séparation du pays restait, aux yeux de plusieurs, un échec politique majeur.

4.5 L'Europe

En dépit des critiques en République Tchèque, Havel a profité de son prestige et de sa réputation pour se faire des alliés politiques en Europe et à l'étranger. Il a effectué une tournée présidentielle pour rencontrer plusieurs de ses homologues européens et américains. Pour Havel, la chute du communisme a ouvert les portes à une unification de l'Europe et une possibilité de paix. À ce titre, « l'Europe » était devenue un thème central dans la vision politique de Havel et dans ses objectifs politiques. Il a été l'un des initiateurs du « groupe de Visegrad »⁴⁰ dont le mandat principal était de négocier une approche commune entre certains pays d'Europe centrale dans le but d'être intégrés dans les organisations occidentales

⁴⁰ Coalition entre la Pologne, la République Tchèque et la Hongrie pour se doter d'une approche commune dans le cadre de la transition démocratique et de l'intégration des anciens républiques socialistes dans les organisations occidentales.

telles que l'UE et l'OTAN. Havel a déclaré devant la Diète et le Sénat polonais lors d'une visite officielle en Pologne en 1990 :

Cette amitié authentique, basé sur la communauté de destin qui nous avait été imposée, sur les leçons que nous en avons tirées, et notamment sur les idéaux qui nous lient, devraient aboutir à la coordination de nos politiques au cours du processus que nous appelons le « retour » à l'Europe (Havel, 1995b [1990], p. 74).

Tout au long du processus d'intégration de la Tchécoslovaquie dans les organisations occidentales, Havel a travaillé en étroite collaboration avec les gouvernements des pays du groupe de Visegrad. L'objectif pour ces gouvernements post-communistes davantage libéraux était de remplir les conditions posées par l'Occident afin de se voir accorder une place dans les organisations. Ce processus ne s'est pas facilement. L'intégration de la République Tchèque, de la Pologne et de la Hongrie a d'abord été effectuée dans l'OTAN, en 1999, et en 2003, ces trois pays ont été invités à se joindre à l'Union européenne. Pour Havel, l'intégration de la République Tchèque à la sphère d'activité occidentale allait constituer sa plus grande réalisation politique. À ces yeux, l'intégration dans la sphère occidentale d'activité était un gage de stabilité pour son pays (Havel, 1999a, 1999b). Il a été critiqué à ce propos à de nombreuses reprises. Par le passé, Havel s'était montré aussi critique envers les démocraties libérales d'Occident qu'envers les systèmes socialistes d'Europe centrale. Différents intellectuels de gauche « occidentaux » l'ont critiqué sur l'engouement avec lequel il a ouvert les portes de la République Tchèque aux capitalistes et au libre-marché suite aux révolutions de 1989.

À ce sujet, il est intéressant de mentionner le texte de Petr Pithart, *Rival Visions. Václav Havel and Václav Klaus* (1996). Dans son texte, Pithart comparait

les visions politiques mises de l'avant par Havel et Václav Klaus, un économiste fervent du capitalisme et qui était Premier ministre durant la présidence de Havel. En fait, Klaus était l'ennemi politique numéro un de Havel. Havel s'opposait à Klaus qui se faisait l'avocat du libre-marché et de la privatisation après la chute des régimes communistes. Havel n'était donc pas aussi ouvert que ce qu'il laissait paraître au premier regard. Pithart soulignait un autre aspect intéressant dans son article. Selon lui, les appels à la responsabilité des individus et à la société civile faits par Havel à partir de sa position de président prenaient inévitablement un ton moralisateur. « Havel's weakness is not that he speak too often on too many topics but that he moralizes too much » (Pithart, 1996, p. 7)

4.6 Une activité toujours critique?

Selon la vision morale et politique de Havel, l'échec du communisme en Europe traduisait une crise dans l'attitude « moderne » en générale. Il avait dit, lors d'une conférence au sommet économique de Davos 1992: « le communisme voulait organiser toutes formes d'existence selon un modèle unique et la diriger. La fin du communisme est un avertissement à l'Humanité moderne que l'ère de la raison absolue est révolue. Il faut maintenant en tirer des conséquences » (Havel, 1995, p. 208). À ce sujet, Havel entretenait l'idée que l'Europe centrale avait beaucoup à offrir à l'Ouest. L'expérience du totalitarisme pouvait être pertinente, selon lui, pour faire comprendre à l'Occident que son modèle social recèle également des tendances totalitaires. Dans l'esprit de Havel, rien n'excluait que l'Occident pourrait être un jour sujet au totalitarisme. Quelques unes de ses conférences sur le sujet ont été

retranscrites et publiées sous forme d'essais dans le « New York Review of Books ». Ces essais contiennent des éléments essentiels de la vision que Havel avait de l'histoire des pays d'Europe centrale et du rôle que ces pays pourraient jouer en Occident dans le futur.

It seem to me that even the wealthy, democratic West, and perhaps it in particular, needs to undertake a certain moral self-examination...And it seems to me that we could pay back the West by passing on the benefit of an experience the West has not itself gone through in the past decades. By that I mean the understanding that acting responsibly and with a clear conscience is worth it (Havel, 1999b, p. 54)

Selon la vision de Havel, les intellectuels⁴¹ ayant fait l'expérience des systèmes totalitaires socialistes ont développé un regard particulier sur le monde. À Tokyo en 1992, il déclarait que ces intellectuels ont acquis une « nouvelle sagesse », une « nouvelle spiritualité » (Havel, 1995, p. 231). Dans cette optique, les intellectuels sont bien placés pour amener une nouvelle dimension à l'activité politique traditionnelle. Havel écrivait en 1999: « the basic lesson taught to us by life under communism is the recognition that the only kind of politics that make senses is a politics that grows out of the imperative, and the need, to live as everyone ought to live and to bear responsibility for the entire world » (Havel, 1999b, p.54). On remarque ici que le thème de la responsabilité était toujours présent dans la vision politique de Havel après la chute du communisme, mais que c'est le contexte qui n'est plus le même.

Sous les régimes totalitaires communistes, Havel se montrait très critique envers les intellectuels « compétents » ou « quasi-compétents », c'est-à-dire, ceux

⁴¹ Rappelons-nous que Havel présente sa conception des intellectuels qui ne correspond pas nécessairement à notre définition.

qui étaient liés et qui appuyaient le parti. Il se montrait particulièrement critique envers l'attitude des politiciens professionnels et de la forme rationnelle du pouvoir dans la modernité. L'échec du socialisme traduit, par la même occasion, le besoin de transformer l'activité politique. En 1995, dans son essai *The Responsibility of Intellectuals*, Havel écrivait que les intellectuels devaient prendre une place plus importante en politique. Comme l'activité principale des intellectuels est de se questionner sur la complexité du monde moderne, ceux-ci ressentent donc davantage de responsabilité face au destin de l'humanité. Havel considérait donc que le dédain et le désengagement des intellectuels de la sphère d'activité politique est contre leur propre nature. Lors d'une conférence. Il a écrit :

Je finis par me demander si, pour de véritables intellectuels, philosophes ou poètes, le fait d'entrer dans le monde de la politique, avec tous les risques et les exigences que cela comporte, ne serait pas une sorte d'obligation. Notre époque n'invite-t-elle pas les intellectuels à essayer de donner un nouveau visage, que je qualifierais de post-moderne à la politique (Havel, 1995b, p. 232).

Le propre de l'activité d'un intellectuel est d'intervenir sur la scène publique pour prendre position sur des questions d'ordre politique, bref de faire de la critique. Il y a certains moments, particulièrement lors de périodes de crise, où les intellectuels sont actifs. C'est dans ces moments que les dissensions entre intellectuels apparaissent le plus souvent. La lutte qui s'instaure pour la légitimité de leur point de vue participe à l'institutionnalisation d'un nouvel ordre.

4.7 Des traîtres ?

4.7.1 La guerre au Kosovo

Parmi les événements les plus marquants de la scène internationale dans les années 1990, le génocide au Kosovo a retenu l'attention de plusieurs intellectuels. Havel en tant que président, et donc, en tant qu'intellectuel « compétent », avait pris position sur le sujet. Comme une majorité de chefs d'États européens, Havel avait donné son soutien à l'intervention armée de l'OTAN dans le but d'arrêter l'épuration ethnique menée par Milosevic. Pour expliquer sa position, il avait fait des conférences et publié des essais comme le texte *Kosovo and the End of Nation-State* paru dans le « New York Review of Books » (1999a). Cette fois encore, les Droits de l'homme étaient au cœur de la lutte entre les intellectuels de gauche. Havel écrivait :

Human rights are superior to the rights of state. Human freedoms represent a higher value than state sovereignty. International law protecting the unique human being must be ranked higher than the international protecting the state. This war place human rights above the right of the state... While the state is a human creation, human beings are the creation of God (Havel, 1999a, p. 5).

Cette position, bien que partagée par de nombreux intellectuels et autres chefs d'États, a été fortement critiquée par certains intellectuels de gauche. Pour ceux-ci, la guerre menée par l'OTAN était injuste, violait le droit international et mettait en danger la paix en Europe. Tariq Ali a publié un essai intitulé *Master of the Universe?* (2000) dans lequel il critiquait l'emploi des Droits de l'Homme pour justifier la guerre. Il écrivait : « This infantilisation of European politics is a dangerous strategy and could well threaten the long-term functioning of liberal

democracy itself. The use of the Hitler genocide-holocaust thesis to justify the new human rights imperialism rest on a lie » (Ali, 2000, p. 347). Pour ces intellectuels, la guerre au Kosovo était l'exemple flagrant de l'impérialisme et de l'ingérence américaine. Selon eux, les intellectuels qui ont légitimé la guerre de l'OTAN avec une argumentation humanitaire, comme Havel, étaient des traîtres. « At that point there is only the treason of the intellectuals, and complete moral bankruptcy » (Saïd, 2000, p. 344).

4.7.2 La guerre en Irak

Les débats entourant la guerre au Kosovo ont fait peut-être moins de bruit que les débats pour la guerre en Irak en 2003. Dans le cas du Kosovo, il y avait un appui moral de la majorité de la communauté internationale en faveur de l'intervention armée. La guerre en Irak a soulevé davantage de problèmes. Les débats ont révélé l'absence d'une politique commune entre certains États européens occidentaux et les États d'Europe centrale nouvellement admis dans l'Union européenne. Certains intellectuels de gauche occidentaux et les anciens dissidents d'Europe centrale se sont également retrouvés divisés à ce sujet. Havel, qui avait pris position en faveur de la guerre, a été, au même titre que Michnik et Konrád, accusé d'avoir renié ses anciennes valeurs, d'être devenu le valet des américains et d'avoir été corrompu par le pouvoir (Semler, 2003). En 2002, Havel a fait une conférence dans lequel il expose les grands principes politiques qu'il a retenus de ses mandats de président. Le texte de cette conférence, reproduit dans le « New York Review of Books », nous permet de mieux saisir ses prises de position sur la guerre.

Evil must be confronted in its womb and, if there is no other way to do it, then it has to be dealt with by the use of force. If we examine all the problems of civilization, we will always come up against the problem of whether a course of action is proper or not, or whether, from the long-term planetary point of view, it is responsible. The moral order and its source, human rights and the source of people's right to human rights, human responsibility and its origins, human conscience and the penetrating view of that from which nothing can be hidden with a curtain of noble words – these are, in my deepest conviction and in all my experience, the most important political themes of our time (Havel, 2002, p. 4)

4.8 Conclusion

Selon la constitution tchèque, une personne ne peut être président de la république pour plus de deux mandats. Havel a donc quitté son poste en février 2003, au moment où la guerre en Irak a commencé. Bien qu'il était de plus en plus critiqué dans son pays, Havel a toujours gardé son charisme de dissident à l'Ouest. À l'époque du socialisme tardif, Havel était admiré pour son courage et sa détermination à lutter de façon pacifique contre le totalitarisme. Bien que ses œuvres étaient interdites, il était écouté et admiré pour avoir mis de côté son confort personnel au profit de la population. Le charisme qu'il tirait de cette époque a été transformé suite à son expérience dans la sphère politique. Bien que sa réputation de dissident subsiste encore en Occident, la légitimité qu'il avait en Europe centrale était attribuable également à sa fonction de président.

Sous les régimes communistes, Havel était un intellectuel dissident « incompetent » qui poursuivait une activité critique par le théâtre, dans des essais politiques, en prononçant des discours lors de manifestations ou encore en organisant des actions de subversions. Même si ses œuvres étaient interdites, Havel avait un impact direct sur les individus et sur le parti communiste. La fonction de président demandait une autre approche. Son emploi du temps ne lui permettait plus

de rédiger des essais politiques, comme *Le pouvoir des sans-pouvoirs*, et de philosopher avec des amis sur le sens du monde. La majorité de ses conférences ont, de toutes façons, été publiées après avoir été prononcée. Il est l'un des intellectuels les plus connus au monde et ses textes sont disponibles en plusieurs langues. Son emploi du temps ne lui permettait que d'accomplir les tâches du président.

En devenant président, l'activité critique de Havel avait pris une forme différente de l'époque où il était dissident. Havel a poursuivi son activité critique à partir de la fonction politique de président et avec les moyens que son poste lui assurait. Puisqu'il représentait le gouvernement, Havel devait mettre de l'avant une certaine vision de l'ordre qu'il s'employait, dans le cadre de sa fonction, à mettre en œuvre. Pour imposer sa vision de l'ordre, il avait alors accès aux moyens, aux ressources et à la tribune réservée à un président. Son poste de président élu a mené Havel à légitimer et justifier ses nouvelles prises de position. Bien entendu, dès le moment où il était devenu leader du Forum Civique, Havel n'était plus un intellectuel « anti-politique ». Il était un intellectuel qui désirait prendre part à l'activité politique et participer à l'exercice du pouvoir. Keane écrivait à ce propos : « Those who talked of Havel as a reluctant president, as a man who would rather be writing plays but who had been forced by events against his will into politics, missed the point : Havel had always been a political animal who knew well the art of directing others » (Keane, 2000, p. 381).

Nous venons de terminer l'analyse de notre premier cas. L'analyse du parcours de Havel nous a permis de saisir quelles ont été les répercussions de la chute des régimes communistes sur l'activité d'un intellectuel en Europe centrale. À la suite de cette analyse, nous pouvons affirmer que la chute des régimes communistes a eu un impact certain sur la vision morale et politique de Havel. La nouvelle position sociale qu'il occupait, celle de président, a également affecté l'attitude critique de Havel, il ne pouvait plus demeurer un dissident anti-politique. Il est toutefois intéressant de noter que l'idée directrice de Havel est restée la même avant et après 1989. Les Droits de l'homme étaient toujours au centre de sa vision politique. Nous avons en main certains éléments de réponse mais avant de sauter trop vite sur certaines conclusions, prenons la peine de passer à l'analyse de nos autres cas de manière à pouvoir comparer chacun des parcours. Le prochain chapitre sera consacré à Adam Michnik, l'intellectuel qui est devenu « quasi-compétent » suite à la révolution de 1989 en Pologne.

CHAPITRE 5: ADAM MICHNIK

Le but premier de ce nouveau chapitre est de saisir les répercussions de la chute du socialisme et de la transition démocratique dans les sociétés post-communistes sur l'activité d'un autre intellectuel, Adam Michnik. Le cas de Michnik présente une différence majeure en comparaison du cas représenté par Havel. Contrairement à son « homologue » tchèque, Michnik n'est pas devenu un politicien professionnel suite aux révolutions de 1989. Il est devenu journaliste et rédacteur en chef pour la « Gazeta Wyborcza », le premier quotidien d'information libre polonais après 1989. Michnik est passé d'un type d'intellectuel « incompetent » lorsqu'il était dissident dans le socialisme tardif, à un type d'intellectuel « quasi-compétent ». L'analyse de ce deuxième cas poursuit les mêmes objectifs que le chapitre précédent. Comment les transformations sociales de 1989 et sa nouvelle position sociale ont affecté le travail de critique de Michnik? De quelle façon la chute des régimes totalitaires a transformé sa vision morale et politique?

De manière à répondre à ces questions, nous nous pencherons sur les essais politiques de Michnik. La plupart des essais politiques qu'il a écrits sous le socialisme tardif ont été publiés dans les samizdats de Pologne, mais ils ont également été publiés en France où Michnik entretenait des liens avec certains intellectuels de gauche et où il jouissait d'une bonne réputation. Ses essais politiques *Penser la Pologne* 1983 et *La deuxième révolution* (1990) ont été édités en France. Après les révolutions pacifiques de 1989 en Europe centrale, sa

réputation et son charisme d'ancien dissident ont suscité, en Occident, un intérêt pour ses écrits et sa vision politique. Ses essais politiques sont traduits en plusieurs langues et les articles qu'il écrit dans la « Gazeta Wyborcza » sont souvent repris dans des journaux occidentaux comme « *Le Monde* », le « *Times* » de New York, le « *New York Review of Books* ». De plus, le style historique et analytique de certains des essais lui ont valu une place dans des revues scientifiques comme *Politics*, *Culture and Society* et *Journal of Democracy*. Avant de se lancer dans l'analyse de l'évolution ou la transformation de la vision politique de Michnik, passons en revue des étapes importantes de sa vie.

Adam Michnik est né en Pologne le 17 octobre 1946. Étudiant en histoire, il a été leader lors des révoltes étudiantes de mars 1968 et ses activités « subversives » l'ont conduit en prison. Par la suite, il a dû changer d'université de manière à obtenir un diplôme d'histoire. Après avoir travaillé comme ouvrier dans une usine de verre dans les années 1970, Michnik est devenu le cofondateur du KOR⁴², une organisation dissidente dont le but était de défendre les droits des ouvriers. Il a été en contact avec les dissidents tchèques pendant la fin des années 1970. Sa vision politique, intitulée *Le nouvel évolutionnisme*, a eu une grande importance dans les mouvements d'opposition polonais sous le socialisme tardif. Elle lui a apporté également la reconnaissance de la part des intellectuels de gauche à l'Ouest, dont Daniel Cohn-Bendit. Au début des années 1980, il a été l'un des conseillers principaux du mouvement ouvrier Solidarité et le chef du syndicat dans la région de Masovie. Suite au coup d'État militaire de 1981, il est à nouveau mis derrière les

⁴² KOR Comité de défense des ouvriers.

barreaux en compagnie de militants du mouvement ouvrier. Après avoir été libéré en 1984, il a participé activement à la reconnaissance et la légalisation des syndicats indépendants. L'implication de Michnik dans l'opposition l'a amené à être un des négociateurs à la « Table Ronde » de 1989. Il s'est présenté comme candidat aux élections de juin 1989 pour le parti de Solidarité et a fondé la « Gazeta Wyborcza ». Après avoir gagné les élections, il a siégé jusqu'en 1991 au Sejm⁴³ pour se retirer de la politique professionnelle et se consacrer à son travail de rédacteur en chef⁴⁴.

Dans les années 1990, les écrits de Michnik ont continué à être largement publiés et diffusés en dehors de la Pologne. Sa vision politique et morale, à la fois intransigeante et en faveur du compromis, a fait de lui un héros de la démocratie en Occident. Pour le rôle qu'il a joué en tant que dissident, Michnik avait reçu en 1986 le Robert F. Kennedy Human Right Award, de nombreux doctorats *honoris causa* dans les années 1990 et le prix Érasmus en 2001. Il a également été fait Chevalier de la légion d'honneur en France en 2002. La nature « libérale » de sa vision politique et la défense du pluralisme qu'il a défendu en ont également fait un interlocuteur intéressant en Amérique, où il a fait plusieurs conférences. Il est par ailleurs devenu conseiller pour le Council on Foreign Relations, une organisation américaine regroupant des universitaires, des agents d'information de la CIA, des anciens politiciens et dont le but est de rendre compte de la politique internationale auprès du gouvernement américain. Cette organisation joue un rôle primordial dans

⁴³ Parlement polonais.

⁴⁴ Les informations biographiques de Michnik ont été trouvées sur Internet dans les sites suivants :
www.droppingknowledge.org/participants_search.php?id=712,
www.freemedia.at/IPIReport/Heroes_IPIReport/200/33Michnik.htm,
www.all-science-fair-projects.com/science_fair-projects-encyclopedia/AdamMichnik.

la politique étrangère américaine. Il est encore considéré aujourd'hui comme l'un des intellectuels les plus influents en Europe.⁴⁵

Le parcours d'intellectuel de Adam Michnik a commencé très tôt. En 1961, alors qu'il avait quinze ans, Michnik s'est joint à des groupes de débats non conformistes où il était possible de mettre de l'avant des opinions personnelles. Par contre, il n'était pas un anti-communiste radical : il était marxiste. Membre de la Jeunesse Socialiste polonaise, il a toutefois été expulsé du groupe à cause de son comportement jugé « anti-conformiste » et des critiques formulées à l'endroit des politiques sociales du parti communiste. Il a, par la suite, étudié l'histoire à l'Université de Varsovie. Il a été l'élève de Jacek Kuron, un professeur d'histoire déjà reconnu à cette époque pour ses critiques adressées au parti communiste. Kuron a eu une influence marquée sur la vision politique de Michnik. Ce dernier l'a d'ailleurs encouragé à poursuivre ses activités intellectuelles critiques envers le parti. Michnik et Kuron partageaient une vision semblable de la Pologne et de la politique. Dès cette époque, ils sont devenus de bons amis et ont commencé à être connus pour faire des critiques de fond des régimes communistes à partir d'une position marxiste⁴⁶.

Au cours de la révolte estudiantine de mars 1968, Michnik se démarquait comme leader. Il a été à l'origine de plusieurs revendications faites par les étudiants au POUP⁴⁷. Encouragés par les événements en Tchécoslovaquie, les étudiants

⁴⁵ *Idem.*

⁴⁶ *Dissidents and « self Organization »*. Texte disponible à : www.pbs.org/weta/forcemorepowerful/poland/organization.html.

⁴⁷ Parti ouvrier unifié polonais.

polonais ont fait pression sur le parti de manière à obtenir des promesses de réformes. À cette époque en Tchécoslovaquie, plusieurs groupes, dont les écrivains et les étudiants, réclamaient l'abolition de la censure et la liberté de presse. Le slogan principal des étudiants polonais était : « La Pologne toute entière attend son Dubcek » (Michnik, 1983 [1978], p. 32). À cause de son implication dans les manifestations, Michnik a été renvoyé de l'Université de Varsovie et a été emprisonné jusqu'en 1969.

5.1 Les débuts de la dissidence en Pologne, le KOR

En 1969, à sa sortie de prison, Michnik a trouvé un emploi d'ouvrier dans une usine de verre. La « normalisation » du modèle soviétique en Europe centrale, suite à la répression du Printemps de Prague et des manifestations étudiantes en Pologne, a forcé les intellectuels, comme Michnik, à rechercher une nouvelle stratégie, un nouveau modèle de résistance. En 1975, il a obtenu un diplôme en histoire à l'Adam Mickiewicz University of Poznan et il a terminé la rédaction d'un livre intitulé : *L'Église et la gauche : le dialogue polonais* (1975). Michnik illustre comment la hiérarchie catholique laissait de plus en plus de place aux Droits de l'homme et la dignité dans leurs discours. Michnik voyait là un rapprochement entre l'Église et certains intellectuels de gauche. Suite à la parution du livre, une série de débats ont eu lieu entre militants catholiques, prêtres et intellectuels. Ces débats ont permis aux participants de discuter de questions jugées taboues par le parti communiste. C'était également dans le cadre de ces débats qu'un rapprochement a

eu lieu entre certains prêtres et des intellectuels dissidents. Cette « alliance » allait se poursuivre dans Solidarité, mais aussi avant dans le KOR (Reeve, 1981).

La répression policière, lors de la grève ouvrière à Radom en 1976, a incité Michnik et Kuron à créer une organisation dont le but était de défendre les ouvriers persécutés et victimes de dénis de justice. Le KOR se présentait comme une initiative citoyenne dont le but était d'aider les ouvriers. En 1976, Michnik s'est joint à un groupe d'intellectuels dissidents polonais et tchèques pour échanger des idées, des essais politiques et partager des stratégies pour la résistance aux régimes communistes. Václav Havel était de ceux qui participaient à ces rencontres. Le but était de trouver une stratégie commune efficace dans le contexte répressif du socialisme tardif pour s'opposer au régime communiste. Un des objectifs principaux de ces dissidents était de mettre sur pied un réseau d'édition et de publication en dehors des organisations officielles pour diffuser leurs idées. Dans la foulée des rencontres, différentes stratégies allaient voir le jour. Václav Havel a écrit *Le Pouvoir des Sans-Pouvoir* (1985), et Michnik a écrit *Le Nouvel Évolutionnisme* (1983 [1978]). Ces deux essais inspirés par la déclaration finale des Accords d'Helsinki allaient par la suite, avoir beaucoup d'influence sur les dissidents d'Europe centrale. En 1979, l'arrestation de Havel avait amené Michnik à affirmer haut et fort la solidarité du KOR envers les dissidents tchécoslovaques⁴⁸. Ainsi, Havel et Michnik se connaissaient et échangeaient déjà des idées sur leur vision politique avant leur prise de position sur la guerre en Irak en 2003.

⁴⁸ Une fondation a été mise sur pied au début des années 1980 pour consolider les rapports entre les dissidents polonais et tchécoslovaques : The Polish-Czech-Slovak Solidarity Foundation. (voir : www.spczs.engo.pl).

5.2 Le nouvel évolutionnisme

Le Nouvel Évolutionnisme de Michnik était une des stratégies d'opposition mise de l'avant par les militants du KOR. Cet essai comprenait les réflexions de Michnik sur l'avenir et les possibilités de continuer une opposition au parti communiste dans le socialisme tardif. *Le Nouvel Évolutionnisme* se présente à la fois comme une analyse historique du contexte polonais et une analyse des rapports entre la Pologne et l'U.R.S.S. À partir de ses analyses, Michnik a formulé une stratégie d'action pour les dissidents. Bien qu'en 1978 le terme « anti-politique » n'ait pas encore été forgé par Konrad (1987 [1982]), la stratégie du *Nouvel Évolutionnisme* s'inscrivait, au même titre que *Le pouvoir des sans-pouvoirs*, dans cette tradition intellectuelle.

Dans son essai, Michnik s'est intéressé à l'échec des réformes tentées par ce qu'il nommait l'intelligentsia révisionniste et néo-positiviste d'avant 1968. Il écrivait à ce sujet : « l'orientation révisionniste avait des aspects nettement positifs. On sait que la production intellectuelle des révisionnistes de l'époque a stimulé l'activité politique d'une partie considérable de l'intelligentsia » (Michnik, 1983 [1978], p. 30). Il rajoutait à ce propos : « que ce sont des révisionnistes ex-staliniens qui ont créé et diffusé dans le milieu de l'intelligentsia le modèle d'une attitude oppositionnelle permettant la renaissance d'une vie civique dans les conditions de vie difficile de la Pologne » (Michnik, 1978, p. 31). Michnik reconnaissait le travail de ce type d'intellectuels qui entrerait dans la catégorie des intellectuels « compétents ».

Pour Michnik, l'année 1968 marquait la fin du révisionnisme et l'échec de ce qu'il considérait comme l'intelligentsia révisionniste. Selon lui, la répression de la révolte étudiante au mois de mars en Pologne et l'intervention militaire soviétique en Tchécoslovaquie, que le POUP avait d'ailleurs appuyées, ont coupé les liens qui unissaient l'intelligentsia révisionniste au parti communiste. Selon lui, « on ne pouvait plus compter à partir de ce moment sur une démocratisation de la direction du parti » (Michnik, 1978, p. 31). Le monopole du parti sur la politique laissait peu d'espoir à Michnik. Toutefois, il croyait toujours à la possibilité de résister. Dans son essai, il écrivait à ce propos :

Pour moi, la leçon tchécoslovaque (la répression du Printemps de Prague en 1968) est la preuve même de la possibilité du changement, dont elle trace aussi les limites. Elle montre à la fois la fragilité du système totalitaire et la réaction désespérément brutale de l'empire menacé (intervention militaire soviétique) (Michnik, 1983 [1978], p. 32).

Selon lui, le durcissement du régime communiste dans le socialisme tardif mettait l'intelligentsia révisionniste devant un dilemme : se conformer ou devenir dissident. Le contexte du socialisme tardif qui s'est instauré après 1968 déterminait, selon Michnik, certaines limites que les dissidents ne devaient pas franchir dans le cadre de leur critique. L'attitude de Michnik le plaçait en faveur d'une résistance sociale qui ne s'attaquerait pas au monopole du parti. Il écrivait :

Postuler un renversement révolutionnaire de la dictature du Parti, s'organiser dans ce but, serait aussi irréaliste que dangereux : on ne peut pas compter sur le renversement du régime tant que la structure politique de l'U.R.S.S. est ce qu'elle est. Les limites de l'opposition seront longtemps tracées par la présence politique et militaire de l'U.R.S.S. en Pologne. La direction de la Pologne, la direction de l'U.R.S.S. et l'opposition dissidente ont en un intérêt commun particulier. Pour les trois parties en cause une intervention militaire sur le territoire de la Pologne serait une véritable catastrophe. Les dirigeants polonais perdraient le reste de souveraineté qu'ils ont et, pour l'U.R.S.S., ce serait un échec politique au niveau international. Voilà pourquoi on peut penser que les dirigeants de la Pologne et de l'U.R.S.S. feront tout pour

éviter un tel affrontement. L'opposition démocratique polonaise doit donc admettre que les transformations doivent se faire, au moins dans leur première phase, dans le cadre de la doctrine Brejnev (Michnik, 1983 [1978], p. 36-37).

Le modèle d'opposition mis de l'avant par Michnik respectait également le contexte imposé par la présence soviétique en Europe centrale. Il n'était pas question de remettre en doute le rôle et le monopole politique du parti. Pour articuler sa stratégie d'opposition, Michnik a repris à son avantage le thème des Droits de l'homme. Il convient de se rappeler que les gouvernements communistes d'Europe avaient ratifié les Accords d'Helsinki. Autour des Droits de l'homme, Michnik a formulé un programme d'opposition qui, contrairement à la stratégie des révisionnistes, s'adressait à la population polonaise. Dans *Le nouvel évolutionnisme*, il écrivait :

À mon avis, la seule voie à prendre pour les dissidents des pays de l'Est est celle d'une lutte incessante pour les réformes, en faveur d'une évolution qui élargira les libertés civiques et garantira le respect des Droits de l'homme. L'exemple polonais démontre que la pression exercée sur le pouvoir apporte des concessions non-négligeables... Ce qui différencie l'opposition d'aujourd'hui, c'est la conviction qu'un tel programme d'évolution doit s'adresser à l'opinion publique indépendante et non au pouvoir totalitaire. Au lieu de suggérer au pouvoir comment s'améliorer, ce programme doit indiquer à la société comment agir (Michnik, 1983 [1978], p. 36-37).

Dans ce passage on retrouve le thème de la société civile qui était également très important pour les autres dissidents d'Europe centrale. Contre la répression du parti communiste, qui s'acharnait à préserver son monopole politique, les dissidents ne pouvaient compter que sur le pouvoir représenté par la base de la société. Il est important de noter qu'à cette époque Michnik oeuvrait, dans le cadre du KOR, auprès des ouvriers. Sa stratégie de résistance s'adressait aux ouvriers, toutefois, elle n'attaquait pas directement le monopole du parti communiste. Sa stratégie était,

au contraire, d'affirmer l'autonomie et l'indépendance de la société civile face à l'État et le POUP. Il poursuivait ainsi :

L'essentiel dans la conception d'une nouvelle stratégie pour l'opposition polonaise, c'est la prise de conscience de la force des milieux ouvriers, qui plusieurs fois déjà, ont imposé au pouvoir des concessions spectaculaires. La pression de ce groupe social est la condition de l'évolution de la vie nationale vers la démocratisation. Il est difficile de prévoir quand et comment des institutions ouvrières verront le jour et quelle sera leur formule : commissions ouvrières de modèle espagnol, syndicats indépendants, caisses de solidarité ? (Michnik, 1983 [1978], p. 38).

En plus d'être une stratégie de résistance politique, *Le Nouvel Évolutionnisme* de Michnik avait une importante dimension morale. Certains passages du *Nouvel Évolutionnisme* ne sont pas sans rappeler la position morale de Václav Havel lorsqu'il parlait de « vivre dans la vérité ». Dans le contexte répressif du socialisme tardif, le thème de la « responsabilité » était récurrent chez les dissidents. Michnik a écrit à propos des intellectuels, de leur responsabilité, de leur attitude et de leur rôle. À ses yeux, les intellectuels polonais avaient le devoir et la responsabilité de s'opposer aux communistes, ceux qui ne le faisaient pas étaient pour lui des « larves » (Michnik, 1983). Voici comment il définissait les intellectuels⁴⁹ et leur rôle dans le socialisme tardif.

Formuler des alternatives et défendre des valeurs, telle est la tâche de l'intelligentsia, celle qui veut poursuivre la tradition de l'intelligentsia « insoumise ». Je me sens solidaire de cette tradition et de ceux qui, aujourd'hui la prolongent. Ce sont des intellectuels qui créent une opinion publique indépendante et développent des attitudes non-conformistes. En l'absence d'une presse et d'associations libres, la responsabilité morale et politique des milieux intellectuels est énorme. Elle appelle une attitude dont la conséquence logique est de renoncer aux avantages matériels et aux honneurs officiels, pour vivre dans la vérité. Aspirer à la vérité, ou d'après Kolakowski, « vivre dans la dignité », c'est lutter non seulement pour un avenir meilleur, mais aussi pour le présent. Chaque acte de résistance est un pas vers un socialisme démocratique qui plus qu'une structure

⁴⁹ Prendre note qu'il s'agit ici de la définition des intellectuels mise de l'avant par Michnik. Cette définition ne correspond pas à notre définition de l'intellectuel.

institutionnelle, doit être une communauté d'hommes libres, une communauté réelle (Michnik, 1983 [1978] p. 40-41).

5.3 Les dissidents polonais et le mouvement ouvrier : la coalition d'opposition

Les militants du KOR ont joué un rôle important dans la grève générale et dans la reconnaissance de Solidarité en 1980. Bien que les communistes aient tenté d'empêcher le KOR de participer aux grèves en emprisonnant ses dirigeants, les ouvriers ont obtenu des communistes la libération de tous les prisonniers politiques avant même d'entreprendre des négociations et de reprendre le travail. Une fois que la légalisation du syndicat a été obtenue, Michnik est devenu chef de Solidarité en Masovie et un des conseillers principaux du mouvement ouvrier. « Très vite, un nouveau cadre institutionnel est créé en dehors de la communauté de lutte ouvrière, deux commissions « d'experts », une du côté ouvrier et une du côté du pouvoir » (Reeve, 1981, p. 30). L'objectif premier des experts envoyés par le parti était de canaliser et de bloquer le mouvement pour éviter sa radicalisation. Du côté ouvrier, les experts regroupaient des intellectuels (certains du KOR) et des militants catholiques qui cherchaient à avoir une influence sur le mouvement. Toutefois, les tentatives des « experts non-ouvriers », autant d'un côté comme de l'autre, pour contrôler et manipuler le mouvement ouvrier, ont accentué les tensions internes dans Solidarité. À plusieurs reprises, le mouvement a échappé à ses leaders. Des grèves désavouées par la direction de Solidarité ont eu lieu au cours des quinze mois d'existence du syndicat (Reeve, 1981, p. 34).

Pourtant, beaucoup d'ouvriers restaient méfiants envers les intellectuels qui, comme Michnik et Kuron, avaient été dans leur passé, associés avec les

communistes, les marxistes et les socialistes. Selon Reeve, les membres du KOR avaient une double réputation dans le mouvement ouvrier. « En raison de l'aide matérielle et morale qu'il fournissait aux travailleurs persécutés après les grèves de 1976, le KOR avait acquis en milieu ouvrier un réel capital de sympathie » (Reeve, 1981, p. 18). Certains reconnaissaient que les idées des intellectuels du KOR avaient été importantes pour l'instauration des syndicats indépendants. D'un autre côté, certains ouvriers refusaient le rôle de direction que voulaient prendre les intellectuels dans le mouvement ouvrier. Les membres du KOR devaient toujours justifier leur rôle auprès des ouvriers. Selon les intellectuels du KOR, les ouvriers étaient incapables de voir à long terme, de saisir tous les enjeux de la lutte ou de produire des analyses politiques. Le KOR aspirait à diriger le mouvement, ce que les ouvriers n'acceptaient pas (Reeve, 1981). Étant un des fondateurs et un militant important du KOR, Michnik était en plein cœur des conflits internes dans l'opposition. Dans ces conditions, il a mis de l'avant une vision de la résistance au part communiste qui alliait intransigeance et compromis :

Je crois que nous devons apprendre à coexister avec le pouvoir. Et nous devons lui apprendre à coexister avec nous, sur d'autres bases que celles qui ont été établies depuis trente-cinq ans. Je crois que la seule voie que nous devons suivre est celle d'un compromis réel, d'une attitude réaliste, qui sauront allier la désobéissance civile au pouvoir à la modération de la société, des revendications réfléchies à une attitude intransigeante (Michnik, 1983, p. 68).

De son côté, le parti communiste a considéré avec sérieux la menace que le KOR représentait pour leur monopole politique. Les membres du KOR étaient déjà à cette époque considérés par les communistes comme des ennemis. « Pour l'U.R.S.S., le KOR personnifie les forces anti-socialistes qui manipulent les ouvriers polonais et même Solidarité » (Reeve, 1981, p. 20). Dans l'espoir de briser le KOR,

le POUP a utilisé différentes stratégies dès la création du comité en 1976. Plusieurs membres du KOR avaient perdu leur emploi, d'autres avaient été surveillés par la police ou encore emprisonnés. Le parti avait également saisi une partie des fonds monétaires recueillis par le comité et il a confisqué des machines à écrire et des photocopieuses. Finalement, une campagne médiatique pour salir la réputation des dissidents a également été lancée⁵⁰.

5.4 La « dissidence », un engagement moral

L'état de guerre et le décret de la loi martial en décembre 1981 ont porté un coup dur au mouvement d'opposition. La possibilité d'une intervention soviétique et la menace d'une guerre civile ont donné au général Jaruzelski la justification pour un coup d'État militaire. Du jour au lendemain, Solidarité est devenu illégal et des milliers de militants ont été arrêtés et emprisonnés. Michnik a été emprisonné jusqu'en 1984 au camp de détention de Bialoleka. De sa prison, Michnik a poursuivi ses réflexions politiques. La majorité de ses essais ont été publiés en 1982 par les presses « clandestines » du mouvement sous différents pseudonymes et figurent dans *Penser la Pologne* (1983) sous la section : *Lettres de prison* (1983 [1982]) Ce livre contient des éléments importants de la vision politique et morale de Michnik dans le socialisme tardif. Les thèmes principaux de ses essais étaient : Solidarité, les conditions d'action de l'opposition sous l'état de guerre, la dignité et les Droits de l'homme. Ses écrits de prison sont teintés de l'expérience carcérale de Michnik et soulèvent davantage les dimensions morales de sa vision politique.

⁵⁰ www.raven.ec.ku.edu/.

Même derrière les barreaux, les dissidents représentaient toujours une menace pour l'autorité du parti communiste. Michnik expliquait : « Nous sommes pour la nation le symbole de la résistance. Non pas que nous soyons si remarquables, mais en nous emprisonnant, le pouvoir nous a attribué ce rôle, et nous le tenons indépendamment de notre volonté » (Michnik, 1983 [1982], p. 122). Les communistes ont tenté par différents moyens de briser la crédibilité et la légitimité des membres de l'opposition. En plus des menaces proférées contre eux et contre leur famille, les dissidents ont reçu différentes propositions de la part des communistes : l'exil, c'est-à-dire émigrer, ou la signature d'une déclaration de loyauté envers le parti en échange de la liberté. Michnik a refusé toutes les propositions faites par le parti communiste. Pour lui, c'était une affaire de « dignité » et un choix de la « raison ». Il écrivait en 1982 :

Un comportement homogène n'est pas facile à définir. Chacun doit décider en son âme et conscience comment s'opposer au mal, comment défendre sa dignité, comment se comporter dans cette guerre étrange qui est, en fait, une nouvelle incarnation de l'antique combat entre la vérité et le mensonge, entre la liberté et la violence, entre la dignité et l'humiliation... La décision d'accepter ou de refuser relève de chaque individu, elle dépend de sa raison et de sa conscience. Il est impossible de condamner cette décision (Michnik, 1983 [1982], p. 104 et 106)

Michnik entretenait une vision hautement morale de l'opposition au régime communiste. Il écrivait également à ce propos :

Je crois que le mouvement d'opposition a besoin d'hommes pour qui le témoignage moral est une valeur qui prévaut sur l'efficacité politique et pour qui le mouvement de résistance n'est pas une pépinière de prétendants à la future élite du pouvoir, d'hommes qui comprennent que leur engagement en politique cessera quand les temps redeviendront « normaux », et qui comprennent que ces temps « normaux » exigent généralement d'autres vertus, d'autres capacités (Michnik, 1983 [1982], p. 143).

Aux yeux de Michnik, le socialisme tardif est devenu encore plus rigoureux sous l'état de guerre et la gouverne de Jaruzelski. Il écrivait : « Aujourd'hui, la confrontation avec le parti mènerait à la tragédie, le WRON⁵¹ est en effet déterminé et ne reculera même pas devant un fleuve de sang pour sauver sa domination » (Michnik, 1983 [1982], p. 137). Les membres les plus influents du KOR qui ont refusé l'exil ont été mis en accusation par le gouvernement militaire de Jaruzelski. Michnik était accusé de complot contre l'État, de conspiration et de trahison, ce qui pouvait lui valoir la peine capitale. À ce sujet, György Konrad, a fait pression sur les gouvernements communistes et sur les gouvernements occidentaux de façon à assurer aux dissidents un procès juste et équitable⁵².

Le contexte répressif du socialisme tardif ne laissait pas beaucoup d'espoir à Michnik. Il écrivait : « Aucun peuple n'a reçu les droits de l'homme en cadeau. Il faut toujours les arracher de haute lutte. Reste à savoir comment lutter » (Michnik, 1982, p. 134). Sur ce sujet, Michnik avait son opinion. La vision politique qu'il a élaborée avait comme thème central : la société civile.

Ce n'est pas de terrorisme qu'à besoin la Pologne, mais d'un vaste mouvement clandestin qui reconstruirait la société civile et qui serait présent dans les villes et les campagnes, dans les usines et instituts de recherche. Le réseau doit couvrir tous les domaines. Seule une pression organisée jusqu'à la grève générale peut contraindre le WRON à des concessions. Il faut réfléchir pour savoir comment éviter l'effusion de sang et soutenir de justes revendications. Il faut élaborer en détail le programme d'une éventuelle entente sociale qui devrait comprendre la levée de l'état de guerre, une amnistie générale pour ses victimes et une institutionnalisation de l'entente sociale. Aucun miracle politique n'aidera les Polonais s'ils ne s'aident pas eux-mêmes. Jamais un État démocratique polonais ne pourra naître s'il n'y a

⁵¹ Front militaire pour le salut national. Le WRON a été créé et dirigé par le gouvernement militaire de Jaruzelski durant l'état de guerre.

⁵² Konrad, György (1982) *The Danger in Poland: an open letter*. *New York Review of Books* vol. 29 no19, le 02 décembre 1982. Article disponible sur Internet à l'adresse : www.nybooks.com/authors/3608.

pas de structure démocratique dans la société (Michnik, 1983 [1982], p. 137).

Selon la vision de Michnik, seule une pression constante sur le parti communiste pouvait le faire céder. Contre l'appareil du parti communiste, la solidarité de la population demeurait la seule option pour l'opposition. Michnik a toujours été de ceux qui ont privilégié une méthode pacifique pour résoudre la crise polonaise. Cette stratégie, qu'il appelait lui-même « la longue marche », se distanciant des programmes d'opposition radicaux. Michnik n'entretenait pas de faux espoirs quant aux chances de voir l'opposition devenir une force politique. Pour lui, des changements significatifs étaient impossibles tant que les structures politiques de l'URSS restaient les mêmes. Sa stratégie politique était articulée de cette façon :

La conception de la longue marche doit supposer l'isolement du WRON et du POUP, donc une perte progressive de crédibilité du système actuel de gouvernement, du point de vue soviétique également. Il est impossible que l'URSS renonce à la Pologne. Ce qui est possible, par contre, c'est une situation où, vue du Kremlin, le POUP ne sera pas crédible, son armée peu sûre et l'intervention militaire en Pologne trop coûteuse politiquement. Il faut préparer la société à cette situation (Michnik, 1983 [1982], p.139).

5.5 La Table Ronde de 1989

L'état de guerre a été levé par le général Jaruzelski en 1983 et plusieurs prisonniers politiques ont retrouvé leur liberté. Pour sa part, Michnik n'est sorti de prison qu'en 1984. Contrairement à ce que les dirigeants du POUP avaient déclaré, la reconnaissance de Solidarité n'a pas été à l'ordre du jour du parti. Les signes avant-coureurs des changements sont apparus avec l'application de la Perestroïka de Gorbatchev à la fin des années 1980. Les actions entreprises par les communistes, au premier chef, ont ouvert la voie aux négociations de la Table Ronde en 1989. En

1988, les ouvriers polonais ont commencé à réclamer la légalisation des syndicats indépendants, Solidarité en particulier. Avec l'accord des Soviétiques, Jaruzelski a convoqué les différents syndicats ouvriers pour des négociations. La Table Ronde était le prélude d'un changement de « compétence » pour les dissidents. C'était en effet à ce moment que les mécanismes institutionnels présents sous le socialisme tardif ont commencé à se transformer et ont contribué à donner une nouvelle dimension au travail des dissidents.

Michnik a participé aux négociations de la Table Ronde, en tant que conseiller pour les leaders de Solidarité. La Table Ronde était constituée, d'une part, des membres du parti communiste et, d'autre part, des mouvements d'opposition et des représentants des syndicats, dont Solidarité était le plus important. La télévision et les médias ont retransmis une grande partie des pourparlers. Ces événements marquaient un changement majeur pour les intellectuels dissidents polonais. Pour la première fois, leur propos et leurs idées n'étaient pas déformés, ni censurés par les autorités communistes. En 1990, Michnik écrivait à propos de l'impact de ces négociations :

Le moment où nous prîmes place autour de la Table Ronde marqua un tournant politique. Apparurent en effet à la télévision des visages qu'on ne connaissait que sur les avis de recherche de la police politique. Et ces hommes pouvaient s'adresser à la société dans leur propre langue dénuée de mensonges. Ces gens pouvaient dire ce qu'ils pensaient du communisme et de la liberté, de la Pologne et du monde, des réformes indispensables et des menaces. À l'issue de la Table Ronde, ces gens-là n'étaient plus des inconnus (Michnik, 1990, p. 36).

La Table Ronde était le fruit d'un compromis entre le gouvernement et l'opposition. En échange de la reconnaissance légale des syndicats par les communistes, les membres de l'opposition devaient s'engager à participer à des

élections. Michnik, au même titre que d'autres leaders dissidents, a accepté la proposition faite par les communistes à l'opposition. Il a participé aux élections en tant que candidat au poste de député sous la bannière de Solidarité. Michnik écrivait par la suite sur ce propos :

La Table Ronde, ce fut avant tout pour moi la peur que nous ne réussissions pas à obtenir la légalisation de Solidarnosc. À mes yeux, c'était par là que passait la frontière du compromis. J'estimais qu'il fallait d'abord obtenir la légalisation du syndicat et j'étais prêt à payer pour cela un certain prix. La participation aux élections me semblait être un prix acceptable. Mais tout portait à croire que les communistes chercheraient, par le biais des élections, à faire reconnaître leur pouvoir (Michnik, 1990, p. 36)

5.6 La « Gazeta Wyborcza », le nouveau médium d'Adam Michnik

Pour préparer Solidarité aux élections, diffuser un programme politique et donner la chance aux candidats de s'exprimer, Michnik a co-fondé, avec l'aide du mouvement d'opposition, un journal : la « Gazeta Wyborcza ». L'objectif premier du journal était de donner le maximum de visibilité et de crédibilité à Solidarité. Il faut noter qu'à partir de ce moment Solidarité n'était plus un mouvement « apolitique », comme l'expliquait Michnik en 1980, mais un nouveau parti qui participait à une lutte pour le pouvoir politique. Au cours de la « campagne électorale », le Gazeta Wyborcza et ses journalistes ont pris position en faveur de l'opposition et de ses candidats. Le logo et le slogan de Solidarité apparaissaient également sur la page principale du journal.

Les conséquences de l'élection, qui donnait le pouvoir à Solidarité, ont jeté la Pologne dans l'incertitude. Au sein de Solidarité, plusieurs voix se faisaient entendre. Certains croyaient que Solidarité ne devait pas diriger le pays, mais rester un syndicat légal représentant les ouvriers. D'autres croyaient que Solidarité devait

prendre le contrôle et profiter de ce moment pour éradiquer complètement le pouvoir des communistes. Toutefois, certains craignaient qu'une intervention soviétique était possible. Dans ce contexte, Michnik a publié un article dans la « Gazeta Wyborcza » dans lequel il formulait l'idée d'un compromis. Le titre de l'article était : « À vous le président, à nous le Premier ministre »⁵³. Il suggérait un partage du pouvoir entre les communistes et Solidarité de manière à effectuer une transition pacifique vers un modèle démocratique. « Le but était d'assurer la continuité tout en ouvrant la voie aux transformations fondamentales » (Michnik, 1990, p. 37)

5.7 Le regard rétrospectif de Michnik sur la dissidence

À partir de l'idée de Michnik, un gouvernement d'entente nationale a vu le jour en Pologne. Jaruzelski a conservé la présidence et Tadeusz Mazowiecki, un militant de Solidarité, est devenu Premier ministre. Ce gouvernement de transition a duré jusqu'en mai 1990, avant d'être remplacé par un gouvernement élu lors d'une élection démocratique générale. Déjà en janvier 1990, le P.O.U.P s'était dissout laissant ainsi peu d'espoir aux communistes de reprendre le pouvoir (Roche, 1992). Mais déjà un phénomène particulier retenait l'attention de Michnik. La coalition « antitotalitaire » qui s'était formée dans le socialisme tardif a pris fin abruptement. Solidarité avait été un mouvement d'opposition qui symbolisait la convergence entre les ouvriers, les intellectuels et l'Église catholique, mais l'avènement de la société « post-communiste » a fait éclater cette alliance. Michnik a écrit à ce sujet :

In the course of a few months, this powerful movement was transformed into a insignificant parliamentary group. The result has been a balkanisation of

⁵³ Gazeta Wyborcza 03 juillet 1989.

the political scene. In the face of such a fragmentation of Parliament, the establishment of a stable government through democratic procedures, which would continue the policies of economic reform, is exceedingly unlikely (Michnik, 1995 [1991], p.527)

Michnik avait observé que, rapidement, des dissensions ont émergé entre ceux qui, d'un côté, sont devenus « populaires » et que l'histoire à transformer en héros et ceux qui, malgré le fait qu'ils étaient dissidents, n'ont pas été retenus par l'histoire (Michnik, 1995).

La chute du communisme et la victoire de Solidarité ont amené Michnik à faire une rétrospective sur son passé de dissident. Peu à peu, Michnik a revu ses positions par rapport à Solidarité et au mouvement d'opposition. Il écrivait :

J'ai cru que Solidarité, avec toutes ses dissensions internes, saurait maintenir l'unité au nom du bien commun. Aujourd'hui je suis conscient de mon échec. L'idée de Solidarité tire à sa fin. C'est Lech Walesa qui en est responsable. Jusqu'à la fin de mes jours je resterai l'homme de Solidarité. Mais aujourd'hui je range l'insigne. Je portais cet insigne lorsqu'il n'apportait que l'emprisonnement, je ne veux pas le porter lorsqu'il ouvre la voie aux privilèges. (Michnik, 1990, p. 6)

Après avoir siégé au parlement jusqu'en 1991, Michnik s'est retiré de la vie politique professionnelle de manière à se concentrer sur la « Gazeta Wyborcza ». Il reconnaissait que le journal avait été très utile pour Solidarité au cours des élections. Il était également très fier des origines du journal dans l'opposition démocratique. Cependant, il considérait que pour être crédible, la « Gazeta Wyborcza » devait être libre de toute attache politique. Il voulait que son journal devienne un quotidien d'information générale, laïque et indépendant « un outil dans les mains de la société civile » (cité dans Lindhal, 2002). La « Gazeta Wyborcza » s'est vue par la suite interdite d'utiliser le logo de Solidarité et son slogan sur sa première page.

Bien qu'il avait déclaré l'autonomie politique de son journal, Michnik a utilisé le *Gazeta Wyborcza* afin de prendre position sur des questions politiques et de donner son appréciation des politiciens. En plus de critiquer les actions de Solidarité au gouvernement, Michnik a pris position dans le *Gazeta* en faveur des politiques avancées par Mazowiecki alors que celui-ci était Premier ministre et il a soutenu la candidature de Kuron à la présidence en 1995 contre celle de Walesa. Ces prises de position ont valu à Michnik de vigoureuses critiques de la part des militants de Solidarité, dont certains étaient d'anciens collègues dissidents. Au fil du temps, la « *Gazeta* » est devenue le quotidien le plus vendu de Pologne et le médium privilégié de Michnik pour diffuser ses prises de position et sa vision politique.

5.8 De nouveaux thèmes...

En tant qu'historien, Michnik a toujours porté une attention particulière au contexte historique dans ses essais. La majorité des essais qu'il a écrit dans les années 1990 se veulent une continuité ou une poursuite des réflexions entamées sous le socialisme tardif. La chute du communisme a mené Michnik à réexaminer certaines conceptions et positions qu'il avait prises dans le passé. Dans cette optique, Michnik s'est intéressé à de nouveaux phénomènes propres aux sociétés post-communistes d'Europe centrale, dont le sentiment « anti-dissidents » qui animait une large partie de la société. Notons ici que la réputation de Michnik qu'il a retiré de son rôle dans la chute des régimes totalitaires s'est maintenue en Occident. En Pologne, la situation était différente, les anciens dissidents étaient en quelques sortes, détestés. En effet, plusieurs personnes s'opposaient au fait que, sur la base de

leur passé de dissident, ceux-ci prennent le pouvoir suite aux révolutions. Pour Michnik, ce sentiment « anti-dissidents » s'expliquait par le fait que les dissidents ravivaient aux individus le souvenir de leur conformisme. Michnik croyait que les dissidents seraient de plus en plus marginalisés dans les sociétés post-communistes (Michnik, 1991, p. 526).

5.8.1 Le « sentiment anti-dissidents » en Pologne

Pour Michnik, les individus qui entretenaient ce sentiment « anti-dissidents » étaient pour la majorité des personnes qui ne s'étaient pas opposées au régime communiste durant le socialisme tardif. Ceux qui maintenant désiraient prendre part à l'activité politique se retrouvaient en compétition avec les anciens dissidents qui s'accaparaient le pouvoir suite à leur victoire. Michnik a forgé à cette époque le concept de « politicien de la page blanche ». Ce concept servait à désigner des individus qui n'ont jamais été dissidents ou membres de l'opposition et qui, suite au changement de régime, ont cherché à devenir des politiciens professionnels. Un exemple utilisé par Michnik pour désigner ces « politiciens de la page blanche » était Václav Klaus, l'ennemi politique numéro un de Václav Havel. Michnik écrivait à propos du sentiment « anti-dissidents » et des « politiciens de la page blanche » :

It is they, the politicians of the blank page, who can now count on having a growing influence in post-Communist societies, because the majority in these societies is made up of just such people of the blank page, and that kind of leader gives them back a sense of their own worth. Facing Havel, yesterday's conformist will feel – even without any intention on Havel's part – somewhat embarrassed. Facing Klaus, he would feel vindicated (Michnik, 1995 [1991], p. 526).

Un des phénomènes qui a retenu l'attention de Michnik dans ses essais était la fin de la coalition anti-totalitaire. Michnik remarquait que les dissidents et le

mouvement d'opposition avaient développé une argumentation particulière sous le socialisme tardif. La rhétorique du mouvement d'opposition était de nature « populiste », « nationaliste » et avait un aspect foncièrement « moralisateur ». En 1990, Michnik écrivait à ce propos :

Le monde se divisait en « nous » et en « eux ». Et cette division prenait la forme du conflit manichéen du bien avec le mal. Le mal c'était « eux », les communistes, les Rouges, les traîtres à la nation. Le bien, c'était nous, les persécutés, refoulés dans la clandestinité. Eux étaient sales et vils, nous propres et nobles. Peut-être est-ce cette foi qui nous a permis de résister avec dignité aux prisons, aux poursuites et à la répression. Mais cette image du monde ne permettait pas de s'interroger sur la politique, qui exige de la souplesse, qui exige aussi de savoir que le compromis est un élément indissociable des sociétés démocratiques. (Michnik, 1990, p. 37)

Michnik s'inquiétait de voir évoluer ces formes de rhétorique et ces tendances chez certains démagogues en Pologne dans le post-communisme. Michnik considérait que l'héritage laissé par les mouvements d'opposition comportait des pièges pour la démocratie. Il croyait que les principes moraux issus de l'attitude des dissidents pouvaient déboucher sur un fanatisme et un extrémisme dans les sociétés post-communistes. À cet égard, il écrivait : « la logique de la révolution anti-totalitaire peut entraîner dans sa deuxième phase la haine et la vengeance » (Michnik, 1990. p. 66).

Dans la « Gazeta Wyborcza », Michnik a formulé ses inquiétudes face aux positions avancées par des politiciens et militants du nouveau parti Solidarité. Suite à la chute des communistes, ceux-ci ont mis de l'avant un discours en faveur d'une vengeance à l'endroit des dirigeants de l'ancien régime. L'incertitude entourant la transition démocratique en Pologne laissait beaucoup de place aux positions extrémistes et celles-ci gagnaient en popularité. Michnik était contre l'idée de

vengeance, ce qui lui a encore valu des critiques. Il s'est plutôt positionné en faveur de la politique mise de l'avant par Mazowiecki : la « gruba kreska »⁵⁴. La gruba kreska était l'idée qu'il fallait faire une distinction entre les individus « avant 1989 » et les mêmes individus « après 1989 »⁵⁵.

5.8.2 Le « fondamentalisme »

Pour Michnik, le fondamentalisme, qu'il soit religieux, politique ou autre, constitue le plus grand danger pour la mise en place d'une démocratie en Pologne. « Fundamentalism is nothing else but the conviction that one possesses an idea for establishing a good world » (Michnik, 1995, p. 540). Exactement comme l'idéologie communiste qui prétendait avoir la recette de la société idéale. Durant la période de transition, Michnik a contesté toute forme de pensée radicale, à gauche comme à droite, toute forme d'idéologie totalisante (Lindahl, 2002). Ce qui a amené plusieurs personnes à considérer Michnik comme un libéral. Durant la transition, il s'est également opposé au « moralisme » de certains ex-dissidents, qu'il classait dans sa définition du fondamentalisme. Dans cette ligne de pensée, Michnik a formulé des considérations sur le nouveau rôle que devraient prendre, à ses yeux, les intellectuels dans le contexte post-communiste. Il écrivait :

Today the Polish intelligentsia seems to be as lost as in the worst of times. It is as though it has lost its own ethos, the image of itself and its own place in society. A broadening of the process of reflection may depend on an opportunity to counter fundamentalism with democratic thought, a thought in which there is no place for any kind of fundamentalism at all, whether nationalistic, religious, or moralistic. (Michnik, 1995, p. 542)

⁵⁴ En polonais « ligne épaisse ».

⁵⁵ Voir : www.all-science-fair-projects.com/science-fait-projects-encyclopedia/AdamMichnik.

Selon Michnik, les intellectuels ont maintenant la tâche de propager un esprit démocratique et de lutter contre les « fondamentalismes ». Michnik n'a pas soutenu les appels de vengeance envers l'ancien régime et a fortement critiqué ce discours qu'il qualifiait de « populiste ». Après les élections de 1989 et de 1990, la défaite des communistes était acquise aux yeux de Michnik. Pour lui, d'autres menaces guettaient la Pologne dans la période libérale post-communiste :

Today I listen with great embarrassment to the many colleagues of mine who see in post-Communist circles the major danger to democracy and freedom in Poland. The devil of our times has already taken off the uniform of the Bolchevik commissar, but has not yet put on another. The real problem is fundamentalism, which, in a variety of forms, steals into our public life as though ready to pounce. How to recognize it? (Michnik, 1995 [1991], p. 530)

Sur ce même sujet, Michnik s'est attiré la critique de ses anciens collègues dissidents après avoir entrepris une série de discussions avec son ancien ennemi, l'ex-général Jaruzelski. Suite à ces rencontres et ces discussions, les deux hommes sont devenus amis, une situation que plusieurs anciens dissidents n'acceptaient pas et comparaient à une trahison. Michnik a écrit sur la tentation des polonais de se venger de l'ancien régime dans un article de la « *Gazeta* »⁵⁶ intitulé *Poland need Reconciliation*. Dans cet article il demandait aux tribunaux de ne pas donner suite aux poursuites intentées contre les anciens dirigeants communistes. Michnik expliquait qu'une démocratie devait être capable de tolérer ses anciens ennemis. Aux yeux de Michnik, il était injuste que Walesa reçoive à lui seul les honneurs de la chute du communisme. Michnik expliquait que : « Jaruzelski doit recevoir le même traitement que Walesa pour avoir permis de mettre un terme au régime communiste par des négociations et non dans la violence. Sans Jaruzelski, la Table

⁵⁶ *Gazeta Wyborcza* 12/12/2001.

Ronde n'aurait pas été possible »⁵⁷. Pour Michnik, ces rencontres avec son ancien ennemi mortel étaient une sorte de thérapie qui lui permettait de mieux comprendre les événements passés et d'en tirer les bonnes conclusions⁵⁸.

5.9 Michnik de plus en plus critiqué

En Pologne, Michnik a été critiqué à de nombreuses reprises. Certains soulignaient que Michnik avait le beau rôle depuis qu'il s'était retiré de la politique professionnelle et qu'il en profitait pour critiquer les politiciens qui géraient les problèmes soulevés par la transition démocratique. Dans un essai intitulé *What Europe Means for Poland* (2002), Michnik a expliqué la conception qu'il avait de son journal et de son rôle de rédacteur en chef.

Gazeta had to sell. It could not depend on financial support from any Central Committee or rich Western foundation, and so it would have to depend on its readers. Gazeta is a product; somebody has to buy it if it is to remain viable. Politicians often accuse the media of wanting to govern without actually wanting to face responsibility. My reply to them is you are wrong. Your election take place every four years, mine happens every day. The readers of Gazeta literally decide on a daily basis whether to buy this newspaper over any other. It is a democratic choice, more difficult than a parliamentary election, because it is a choice that one has to pay for every day (Michnik, 2002, p. 129)

Le succès commercial de la « Gazeta »⁵⁹ dans la période post-communiste a mené Michnik à la tête d'un empire médiatique. Le journal a également été coté à la bourse de Londres. L'attitude libérale de Michnik lui a valu les reproches de Ira Katznelson⁶⁰. Selon elle, le succès économique du journal de Michnik l'a transformé en capitaliste guidé par le profit. Elle critiquait le fait que Michnik soit devenu

⁵⁷ www.all-science-fair-projects.com/AdamMichnik.

⁵⁸ Idem.

⁵⁹ La Gazeta avait un tirage quotidien d'environ 560 000 exemplaires (www.bhnrg.com) en 2000.

⁶⁰ Dans son livre *Liberalism's Crooked Circle: Letters to Adam Michnik* (1996) (cite dans Lindhal, 2002).

l'avocat du libre marché et qu'il ait renié ses anciens idéaux socialistes. Elle écrivait : « in showing how an assertively liberal political and moral public philosophy can matter, the dissident legacy, by primarily focusing on negative liberty, also teach that the liberal tradition is so vulnerable it must be guarded uncritically » (cité dans Lindhal, 2002). Aux yeux de Michnik, plus rien n'était comme par le passé. Il se justifiait :

After 1989, the game had new rules... We had to free ourselves of some illusions of our own. Many of us simply could not imagine that modernization meant a total divorce from a socialized, state-owned economy. Many of us shared the idea of "socialism with a human face"... After 1989, all of this was replaced by the logic of privatization and rapacious capitalism, and the social group whose strikes had won the freedom for Poland – the worker – were to become the first victims of social transformation... Yet we also understood that the way to Europe was through the market and privatization... Of course, we brought into the new time many of the animating values from our years of social resistance: pluralism, tolerance, civic freedom, as well as a conviction that the market is the best regulator of economy – not only the best regulator, but also perhaps the most just. Yet the market does not possess a heart and thus it needed to be corrected (Michnik, 2002, p. 129-130).

Les critiques du même type que celles formulées Katznelson sont devenues plus courantes dans les débats entourant la guerre en Irak en 2003. Le soutien intellectuel et moral que Michnik, Havel et Konrad ont apporté à l'administration Bush dans le cadre de l'intervention armée, a participé à ternir la réputation des anciens dissidents. On les a accusés d'avoir perdu leur sens critique, d'être devenus les défenseurs de l'impérialisme américain et des admirateurs inconditionnels de l'occident (Semler, 2003). Michnik a répondu à ces différentes attaques dans la « Gazeta »⁶¹ et lors de débats d'opinion [dont un avec Daniel Cohn-Bendit]⁶². Dans

⁶¹ Michnik, Adam (2003) *We, the Traitors. In Support of President Bush*, *Gazeta Wyborcza*, Poland, March 28. Article disponible à l'adresse Internet suivante: www.worldpress.org/Europe/1086.cfm.

⁶² Débat entre Adam Michnik et Daniel Cohn-Bendit publié dans *Le Monde* (29/04/2003) sous le titre : Confrontation Michnik/Cohn-Bendit : Débat d'après guerre. Cet article est disponible à

son article, *We the Traitors* (2003), Michnik a défendu et justifié sa position sur la guerre en Irak. Il écrivait :

I aim to avoid double standards in thinking about the world. I thus aim to use the same criteria in assessing the arrogance of all great powers, not just the Bush administration. Brutal power is equally repugnant whether executed under a red banner or a black one. The belief that there was no rightist or leftist torture, no progressive or reactionary torture was a fundamental principle we lived by. It led us to reject the hypocrisy of the Western left, which proclaimed that even bad communism was better than a good capitalism because it was the former and not the later that led to a bright future. What, then, is our betrayal? Today we reject the notion of equality between a regime that belong to the democratic world-even if it is conservative and disagreeable-and a totalitarian dictatorship, whether black, red or green. (Michnik, 2003)

En expliquant dans la « Gazeta » sa position au sujet de la guerre en Irak, Michnik a également formulé une critique des intellectuels de gauche « occidentaux », des mouvements pacifiques et de l'anti-américanisme exprimé par une large couche de la population mondiale. « Anti-Americanism is a mixture of right-wing xenophobia and left-wing slogan and resentments, combined with an often violent opposition to economic globalization » (Michnik, 2002, p. 133-134). Michnik a critiqué sévèrement l'anti-Américanisme des intellectuels de gauche en Occident et des mouvements pacifiques. À ses yeux, l'anti-Américanisme est une forme de fondamentalisme radicale, une sorte de « proto-facisme » (Michnik, 2002) qui a gagné une large couche de la population européenne et qui menace le monde démocratique. Pour lui, la véritable menace n'était pas l'impérialisme américain, mais le terrorisme des fondamentalistes islamiques. Michnik faisait appel à son expérience sous un régime totalitaire pour expliquer sa position.

I remember my nation's experience of totalitarian dictatorship. This is why I was able to draw the right conclusion from Sept 11, 2001. Watching the collapsing World Trade Center towers made me realize that the world was facing a new totalitarian challenge. Violence, fanaticism, and lies were challenging democratic values. Many of us participated in the anti-American protest of 1968, but today we just do not understand those protesting under Saddam Hussein's portraits. The hatred felt toward America become absurd when it cease to be a critical stance that is normal within democratic discourse and take up the defense of brutal, totalitarian dictatorship. One cannot perceive totalitarian threats in Geoge W. Bush's policies and at the same time defend Saddam Hussein. There are limits to absurdity, which should not be exceeded recklessly. This is why we are at odds with today's pacifists: we will not peacefully pave the way for those who committed the crimes of Sept. 11 and their allies. (Michnik, 2003)

5.10 Conclusion

Le parcours d'Adam Michnik est particulier. Il est passé d'une position d'intellectuel « incompetent » dans le socialisme tardif à une position d'intellectuel « quasi-compétent » dans la période libérale post-communiste. Bien que le changement de position de Michnik n'ait pas été aussi radical que dans le cas de Havel, il faut remarquer que cette transformation a eu également un certain impact sur son activité critique et sur sa vision politique.

Alors qu'il était dissident, Michnik a poursuivi une critique des régimes communistes qui paraît sous le signe de la modération et du compromis. La répression politique dont il a été la victime lui a conféré un rôle de premier plan dans la chute du communiste et une certaine légitimité particulière pour faire ses activités de critique. Dans le cadre de son combat contre le totalitarisme, il s'est forgé une réputation internationale, très forte en Occident. Du temps qu'il était un dissident, ses essais étaient interdits de publication, ses prises de position censurées par les autorités communistes. Malgré tout, il réussissait à avoir de l'influence et ses idées ont souvent été retenues. En tant que rédacteur en chef de la « Gazeta », l'activité

intellectuelle de Michnik se présente de manière différente. Dans cette période libérale que le post-communisme, Michnik n'était plus un prisonnier politique, il n'était plus censuré, bref il n'y avait plus de parti politique tout-puissant pour faire de sa critique, une activité dissidente. Bien au contraire, sa nouvelle position dans le post-communisme lui assure une tribune quotidienne non négligeable. La Gazeta étant le journal le plus vendu en Pologne, les articles de Michnik sont maintenant diffusés à grande échelle. Plusieurs de ces articles sont également traduits et publiés dans des journaux étrangers occidentaux où il a encore aujourd'hui, beaucoup de lecteurs. Sa position sociale dans le post-communiste a amené Michnik à être aujourd'hui, encore, considéré en Occident comme l'un des intellectuels les plus influents d'Europe, et ce, malgré la controverse et les critiques soulevées en Pologne par sa nouvelle attitude et ses prises de position. En effet ses prises de position ont été critiquées à de nombreuses reprises en Pologne, contrairement à l'époque où il était dissident. Michnik n'a plus l'autorité et la légitimité que lui conférait le contexte répressif du socialisme tardif.

Passons maintenant au dernier cas : György Konrád. Le parcours de Konrád est différent de celui de Havel et de Michnik, dans le sens où les transformations sociales entraînées par les événements de 1989 n'ont pas affecté la position qu'il occupait dans le champ politique et social. Il est resté un intellectuel « incompetent », à savoir un écrivain. Voyons donc quel a été l'impact de la chute

du communisme sur les activités intellectuelles de Konrád et sur sa vision politique et morale.

CHAPITRE 6 : GYÖRGY KONRÁD

Les analyses de Václav Havel et d'Adam Michnik étant terminées, il nous reste le cas de György Konrad à préciser, afin d'évaluer l'impact de la chute des régimes communistes sur le parcours des anciens dissidents. Dans ce chapitre, le but est de saisir les répercussions des révolutions de 1989 en Europe centrale et de la transition démocratique sur la façon dont György Konrad poursuit ses activités critiques et sur le contenu de cette critique. En effet, selon notre hypothèse, la chute du communisme en Europe devrait avoir eu une influence, à des degrés différents, sur l'ensemble des activités des anciens dissidents. Les cas de Havel et de Michnik étaient représentatifs d'un changement de position subit par les intellectuels suite aux révolutions de 1989. Konrad est, pour sa part, représentatifs d'un intellectuel qui a conservé la même position; celle qu'il occupait dans le socialisme tardif, à savoir, une position d'intellectuel « incompetent ». Le cas de Konrad est très intéressant dans le cadre de la présente recherche parce que son activité critique s'est effectuée à partir de la même position sociale avant et après 1989. À l'issue de l'analyse de l'évolution de la vision politique et morale de Konrad, nous serons en mesure de saisir l'impact de la chute des régimes communistes sur les activités, l'attitude et la vision politique d'un intellectuel qui est resté dans la même position sociale que dans le socialisme tardif.

À partir de ces essais politiques principaux, nous serons en mesure de saisir l'évolution et les transformations dans sa vision morale et politique. Tout comme les deux autres intellectuels analysés, Konrad est traduit et publié à grande échelle.

Cependant, dans nos recherches nous avons été amenés à constater que Konrád retient moins l'attention que Havel et Michnik. Des centaines de livres sont écrits sur Havel, ce n'est pas le cas de Konrád. Cela est compréhensible en fonction de la position sociale qu'il a occupée. *La marche au pouvoir des intellectuels* (1979) et *L'Antipolitique* (1987) sont les deux œuvres que Konrád a écrites sous le socialisme tardif et qui nous servent à des fins d'analyse. Pour ce qui est des essais qu'il a écrits dans la période post-communiste, nous nous pencherons sur *The Melancholy of Rebirth* (1995) et des articles qui ont été publiés dans des journaux⁶³. Avant de se lancer dans l'analyse de la vision de Konrád, il est nécessaire de commencer par un petit résumé de sa vie.

6.1 Parcours de vie⁶⁴

György Konrád est né en Hongrie en 1933 dans une famille juive. Durant la Deuxième Guerre mondiale, Konrád fuit à Budapest pour vivre avec une tante. Après l'arrivée des communistes au pouvoir en Hongrie, les parents de Konrád, qui avaient survécu au nazisme, ont perdu leur propriété et leur commerce. Durant les années 1950, il a étudié la littérature et la sociologie à l'université Lorand Eötvös. En 1956, en tant que supporteur des réformes mises de l'avant par le réformiste Imre Nagy, il a participé à l'Insurrection de Budapest lors de l'invasion soviétique. Dans les années 1960, il a occupé différentes fonctions dans la société hongroise: travailleur social auprès des jeunes, assistant infirmier dans un asile, juge de tutelle,

⁶³ On retrouve les articles et les essais de Konrad dans des journaux tels que : *The New York Review of Books*, *FAZ Frankfurter Allgemeinen Zeitung*, *Lettres Internationales*.

⁶⁴ La majorité des éléments biographiques de Konrad ont été tirés de l'Internet. Le site www.kirjasto.sci.fi/konrad.htm est particulièrement intéressant.

sociologue dans un institut d'urbanisme relié à « l'école de Budapest ». En plus d'occuper la position de sociologue, il était affilié à l'Institut de recherche en littérature de l'Académie. Les ennuis de Konrád avec les autorités communistes ont commencé dans les années 1970 suite à la publication d'une recherche sur les intellectuels dans les pays communistes européens. Il a passé quelques temps en prison et a perdu la position de chercheur qu'il occupait.

Si ses prises de position contre le parti communiste l'ont rendu populaire dans les cercles d'opposition de Hongrie, c'est en Occident qu'il est davantage reconnu comme dissident, particulièrement après sa participation aux conventions END dans les années 1980. La censure et la répression dont il a été victime ont sûrement suscité l'intérêt des occidentaux pour ses réflexions⁶⁵. Le contexte davantage « ouvert » de la Hongrie a offert la possibilité à Konrád de voyager en Occident durant les années 1980. De 1982 à 1984, Konrád a habité Berlin Ouest et, en 1986, il a été invité aux États-Unis pour enseigner la littérature. Au cours de ces voyages, il a participé activement aux dialogues est-ouest réunissant les mouvements pacifiques de l'Ouest et les dissidents d'Europe centrale contrairement à Havel et Michnik, qui à cette époque, se retrouvaient derrière les barreaux. Durant cette période, il a donné des conférences dans le but de sensibiliser l'occident au contexte totalitaire d'Europe centrale. Beaucoup d'intellectuels Occidentaux restaient attachés à l'idéal socialiste. (Burke, 2000). Konrád a cherché à palier ce parti pris en rappelant aux intellectuels de gauche à l'Ouest que le socialisme tardif en Europe centrale était de nature brutale et totalitaire. C'est également durant cette période

⁶⁵ Noté par Daniel Cohn-Bendit dans la préface de *L'Antipolitique* (1987).

que Konrád a rédigé une série d'essais qui ont été publiés sous le titre : *L'Antipolitique* (1987 [1982]).

Le rôle de Konrád dans la lutte au totalitarisme et dans la chute du régime communiste en Hongrie lui a donné la reconnaissance internationale. Cette réputation était toutefois particulièrement forte en Occident. À titre d'écrivain, il a été le récipiendaire de différents prix : le Herder-Prize (1984), le European Essay Prize (1985), le Maecenas Prize (1989) et le Manès-Sperber Prize (1990) ce qui a également participé à augmenter son prestige. En 1990, il a été nommé à la présidence du PEN International, fonction qu'il a occupée jusqu'en 1993. Il a par la suite été président à l'Académie des Arts de Berlin en 1997. Konrád a poursuivi son métier d'écrivain essayiste dont il est la figure la plus reconnue de Hongrie. Ses prises de position en faveur de la liberté d'expression, des Droits de l'homme et de la démocratie lui ont donné une notoriété internationale, il est également considéré par certains comme l'écrivain d'origine hongroise le plus connu internationalement. Au cours des années 1990, il a continué la rédaction de nouvelles, dont certaines ont été traduites en serbe, en allemand et en anglais. Il a poursuivi également l'écriture d'essais politiques. Il en a publié deux collections : *The Melancholy of Rebirth* (1995) et *The Invisible Voice* (2000) (dont le thème central du dernier est les juifs en Europe). Ces essais poursuivaient les réflexions qu'il avait commencées à l'époque du socialisme tardif et ils reprenaient des thèmes comme la démocratie, la liberté, l'Europe et les Droits de l'Homme⁶⁶.

⁶⁶ Information biographique sur : www.kirjasto.sci.fi/konrad.htm.

Son premier livre de fiction, *The Case Worker* (1969), est en partie basé sur son expérience de travailleur social auprès des jeunes. Ce premier roman a été publié en Hongrie et à l'étranger également. Il lui a valu des critiques positives en Occident et une reconnaissance internationale alors qu'en Europe centrale, il a été sévèrement reçu. Il diffusait, disait-on, une vision négative des pays socialistes. À cette époque, en plus de s'adonner à l'écriture de fiction, Konrád travaillait comme sociologue à l'Institut d'Urbanisme de Budapest. En 1974, il a terminé la rédaction d'une recherche, qu'il menait en collaboration avec Ivan Szelényi, dont le thème central était le rôle et la fonction des intellectuels dans les sociétés communistes est-européennes. Cette recherche, qui a pour titre *La marche au pouvoir des intellectuels* (1979, [1974]), contenait, en plus d'une analyse de l'organisation sociale des systèmes socialistes d'Europe centrale, une critique sévère du parti communiste, de la répartition des pouvoirs et de la « redistribution économique rationnelle »⁶⁷. Konrád et Szelényi n'ont pas trouvé d'éditeur pour publier de manière officielle leur recherche. Elle a été diffusée par les samizdats et, par la suite, publiée à l'Ouest (1979).

Konrád et Szelényi ont été arrêtés et mis en prison lorsque la police a trouvé des évidences que la recherche circulait illégalement. Aux yeux du parti communiste, le propos de la recherche était « contre-révolutionnaire » et ses auteurs des « ennemis publics ». Konrád a été délesté de son poste de chercheur en

⁶⁷ La redistribution économique rationnelle faisait référence selon Konrad à l'aspect centralisé des décisions économiques dans les systèmes socialistes. Dans le cadre de la structure hiérarchique du pouvoir dans le pays socialistes d'Europe centrale, les dirigeants du parti communiste et la bureaucratie d'État décidaient de tout : privilèges économiques et sociaux, salaires, coût de la vie, rythme et quantité de production.

sociologie et la publication de ses écrits a été interdite. Avec cet épisode de répression, le rôle de Konrád dans la lutte contre les régimes communistes est devenu plus clair. Szelényi a choisi l'exil en Occident pour échapper à la répression communiste, alors que de son côté Konrád a refusé l'exil et est resté en Hongrie. Il s'est tourné vers l'écriture de nouvelles de fictions et d'essais politiques réclamant la liberté d'expression et la fin de la censure. Ces essais ont été diffusés dans les samizdats de Hongrie (le pays réputé pour être le plus libéral d'Europe centrale). C'est donc à partir d'une position d'intellectuel « incompétent » que Konrád a poursuivi des activités critiques durant le socialisme tardif. Parmi ses romans et essais, on compte : *Le visiteur* (1974), *Les fondateurs* (1975), *Le Complice* (1979) et *L'Antipolitique* (1987). Ils sont parus aux éditions du Seuil en France.

6.2 Les intellectuels et leur rôle, « la marche au pouvoir »

La Marche au Pouvoir des Intellectuels avait comme objet l'organisation sociale des pays socialistes européens, la répartition du pouvoir et le rôle particulier des intellectuels dans ces sociétés. La recherche avait comme principal objectif de décrire le cheminement des intellectuels en Europe centrale et orientale vers une position de pouvoir. Il est nécessaire de noter ici que les « intellectuels » auxquels Konrád et Szelényi faisaient référence ne correspondent pas à la définition que nous donnons de l'intellectuel dans cette recherche. Pour Konrád et Szelényi l'intellectuel est celui qui occupait la position de redistributeur dans la planification des régimes communistes, ce qui équivalait à une position « compétente » et non pas, à une position « incompétente » comme dans le cas des dissidents. La définition qu'ils

donnent est somme toute assez similaire à celle que donnait Bauman des intellectuels en Europe centrale et orientale, à savoir, des intellectuels ayant une fonction et un rôle politique. Leur analyse permet de saisir la transformation du rôle des intellectuels dans la structure sociale particulière des pays socialistes. Voyons comment ils concevaient le rôle de ces intellectuels.

La structure sociale du socialisme obéit au principe de la redistribution rationnelle. Nous la considérons comme une structure de classes à deux pôles : l'intelligentsia, organisée autour de la position de redistributeur, et la classe ouvrière, privée du droit de redistribuer mais directement engagé dans la production de surplus. Le redistributeur justifie son pouvoir par la rationalité. C'est le pouvoir d'une classe, celle de l'intelligentsia, bien que la redistribution proprement dite soit confiée à un groupe restreint d'intellectuels-la bureaucratie de l'État et du parti communiste. La redistribution moderne remplace les mécanismes du marché par des décisions administratives dont l'exécution est assurée par une organisation bureaucratique omniprésente et monolithique. C'est donc dans les couches supérieures l'élite bureaucratique que sont prises les décisions les plus importantes. Cette élite est composée de fonctionnaires intellectuels. Tous les intellectuels ne participent pas à l'activité de redistribution, mais toutes les décisions redistributives sont prises par des bureaucrates intellectuels (Konrád et Szelényi, 1979 [1974], p. 149-150).

L'analyse proposée dans *La marche au pouvoir des intellectuels* comportait également une importante dimension critique. La thèse principale des auteurs est que la classe la plus opprimée sous le communisme était les ouvriers et, ce malgré le fait que le socialisme se réclamait d'une dictature du prolétariat. L'analyse faite par Konrád et Szelényi soulignait le rôle central du parti communiste et le rôle du marxisme dans le maintien de la structure sociale. Ils écrivaient :

Cette organisation – le parti communiste – veille à la sauvegarde de la conquête politique la plus importante du socialisme, le maintien de la subordination de l'économie à la politique et, conformément à ce principe, à la coordination des bureaucraties partielles. Le Parti est au-dessus des parties; il n'est pas un des rouages du mécanisme politique, il est le mécanisme politique lui-même. Le lieu de rencontres des représentants du parti est non le parlement, mais les organes élus du parti, le congrès et le comité central. La composition du parti et sa ligne politique ne peuvent être débattues que devant ces instances. Pour légitimer son pouvoir, le parti – ou plutôt sa direction – se prétend être le parti de la classe ouvrière, déclarée

classe dirigeante de la société. Mais c'est là plus un axiome plutôt qu'une réalité (Konrád, Szelényi, 1979 [1974], p. 163-164).

La critique formulée par Konrád et de Szelényi ne s'arrêtait pas à une critique de la structure à deux pôles ou de l'idéologie dominante. En effet, ils mettaient également en doute la portée réelle des réformes mises de l'avant par les partis communistes. Aux yeux de Konrád et de Szelényi, ces réformes ne remettaient jamais en question la structure sociale et le monopole politique absolu du parti communiste. Les réformes étaient, selon eux, l'expression d'une lutte d'intérêts au sein même de la caste d'intellectuels au pouvoir.

Les réformes économiques et sociales de la période post-stalinienne, ses libéralisations et ses durcissements reflètent toujours les conflits d'intérêts surgis au sein de la classe d'intellectuels. L'enjeu est la délimitation des groupes d'intellectuels susceptibles d'intervenir dans les décisions concernant la redistribution. Mais les décentralisations en série et les possibilités accrues accordées à certaines couches d'intellectuels n'ont jamais mis en cause la structure du régime (Konrád et Szelényi, 1979 [1974], p. 201-202).

Selon Konrád et Szelényi, certaines réformes économiques et sociales ont été mises de l'avant par le parti communiste pour consolider leur monopole décisionnel. Selon eux, les réformes octroyaient des bénéfices et des avantages à certains groupes privilégiés d'intellectuels et d'ouvriers loyaux. Selon Konrád et Szelényi, l'objectif des communistes était de créer, par le biais de privilèges accordés à une aristocratie intellectuelle et ouvrière, un groupe d'individus liés aux intérêts du parti et prêts à défendre leurs avantages. Konrád et Szelényi expliquaient que :

La caste régnante s'efforce de rompre l'unité de la classe des intellectuels. Elle vise à empêcher les intellectuels de s'allier aux ouvriers contre la caste. Aussi, la caste s'efforce-t-elle de provoquer le clivage de l'intelligentsia en transformant les éléments loyaux de l'intelligentsia technique et économique en une technocratie dotée de privilèges et qui partagerait la mentalité de la caste – et en exerçant un contrôle sévère sur les autres intellectuels, notamment sur ceux de type littéraire, allant jusqu'à expulser de la caste les

éléments les plus rebelles ou simplement mécontents. (Konrád et Szelényi, 1979 [1974], p. 216)... C'est donc la politique du bâton et de la carotte : privilèges accrus accordés à l'aristocratie ouvrière, sanction plus sévère frappant les ouvriers désireux d'assouplir leurs conditions économiques pour améliorer leur situation (Konrád et Szelényi, 1979 [1974], p.218).

Dans la conclusion de leur recherche, Konrád et Szelényi ont porté un intérêt particulier aux intellectuels qui étaient refoulés en périphérie du pouvoir : les mécontents et les rebelles. Pour Konrád et Szelényi, ceux-ci constituaient « l'intelligentsia marginale » d'Europe centrale; ce que nous, nous appelons dans cette recherche : les intellectuels « incompetents », les dissidents. Ceux-ci étaient décrits par Konrád et Szelényi comme des idéologues qui, loin de s'opposer à une classe sociale étrangère, s'opposaient directement à la domination de leur propre classe sociale. Selon eux, le rôle de ces intellectuels était très important dans la création d'une conscience sociale critique. La position qu'ils occupaient dans la structure sociale et le travail critique qu'ils poursuivaient ont placé ces intellectuels en opposition avec le pouvoir. Konrád et Szelényi observaient :

À l'époque du compromis, les marginaux de l'intelligentsia ne risquent guère d'autres sanctions que des mises en quarantaine, des éclipses provisoires : interdiction leur est faite de publier leurs œuvres, des tentatives sont menées pour les présenter comme des pestiférés, etc. Ce qui caractérise l'attitude de ces créateurs, c'est le fait d'assumer leur situation et de la mettre à profit... Alors les partisans prudents de la caste s'écartent lentement de ces éléments, l'appareil du parti augmente sa propre cohésion en présentant ces intellectuels réputés critiques comme des ennemis publics (Konrád et Szelényi, 1979 [1974], p. 234-236).

Selon Konrád et Szelényi, « les intellectuels marginaux », en fonction de leur position dans la structure sociale, avaient développé une attitude et une conscience propre à leur situation. Ils expliquaient que la répression politique dont ces intellectuels étaient victimes a participé à unir ces intellectuels et ce malgré les

différences notables qu'il y avait entre eux et leur vision politique. Konrád et Szelényi notaient à ce propos :

La répression commune dont ils sont les victimes tisse des liens de solidarité entre ces divers marginaux, quelles que soient leurs conceptions. Leurs conditions de vie similaires provoquent également un rapprochement entre eux. Ils finissent donc par élaborer une sous-culture marginale particulière, faite d'humour noir, de tolérance mutuelle, de respect de l'autonomie, voire de discipline conspiratoire, d'antipathie commune à l'égard de toute autorité officielle, qu'elle se manifeste du côté de la police politique ou sur le plan du mode de vie de la technocratie (Konrád et Szelényi, 1979 [1974], p. 245).

Pour Konrád et Szelényi, le socialisme était caractérisé par l'omniprésence de l'idéologie communiste et du marxisme ainsi que par le monopole culturel des communistes. Ils faisaient remarquer dans leur recherche que « si dans les conditions de la redistribution rationnelle, la science ne formule que des idéologies de la classe dirigeante, la science de l'éthos redistributif, ne nous trouvons-nous pas à l'époque de l'idéologie totale? » (Konrád et Szelényi, 1979, p. 249). Konrád et Szelényi critiquaient ce phénomène, ils déclaraient que « la critique idéologique doit laisser place à la critique de l'idéologie » (Konrád et Szelényi, 1979, p. 249).

La conclusion de la recherche avançait des éléments très intéressants. Konrád et Szelényi y exposaient les bases d'une stratégie qui permettrait à « l'intelligentsia marginale » de dépasser les paradigmes imposés par les communistes. Ils écrivaient :

Seule une critique de la société et de l'idéologie peut conduire à la mise au point d'une stratégie internationale (Est-Ouest) de la nouvelle gauche... Par le passé, la nouvelle gauche ne savait se démarquer nettement de la gauche traditionnelle téléologique, dont la logique conduit précisément à la redistribution rationnelle. Si la gauche continue de soutenir que la tâche de l'intelligentsia est de diriger des mouvements d'opposition, rien d'essentiel ne la distinguera du bolchevisme traditionnel. Il convient donc de reformuler les critères de la gauche, car ce qui autrefois passait pour être de gauche peut aujourd'hui se révéler comme étant de droite. La pensée de

gauche cesse d'être de gauche, si elle ne sert que l'éthos redistributif (Konrád et Szelényi, 1979 [1974], p. 249-250).

Le thème des intellectuels était central pour Konrád. Cette idée de la « stratégie internationale » des intellectuels de gauche était un point central de sa vision politique. Elle revient également dans *L'Antipolitique* sous la rubrique de « l'intégration mondiale de l'intelligentsia » (Konrád, 1987 [1982]). Dans la vision de Konrád, les intellectuels « marginaux » ou « incompetents » étaient les acteurs principaux de la lutte contre le totalitarisme et ceux qui avaient le pouvoir de mettre un terme à la Guerre Froide.

6.3 L'antipolitique

C'est en 1982, que Konrád a terminé la rédaction des essais politiques à partir desquels a été constitué : *L'Antipolitique*. Il s'agit d'un livre très important dans les cercles dissidents d'Europe centrale. Toujours victime d'un interdit de publication en Hongrie, le livre de Konrád a été traduit et publié en 1987 en France. Dans ces essais, Konrád a poursuivi sa réflexion autour de thèmes comme : les Droits de l'homme, la paix, la société civile, l'Europe, le pouvoir politique, les intellectuels, la démocratie et « l'antipolitique ». C'est dans cette collection d'essais que l'on trouve la vision politique et morale la plus complète de Konrád dans le socialisme tardif. Il en a présenté les thèmes à la deuxième convention européenne END à Berlin Ouest en 1983. Examinons la vision politique et morale mise de l'avant par Konrád dans *L'Antipolitique*.

L'Antipolitique est en grande partie une réflexion critique sur la Guerre Froide et les conséquences de celle-ci en Europe. Aux yeux de Konrád, l'Europe toute

entière est tombée sous la domination des deux superpuissances suite aux Accords de Yalta (1945). L'Europe occidentale est tombée sous la domination américaine alors que les pays d'Europe centrale et orientale ont été absorbés par l'empire soviétique. Konrád percevait ainsi la situation européenne :

Yalta implique que le statu quo militaire détermine le statu quo politique. La moralité de Yalta est simple : ceux qui ont les bombes décident du système social et politique. Le statu quo en Europe représente la pétrification d'une situation d'occupation exceptionnelle qui a fait suite à une guerre. Les déclarations diplomatiques et le consensus politique entre les nations convergent pour présenter cette situation comme un état de choses normal. A Helsinki, tous les États impliqués ont solennellement déclaré que cette absurdité aurait désormais force de loi (Konrád, 1987 [1982], p. 16).

Dans cette citation, la critique que Konrád fait de Helsinki est particulièrement intéressante. À ses yeux, la Guerre Froide n'était pas une guerre idéologique. Ce n'était pas un combat entre l'idéologie capitaliste et l'idéologie communiste. Aux yeux de Konrád, c'était une lutte entre les diverses élites nationales. Il écrivait :

Ce qui est fondamental et décisif, c'est la stratégie de l'État-nation, que la classe politique de chaque nation invente puis déclare être identique à l'intérêt du pays. Les divers appels universalistes à la classe ouvrière ou au christianisme ne sont que des armes dans la stratégie de l'État-nation (Konrád, 1987 [1982], p. 24).

Selon la vision de Konrád, la Guerre Froide était une lutte entre les élites politiques américaines et russes dont l'objectif était la domination mondiale. En ce sens, la réflexion de Konrád l'amenait à être, tout comme Havel, hostile et ambivalents les membres de la classe politique, autant l'élite américaine que l'élite soviétique. Plus qu'une simple critique des hommes politiques ou du pouvoir, la réflexion de Konrád l'amenait à condamner toutes formes de politiques. Konrád reprenait à son compte l'idée de Machiavel, selon laquelle, tout homme politique

cherche à maximiser son pouvoir, peu importe les moyens qu'il utilise. Konrád écrivait :

La force motrice de la lutte pour le pouvoir mondial n'est pas un engagement idéologique en faveur de tel ou tel système social ou politique ou des valeurs d'une culture donnée; c'est l'irrépressible besoin de domination qu'éprouvent les élites nationales les plus fortes, besoin que l'on peut trouver au premier chef au sein de leurs classes politiques et de leurs élites militaires et techniques. Le milieu où se déploie la politique est celui du pouvoir qu'on peut exercer sur les gens – et ce pouvoir s'appuie sur des armes (Konrád, 1987 [1982], p. 26).

Contrairement à la vision politique et morale mise de l'avant par Havel ou Michnik, les Droits de l'homme n'était pas le thème central dans la stratégie de *L'Antipolitique*. Rappelons-nous qu'il était critique face à Helsinki. Konrád a abordé le thème des Droits de l'homme pour critiquer les élites politiques des deux superpuissances. Il reconnaissait que l'Europe occidentale avait mieux réussi que l'Europe centrale et orientale dans le cadre de sa tutelle : elle était plus libre. Toutefois, il restait très critique envers la politique étrangère américaine qui, selon lui, n'avait rien à voir avec les Droits de l'homme. À ce titre, Konrád soulignait le rôle des Américains dans le soutien aux dictatures militaires en Amérique du sud et concluait que les Droits de l'homme ne faisait pas plus partie de la stratégie politique américaine que celle des Russes.

En ce qui nous concerne, nous Européens du Centre-Est, nous avons appris que l'Amérique reconnaît de facto l'hégémonie soviétique sur notre espace. Elle ne soutient les tentatives de luttes pour l'autonomie (qu'elles soient de réussites ou des échecs) que dans la mesure où elles peuvent être exploitées à des fins de propagande dans le camp américain. Nous avons été témoins d'une tentative visant à faire de la défense des droits de l'homme le cheval de bataille de la politique étrangère américaine, en tant que réponse théâtrale aux restrictions imposées aux droits de l'homme dans les pays de type soviétique. Aujourd'hui, cependant, le gouvernement américain retire progressivement les droits de l'homme de l'ordre du jour; la *realpolitik* a triomphé de l'idéalisme. En attendant, les idéologues déclarent que les violations des droits de l'homme sont moins sérieuses si elles se produisent

dans les pays amis plutôt que dans des pays communistes (Konrád, 1987 [1982], p. 31-32).

À ce sujet, dans la foulée du dialogue est-ouest entre les dissidents d'Europe centrale et mouvements occidentaux, différentes actions plus ou moins symboliques ont été prises. La collaboration entre les dissidents et les mouvements pacifiques a mené à la rédaction d'un mémorandum. Le texte intitulé « *Donner vie aux Accords d'Helsinki* » (1986) a été ratifié par différents intellectuels, dont Konrád. Il a été présenté aux gouvernements des pays qui avaient participé au CSCE à Helsinki en 1975. Avec les Droits de l'homme comme thème central, le mémorandum proposait une stratégie commune, un processus qui permettrait à l'Europe de sortir du statu quo imposé par la Guerre Froide. La collaboration est-ouest a donné naissance à des manifestations de soutien en faveur des prisonniers politiques en Europe centrale et orientale. En 1989, alors que la Hongrie était en pleine révolution, Konrád a signé une pétition avec d'autres dissidents d'Europe centrale et des intellectuels occidentaux pour forcer le gouvernement communiste tchécoslovaque à libérer les prisonniers politiques qui étaient toujours en prison.

Dans l'esprit de Konrád, les conséquences de la Guerre Froide étaient attribuables aux deux superpuissances. Les deux devaient être blâmées pour la séparation de l'Europe. Pour Konrád, seule une Europe libre et autonome envers les deux puissances pouvait apporter une solution à la Guerre Froide. Konrád était partisan d'une solution pan-européenne ou trans-européenne. Il écrivait :

Les Russes et les Américains ne peuvent être empêchés d'entrer en conflit au sujet de l'Europe que si les pays européens poursuivent une politique qui leur soit propre, c'est-à-dire si les diverses nations d'Europe subordonnent aussi peu que possible leurs relations à la politique des blocs que mènent les grandes-puissances (Konrád, 1987 [1982], p. 62).

Pour Konrád, la stratégie qu'il mettait de l'avant était formulée autour des thèmes de l'antipolitique et de la société civile. La stratégie de Konrád, comme celle de Havel et de Michnik, avait des caractéristiques de nature antagoniste. Sous le socialisme tardif, Konrád distinguait la société civile de l'État et le pouvoir « spirituel » et « intellectuel » de l'esprit antipolitique était opposé au pouvoir politique de l'État. Dans ce passage de *L'Antipolitique*, Konrád critique les États socialistes et le primat du politique dans les pays soviétiques d'Europe centrale.

Ce qui occupe avant tout nos esprits en Europe de l'Est n'est pas de savoir si une politique est bonne ou mauvaise, mais la surabondance de politiques que l'on trouve partout. L'État entraîne une quantité incalculable de problèmes, de questions et de décisions qui n'ont rien à voir faire dans le domaine de la politique-qu'il s'agisse de questions privées ou de questions techniques qui, en dernière analyse, ne regardent en rien l'État (Konrád, 1987 [1982], p. 205).

Pour lutter contre les régimes communistes, Konrád a développé le concept d'antipolitique. L'antipolitique était conçu par Konrád comme l'attitude particulière que devait adopter les dissidents ou, à un plus large niveau, toute personne qui souhaitant s'opposer aux régimes communistes. Konrád décrivait l'attitude antipolitique de cette façon :

L'antipolitique est le rejet du monopole de la classe politique sur le pouvoir. L'Antipolitique est l'activité de ceux qui ne veulent pas être des politiciens et qui refusent d'avoir leur part du pouvoir. L'Antipolitique est l'émergence de forums indépendants auxquels on peut faire appel contre le pouvoir politique, c'est un contre pouvoir qui ne peut prendre le pouvoir et qui ne le souhaite pas. Elle a déjà du pouvoir, ici et maintenant en raison de son poids moral et culturel (Konrád, 1987 [1982], p. 207).

Aux yeux de Konrád, c'était dans la population que la démocratie pouvait s'exprimer le plus facilement sous le socialisme tardif. Dans *L'Antipolitique*, Konrád explique que les Hongrois « ne cherchent pas à conquérir les institutions et à les façonner à leur image, mais ils cherchent à élargir les limites de leur existence

privée » (Konrád, 1987 [1982], p. 181). Selon la vision de Konrád, l'antipolitique était relié à « l'éthos » de la société civile. En suivant cette même logique, la société civile était donc à comprendre en opposition avec l'État et le pouvoir politique. Dans son essai sur les dissidents, Folke Lindahl résumait le concept de société civile mise de l'avant par Konrád : « civil society, it is virtually any activity, political, cultural, economical, that escape the meddling of the communist state apparatus » (Lindahl, 2002).

La définition que Konrád donnait de la société civile dans son livre restait très large. En fait, tout ce qui ne rentrait pas dans la sphère d'influence de l'État communiste appartenait au règne de la société civile. Toutefois, selon Konrád, certaines personnes étaient plus disposées à adopter le rôle et l'attitude antipolitique : les intellectuels (marginaux) particulièrement les artistes et les écrivains. Selon Lindahl, le rôle que Konrád attribuait aux intellectuels était énorme peut-être même, un peu trop romantique (Lindahl, 2002). Selon Konrád, les intellectuels représentaient les individus ayant le plus grand potentiel dans le cadre de la lutte au totalitarisme en Europe centrale. L'antipolitique proposait aux individus d'agir en dehors de la ligne politique établie par les grandes puissances dans cadre du *statu quo* de la Guerre Froide. Pour Konrád, les intellectuels étaient les mieux placés pour jouer ce rôle.

Il apparaît que l'intelligentsia et non la classe ouvrière est spécifiquement porteuse de l'internationalisme. Les intellectuels ont élaboré toute une infrastructure de la communication internationale. Leur réseau d'institutions n'est pas moins dynamique et ne se développe pas moins que celui de l'État-nation (Konrád, 1987 [1982], p. 191).

Konrád prenait la peine de préciser que ce n'était pas tous les intellectuels qui entraient dans la catégorie associée à l'antipolitique et la société civile. Le doute de Konrád à l'égard de l'activité politique l'amenait à rejeter les intellectuels qui prenaient part à l'activité politique proprement dite. D'un autre côté, il encourageait l'autonomie et l'indépendance totale du travail intellectuel.

L'intellectuel créateur est au sommet s'il ne trouve plus aucune institution-État, Église, entreprise, industrie, université-capable de l'utiliser en tant qu'instrument... D'un autre côté, tous les intellectuels qui choisissent d'entrer dans la compétition pour des postes gouvernementaux de conseil ou de décision peuvent déjà être considérés comme des membres douteux de l'aristocratie intellectuelle (Konrád, 1987 [1982], p. 201-202).

Konrád pensait que « l'autorité intellectuelle ne devrait pas essayer d'être une autorité politique, et l'autorité politique ne devrait pas essayer d'être une autorité intellectuelle » (Konrád, 1987 [1982], p. 111). Ainsi aux yeux de Konrád, il est évident que le pouvoir « corrompt » la critique des intellectuels.

6.4 La paix

Pour Konrád, l'action de la société civile devait s'exercer en dehors du cadre de l'État et devait se poursuivre en dehors de la ligne de parti des deux superpuissances. Dans son essai, Konrád, a critiqué les mouvements pacifiques occidentaux. Selon Konrád, la stratégie de résistance mise de l'avant par les pacifistes, particulièrement ceux qui prenaient le désarmement comme cheval de bataille, était vouée à l'échec. Pour Konrád, le désarmement était improbable, particulièrement dans une période où la menace d'une guerre nucléaire était plus forte que jamais. Il écrivait à ce propos :

J'espère que des Européens de plus en plus nombreux vont finir par comprendre que la clé de la paix n'est pas le désarmement, mais le retrait bilatéral des forces militaires. La paix est avant tout une question de politique et non pas une question de technologie des armes (Konrád, 1987 [1982], p. 37).

Konrád avait la conviction que la clé de la paix se trouvait dans l'autonomie des pays européens. La position de Konrád sur la paix se rapprochait de celle de Havel dans le sens où, la paix en elle-même devait être subordonnée aux Droits de l'homme, à la liberté et à l'autonomie des peuples. Tout comme Havel, Konrád a critiqué les pacifistes qui plaçaient la paix au-dessus de toutes autres considérations, bref de ceux qui faisaient de la paix un dogme. Il croyait que les pays européens devaient convaincre l'URSS et les États-Unis que ni l'une ni l'autre ne pouvaient contrôler l'Europe. Dans le cas de l'Europe centrale, Konrád ne demandait rien de moins que l'autonomie, la liberté et la démocratie. Il écrivait :

Ce que nous voulons est une autodétermination illimitée, une démocratie illimitée, une liberté d'expression illimitée... Nous voulons les libertés civiles bourgeoises et un embourgeoisement qui ne soit pas entouré d'interdits. Nous ne voulons pas que les autorités aient des droits discrétionnaires sur nous. Nous voulons des garanties constitutionnelles; nous voulons qu'il soit clair que la semi-liberté n'est pas la liberté, qu'une demi-vérité n'est pas une vérité, que la libéralisation n'est pas le libéralisme, que la démocratisation n'est pas la démocratie. Nous ne voulons pas moins que ce qu'ont maintenant les démocraties les plus avancées... Comment l'obtiendrons-nous? Je ne vois pas d'autre solution que celle-ci : l'Europe doit proposer aux deux superpuissances qu'elles se retirent toutes deux de part et d'autre du rideau de fer. (Konrád, 1987 [1982], p. 55)

6.5 1989 et après

La chute du communisme en Hongrie a passé par des réformes politiques et par des négociations entre les mouvements d'opposition et le parti communiste hongrois. Cette révolution de nature pacifique a ouvert la voie à une période de libéralisation et de démocratisation en Hongrie. Les changements de 1989 en

Europe centrale ont mis un terme au primat de la sphère politique qui était une caractéristique du socialisme tardif. La structure sociale à parti unique qui consacrait le monopole décisionnel du parti communiste a disparu du paysage hongrois. La fin de la censure a donné à Konrád la chance de voir ses essais politiques et ses nouvelles être publiés en Hongrie. Voyons quelles répercussions a eu le nouveau contexte social qui s'est installé en Hongrie sur l'attitude et la vision politique de Konrád.

Konrád a élaboré, dès le début des années 1990, l'idée d'une charte démocratique. Il a fait la promotion de son idée lors de la conférence « Révolutions-Restaurations » et, dans *Lettres internationales*, il a publié également à cet effet un texte, *L'appel de Budapest* (1992), dans lequel il exposait l'objectif de son entreprise.

Notre but [à la Charte Démocratique] est la confrontation permanente des principes de la démocratie avec l'état de notre monde. Nos valeurs sont les suivantes : défendre et réinterpréter constamment les droits de l'homme et les droits civils. Défendre les règles de la démocratie politique contre toute atteinte violente. Défendre la pluralité, l'expression et le dialogue des cultures, des croyances et des opinions. Nous pensons qu'il est nécessaire de défendre ces valeurs, car elles sont en permanence menacées. La transformation démocratique de l'Europe orientale n'est pas encore assurée. Les processus antidémocratiques en Europe centrale et orientale peuvent renforcer des tendances similaires en Europe occidentale (Konrád, 1992, p. 16).

Comme dans les autres pays d'Europe centrale, le contexte social libéral et pluraliste qui a suivi la chute du communisme en Hongrie a soulevé une foule de tendances politiques et idéologiques. Konrád a souligné que ces tendances antidémocratiques et la menace du totalitarisme n'étaient pas des phénomènes

propres à l'Europe centrale et orientale. Selon lui, l'Occident pouvait également succomber à ces phénomènes.

Konrád a exprimé son idée de la Charte Démocratique à plusieurs reprises. L'idée principale qui ressort de ses essais est qu'il voulait conserver, par cette charte, une partie de l'activité de la société civile commencée durant les révolutions pacifiques de 1989. Dans cet essai, il est possible de constater que Konrád cherchait à conserver certains des principes qu'il avait mis de l'avant alors qu'il était dissident durant le socialisme tardif. Il est intéressant de noter que Konrád légitimait les principes et les valeurs de la Charte Démocratique sur la base de son expérience de dissident.

It [la Charte] wishes to become a free, transnational, interpersonal association that keeps alive the philosophy of democracy fresh and alive, disseminating it everywhere freedom-loving people gather to exchange ideas... It is not a party, has no membership, and represents no more than agreement in principle on a case-by-case basis...It represents a rejuvenation of the idea of the social contract on the part of the governed. By virtue of that idea the Charter is open to all. Anyone may sign... The Democratic Charter is not a new discovery; it developed out of the arsenal of our democratic movement for organizing public opinion in a civil society... Experience shows that personal freedom is not easily violated as long as we refuse to contribute to its violation, refuse to give it up. (Konrád, 1995 [1991], p. 112-116).

Comme dans le cas des deux intellectuels dont nous avons analysé le parcours précédemment, le nouveau contexte qui s'est mis en place en Europe centrale suite à la chute des régimes totalitaires a réservé quelques surprises à Konrád. Il a rapidement observé que les anciens dissidents n'avaient pas une aussi bonne réputation en Hongrie qu'en Occident. À ce propos, il a écrit un essai dans lequel il nous rappelle un événement intéressant. Il raconte qu'un journaliste lui avait demandé : « How is it you've gone from private dissident number one under Kadar

to public enemy number one under Antall? » (cité dans Konrád, 1995 [1992], p. 135). Cette remarque du journaliste était représentative du regard mitigé qui était porté sur les anciens dissidents. Certains reconnaissaient le rôle qu'ils avaient joué contre les régimes communistes et les voyaient comme des victimes alors que, pour d'autres, les anciens dissidents n'étaient rien d'autres que des moralisateurs à outrance. Malgré la haine des anciens dissidents et les tendances antidémocratiques que Konrád observait en Europe centrale, il se montrait tout de même optimiste face aux transformations engendrées par les révolutions de 1989. « Konrád does not want another version of the Communist Party, whether on the right or the left, he is tired of ideologies proclaiming the correct truths » (Lindhal, 2002).

6.6 Un changement d'attitude?

Dans son livre *The Melancholy of Rebirth*, Konrád a critiqué les idéologies révolutionnaires appuyées sur des rhétoriques populistes ou nationalistes, qui selon lui, représentaient une menace pour le processus de démocratisation de la Hongrie. Dans son essai, il est possible de voir l'influence du nouveau contexte libéral sur sa vision politique, en particulier autour de nouveaux thèmes, comme dans ce cas-ci : la pensée bourgeoise. Il écrivait :

Revolutionary dynamics fosters the belief that there is one overriding truth and that it can be represented solely by the ideologically pure, a belief that legitimizes the ever increasing power of the vanguard, the sole source of ideologically pure thinkers. Consequently, what the ideology labels correct, its follower must consider positive and its enemies negative. The bourgeois mind is sceptical of such an approach: it posits a variety of truths and interest and is therefore tolerant of, and curious about, ideas differing from its own basic way of thinking (Konrád, 1995, p. 35).

À la lecture de son essai, il devient évident que Konrád a fondé beaucoup d'espoir dans ce qu'il appelait : le processus d'embourgeoisement de la société civile hongroise. Dans le même sens, il espérait que classe moyenne, qui émergeait peu à peu en Hongrie, devienne le frein principal au pouvoir de l'État et de la classe politique.

Il est intéressant de noter que, dans son livre *The Melancholy of Rebirth*, Konrád a changé d'attitude envers la politique et les politiciens. *L'Antipolitique* faisait une lecture antagoniste de la société : le pouvoir politique et l'État d'un côté, la société civile et « l'antipolitique » de l'autre. La vision politique qu'il a mise de l'avant suite à l'échec des communistes ne présentait plus cet antagonisme. L'attitude de Konrád et sa vision politique ne sont plus présentées automatiquement en opposition avec l'État et la classe politique comme sous le socialisme tardif. Les réflexions de Konrád sur les transformations survenues en Europe centrale après 1989 l'ont amené à prôner la tempérance et la modération à l'égard du nouveau gouvernement. « All I want from a regime is that it keeps its distance : I don't want it to ban me or uphold me, just to leave me alone » (Konrád, 1995, p.45). Tout l'aspect péjoratif qui entourait dans sa vision antérieure la sphère politique, a disparu dans la période libérale. De plus, il n'entretient plus le doute qu'il avait durant le socialisme tardif face aux politiciens. « He has admiration for some of the new politicians in Hungary, but he wants them to keep their distance and show self-control » (Lindhal, 2000).

Konrád a conservé l'usage de certains concepts comme « l'antipolitique » et la « société civile ». Certains aspects de sa nouvelle vision s'inscrivaient en continuité avec son attitude morale passée. En ce sens, il a préservé de « l'antipolitique » l'attitude et l'idée selon lesquelles la société civile devrait garder le contrôle de la politique et de l'État, mais que, personnellement il ne voulait pas et n'aspirait pas à une fonction dans le gouvernement. Il ne voulait pas accéder au pouvoir politique, comme Havel par exemple. Sous le socialisme tardif, la société civile représentait, toutes les activités qui restaient en dehors du contrôle de l'État et du parti communiste (Konrád, 1987). Toutefois, il faut noter que d'autres aspects de sa vision politique ont été transformés dans le nouveau contexte. En 1990, Konrád a fourni une toute nouvelle conception de la « société civile »: « If we had to sum up the essence of civil society in one sentence, we would refer to what might be called the autonomy of the spheres, that is, the fact that in a civil society politics is separate from administration, the economy, science, culture, and religion » (Konrád, 1995 [1990], p. 36). À cause de la nature libérale du nouveau régime, toute l'idée d'antagonisme envers l'État et la politique a été éliminée de sa vision au profit de l'autonomie des sphères.

6.7 L'Occident et la guerre au Kosovo...

Un autre fait qui retient notre attention est le changement d'attitude de Konrád face à l'Occident. « The West has proved stronger than the East. If there is no war, the West is stronger, the West being a civil society, the East-a feudal one » (Konrád, 1995, p. 23). À ce sujet, Konrád s'est positionné en faveur de l'intégration

de la Hongrie dans les organisations occidentales l'U.E. et l'O.T.A.N. Depuis les années 1980, il défendait l'idée selon laquelle l'autonomie des pays d'Europe face aux superpuissances extérieures était un gage de stabilité. L'intégration de la Hongrie à l'Union européenne semble aller en ce sens. Aux yeux de Konrád, l'O.T.A.N. était lui aussi devenu un outil de stabilité et de protection pour l'Europe centrale.

Les prises de position de Konrád sur la guerre au Kosovo en 1999, alors que la Hongrie venait d'être intégrée à l'O.T.A.N., ont toutefois fourni un exemple d'attitude ambivalente face à l'Occident. Rappelons que durant le socialisme tardif, Konrád percevait l'O.T.A.N. comme un outil de domination militaire dans les mains de l'élite politique occidentale. En 1999, il était en faveur de la Hongrie dans l'O.T.A.N., mais contre l'intervention armée au Kosovo dirigé par l'O.T.A.N. Dans un article intitulé *Nationalism Unleashed*⁶⁸ (1999), Konrád a expliqué sa prise de position :

We Hungarians entered NATO on March 12. Less than two weeks later, as NATO members, we provided free air lanes for military planes to Yugoslavia, and now we must identify ourselves with a war against a neighbouring country. To make my position clear: I was in favour of Hungary joining NATO, and I'm glad NATO will protect us against external enemies, though as far as I know, no one intended to attack my country (Konrád, 1999, p. 1)

Konrád expliquait son refus de l'intervention de l'O.T.A.N. au Kosovo en fonction d'une raison qui a une grande importance. Il s'était rendu en Serbie en 1997, deux ans avant la guerre. À l'occasion de ce voyage, il avait pu observer des mouvements d'opposition dans la population. À ses yeux, il s'agissait d'une

⁶⁸ Article publié dans la revue *The Nation* le 15 avril 1999. L'article est disponible sur Internet à l'adresse suivante : www.thenation.com/doc.mhtml?i=19990503&c=1&s=konrad.

situation semblable au cas de l'Europe centrale sous le socialisme tardif, il y avait encore un espace de critique pour la société civile. Il écrivait à ce sujet :

Two years ago, hundreds of thousands demonstrated against Milosevic in Belgrade's Republic Square, demanding lawful, pluralist democracy. Today, in this same square, perhaps the same people are demonstrating against NATO aggression (Konrád, 1999, p. 1)

La situation particulière qu'observait Konrád en Yougoslavie l'a mené à se positionner contre la guerre au Kosovo. En ce sens, il a été critique envers l'Occident, qu'il a accusé d'avoir compliqué, sinon, provoqué le conflit. Pour lui, l'intervention de l'O.T.A.N. représentait encore l'arrogance de l'Occident.

The West considered the former Yugoslavia an artificial creation, despite twenty-one nationalities having lived there together over many years without ethnic civil war and despite Yugoslavia having been able to protect his sovereignty against the Soviet Union without outside help, as it had resisted Hitler's Germany... The West recognizes, protects and maintains by force of arms a Bosnia made up of three republics, three nationalities: an entity no less artificial than Yugoslavia was. The West recognizes ethnic nationalism and helped it to victory, opening the door to the violent expulsions. By giving to priority to national self-determination and rejecting in principle the federation inherited from the Communist era, the West made individual human rights and lawful, democratic autonomy for cultural minorities subservient to nationalist hysteria (Konrád, 1999, p.1-2)

6.8 ... Et en Irak

En 2003, Konrád a surpris en accordant son soutien moral et intellectuel à l'intervention armée américaine en Irak. Pour cette raison, il a été accusé par des intellectuels de gauche à l'Ouest d'avoir renié ses anciennes valeurs, bref d'être un « traître » (Semler, 2003). De manière à expliquer sa prise de position en faveur de l'intervention armée, Konrád a écrit un article, *Gyorgy Konrad : Warum ich fur den Irak-Krieg bin* (2003) [Pourquoi je suis en faveur de la guerre en Irak], qui a été

publié dans le *Frankfurter Allgemeinen Zeitung*⁶⁹. Il a justifié son attitude sur la guerre par l'expérience qu'il a tirée des régimes totalitaires communistes. Pour lui, il n'y a aucun compromis possible à faire avec une dictature. Les régimes communistes d'Europe centrale, bien que totalitaires, avaient laissé un espace de critique possible pour les dissidents. Aux yeux de Konrád, il était impossible de s'opposer de façon pacifique au régime de Saddam Hussein. Sa dictature ne laissait aucune place à la critique et à l'opposition. Konrád a remis en doute le concept de souveraineté d'État par rapport à la guerre en Irak.

La prise de position de Konrád en 2003 met en lumière un phénomène intéressant. Sa prise de position soulignait l'ambivalence des pays d'Europe centrale face à la guerre en Irak. En 2003, la Hongrie, ainsi que la Pologne et la République Tchèque, venaient tout juste d'accéder à l'Union européenne. Contrairement à la France et à l'Allemagne, qui s'étaient opposées à la guerre, ces pays d'Europe centrale ont soutenu l'intervention américaine. Dans son article (2003), Konrád sentait que les pays d'Europe centrale auraient dû suivre le mouvement d'opposition à la guerre français et allemand pour être bienvenus dans l'Union européenne. À l'époque du socialisme tardif, les pays d'Europe centrale étaient considérés comme les « satellites » de l'URSS, en 2003, en intégrant les organisations occidentales, les pays d'Europe centrale sont devenus, aux yeux de Konrád, les « satellites » de l'Occident.

⁶⁹ Article en allemand dans le FAZ : *György Konrad : Warum ich für den Irak-Krieg bin*. Article disponible à l'adresse Internet : www.faz.net/s/Rub76B8D5378E0E4970B36637AC8DAA545F/Doc~E80D38E36F1C44DD18B14B1AD571AE63E~ATpl~Ecommon~Scontent.html.

6.9 Conclusion

Nous venons de voir comment la chute des régimes communistes a affecté l'attitude et la vision de Konrád sur différents aspects. Contrairement aux deux autres cas que nous avons analysés, Konrád n'a pas changé de position sociale suite aux révolutions de 1989. Il est demeuré un écrivain, un intellectuel incompetent. Nous avons en mains les éléments d'analyse qui nous permettrons de comparer entre eux les trois intellectuels et ainsi, trouver des éléments de réponses à nos questions. Dans le prochain chapitre, nous allons reconsidérer les hypothèses qui avaient été soulevées pour expliquer le changement d'attitude des anciens dissidents au sujet de la guerre en Irak. La comparaison des cas nous permettra d'isoler certains éléments de réponse et de porter une attention spéciale à la position sociale qui a été occupée par les intellectuels après 1989.

CHAPITRE 7 : DISCUSSION COMPARATIVE SUR LES TROIS CAS

Maintenant que l'analyse de nos trois cas est terminée, revenons au point de départ de notre recherche. Rappelons-nous que Václav Havel, Adam Michnik et György Konrád ont été accusés de trahison après avoir appuyé l'intervention américaine en Irak en 2003. Or, de quelle trahison s'agissait-il? Envers quoi et envers qui ont-ils été des traîtres? Ces questions nous ont d'abord semblé difficiles à répondre. L'objectif de ce chapitre est de reconsidérer, à la lumière de nos analyses, les hypothèses qui avaient été formulées par leurs détracteurs de manière à isoler les facteurs plausibles d'explication. En comparant les trois cas, nous serons capables de mesurer l'importance de certains facteurs pour rendre compte des prises de position récentes de ces intellectuels. À cet effet, nous accorderons une importance à la position sociale occupée par les intellectuels avant et après 1989 et aux sanctions sociales propres à ces positions. Avant de revoir les hypothèses, attardons-nous quelques instants à un mythe présent dans les discussions et la littérature sur les intellectuels.

7.1 Le « mythe » à déconstruire

Lorsqu'il est question des intellectuels, l'image qui nous vient généralement à l'esprit est celle d'un artiste, d'un essayiste ou, d'un journaliste. Il y a un mythe qui veut que les hommes politiques ne soient pas des intellectuels. Ce mythe véhicule le préjugé selon lequel les privilèges et les pouvoirs liés à ce genre de positions sociales empêcheraient les hommes d'État d'être critiques. À ce titre, la typologie de Lepsius (1990) présentait un intérêt certain. Elle nous a permis

d'observer l'activité critique dans différentes positions sociales, y compris la position d'un chef d'État, comme pour Havel après 1989. Le cas de Havel soulève des éléments particuliers à propos de ce mythe.

Selon ce mythe, en devenant président, Havel aurait cessé d'être un intellectuel. Qu'en est-il ? Était-il toujours un intellectuel après 1989 ? Rappelons-nous que notre définition de l'intellectuel est liée la poursuite d'une activité critique. L'intellectuel est un individu qui poursuit une réflexion sur des questions d'ordre social ou politique et qui prend position publiquement sur différentes tribunes. Notre analyse révèle qu'après avoir été élu président, Havel n'a pas mis un terme à ses activités critiques. Il a poursuivi ses activités à partir de sa position et de sa fonction de président. En fait, le cas de Havel nous permet de briser le mythe ou le préjugé qui veut que les hommes d'État ne soient pas des intellectuels, bref qu'ils ne soient pas critiques. Cependant, il importe de souligner que le rôle de président a eu une influence notable sur son attitude et sur la manière dont il a poursuivi ses activités.

S'il nous est possible de déconstruire ce mythe et d'affirmer que Havel est demeuré un intellectuel après avoir accédé à une position de pouvoir, il est plus difficile de saisir exactement l'influence que cette nouvelle position a eue sur sa critique. Dans la section suivante, nous nous intéresserons aux nouvelles positions sociales occupées par les trois intellectuels après 1989 et l'impact des mécanismes et des sanctions sociales sur leur activité critique. Lors de notre analyse nous avons déterminé quels étaient les fondements de la légitimité des dissidents avant 1989.

Regardons de plus près l'évolution de chaque cas après les révolutions pacifiques pour saisir l'impact de leur nouvelle position sociale sur leurs activités critiques et sur les fondements de leur légitimité.

7.2 L'impact des mécanismes institutionnels et des sanctions sociales sur l'activité critique des trois intellectuels

Avant 1989, les trois intellectuels étaient considérés, selon notre typologie, comme des intellectuels « incompetents ». Selon notre cadre théorique, l'activité critique d'un intellectuel « incompetent » n'est appuyée par aucune sanction matérielle ou organisationnelle liée à la position sociale d'où il poursuit son activité critique. Durant le socialisme tardif, Havel, Michnik et Konrád correspondaient à ce type particulier. L'activité critique de ce type d'intellectuel a été transformée en « dissidence » par le monopole politique, culturel et idéologique des partis communistes d'Europe centrale. C'est un peu malgré eux qu'ils ont été amenés à jouer le rôle de dissident; personne ne choisit volontairement la marginalité et la prison. En étant censurés et emprisonnés par les partis communistes, ils sont devenus les symboles de la résistance aux régimes totalitaires. En refusant l'exil, les dissidents ont révélé les fondements moraux de leur légitimité. Havel, Michnik et Konrád en sont venus à présenter l'attitude d'opposition aux partis communistes comme un devoir, une responsabilité pour les intellectuels « incompetents »; bref, une affaire de dignité personnelle. Konrád soulevait, dans *La marche au pouvoir des intellectuels*, que les intellectuels « marginaux » acceptaient et mettaient à profit leur situation particulière (Konrád, 1979). Les intellectuels « incompetents » avaient donc, avant 1989, une légitimité particulière pour poursuivre leur activité critique.

Le rôle qu'ils ont joué dans les révolutions pacifiques de 1989 a participé à leur forger une bonne réputation en Occident, où ils étaient considérés comme des héros de la démocratie.

En devenant président de la République tchécoslovaque, puis tchèque, Havel est passé d'une position jugée « incompétente » à une position « compétente ». Tout d'abord, ce changement de position sociale a eu une influence marquée sur les médiums utilisés par Havel pour poursuivre ses activités critiques. À partir de 1990, la majorité des prises de position de Havel a été diffusée lors de conférences ou de discours officiels. Ces prises de position ont, pour la majorité, été traduites et largement publiées dans le monde. Outre ces changements d'ordre technique, la nouvelle fonction de Havel a transformé les bases de sa légitimité. Nous avons expliqué plus haut, les fondements de la légitimité de l'activité critique des intellectuels « incompétents » sous le socialisme tardif. Durant la période libérale, il tirait sa légitimité de sa position de chef d'État élu démocratiquement. L'activité critique de Havel après 1989 était effectuée à partir de la position de président. Elle était donc soumise à une nécessité de compromis, de négociation, de modération. Accéder à la position de chef d'État a eu également un autre effet sur Havel. Dans une large mesure, il a dû prendre la responsabilité morale, intellectuelle et politique de ses prises de positions passées et présentes et de ses actions politiques. Il faut noter à ce propos que la réputation dont Havel jouissait durant le socialisme tardif s'est maintenue en Occident durant sa présidence; dans son pays, la situation ne lui était pas aussi favorable. Havel a été victime du sentiment « anti-dissident » qui a émergé dans la période libérale suivant la chute du régime communiste. La chute

des régimes totalitaires a signé la fin de la légitimité particulière des « anciens » dissidents. En devenant président, les fondements et le degré de légitimité de Havel se sont transformés.

Le cas de Michnik représente la position intermédiaire entre l'intellectuel « compétent » et l'intellectuel « incompetent ». Être rédacteur en chef d'un quotidien d'information indépendant comme la « Gazeta Wyborcza » est une fonction qui assure, à celui qui occupe cette position, un certain pouvoir d'influence sur le contenu et la direction du journal. Cette position sociale a procuré à Michnik une place de choix, durant la période libérale après 1989, pour diffuser ses prises de position. En fait, la « Gazeta Wyborcza » est devenue son médium privilégié pour poursuivre son activité critique « quasi-compétente ». L'excellente réputation de Michnik en Occident et son influence dans le milieu des médias lui ont permis de voir ses articles traduits et publiés dans de nombreux pays occidentaux. Cependant, en Pologne, sa réputation n'était pas aussi bonne. Il a, lui aussi, été victime du sentiment « anti-dissident » présent après 1989; il en a même fait le sujet d'un essai (Michnik, 1995). Tout comme dans le cas de Havel, la légitimité des « anciens » dissidents sous le socialisme tardif ne s'est pas maintenue après la chute des régimes totalitaires communistes. En effet, ses prises de position dans la « Gazeta Wyborcza » sur la politique et sur les politiciens de la période libérale ont soulevé la controverse à de nombreuses reprises en Pologne. Michnik a été accusé d'être un moralisateur et de nuire à la transition démocratique du pays. En tant que rédacteur, Michnik n'était pas soumis aux mêmes impératifs qu'un politicien ou qu'un chef d'État. Il avait une plus grande liberté pour poursuivre sa critique. Il faut toutefois

souligner que son travail était alors soumis à des impératifs d'ordre commercial. La « Gazeta » était un produit de consommation qui devait nécessairement être vendu.

Le dernier cas est représenté par Konrád. Suite aux révolutions de 1989, Konrád n'a pas changé de position ou de fonction sociale. En tant qu'écrivain et essayiste, il est demeuré dans une position d'intellectuel « incompetent ». Il est intéressant de constater que, comme dans le cas de Havel et de Michnik, la bonne réputation que lui a conféré son rôle dans la chute du communisme est toujours présente en Occident, mais pas dans son pays d'origine la Hongrie. Sur ce point, notre analyse a soulevé un élément de réponse particulier. Malgré que Konrád n'ait pas accédé à une position sociale de pouvoir ou d'influence après 1989, il a été visé, au même titre que Havel et Michnik, par l'ambiance « anti-dissidents » qui s'est instaurée au début de la période libérale (Konrád, 1995). Il est donc possible de constater que la légitimité qui était particulière aux intellectuels « incompetents » dans le socialisme tardif ne s'est pas maintenue dans le cas de Konrád, qui, rappelons-le, est toujours considéré comme un intellectuel « incompetent ». À la lumière de notre analyse, il faut pourtant noter, que Konrád n'a pas été visé par les critiques aussi souvent que Havel et Michnik. Peut-être est-ce là un effet de la position occupée par les intellectuels « incompetents ».

Cette comparaison entre les trois intellectuels nous amène à retenir quelques phénomènes intéressants. Après les révolutions pacifiques de 1989, la position des dissidents s'est transformée. Dans la période libérale post-communiste, ils ne sont certainement plus des dissidents, mais ils demeurent des intellectuels. La fin du

communisme sonne le glas de leurs activités dissidentes à proprement parler, mais leur activité critique s'est poursuivie. De plus, la bonne réputation dont ils jouissaient à la suite à leur expérience dans le socialisme tardif a perduré en Occident, là où ils ont une grande partie de leurs admirateurs et où ils sont encore considérés comme des héros. La situation est différente dans leur pays d'Europe centrale où, souvent, ils sont controversés et critiqués, voire même détestés. Les controverses soulevées par les prises de position de Havel, Michnik et Konrád après 1989 démontrent toutefois l'importance de ces trois intellectuels dans les débats. En fait, notre analyse tend à confirmer plutôt l'adage selon lequel « nul n'est prophète en son pays ». Il faut noter que les positions sociales occupées par les trois intellectuels dans la période post-communiste ont eu des répercussions non-négligeables sur leur attitude dans la poursuite de leur activité critique. En revoyant les hypothèses soulevées par les détracteurs des trois intellectuels pour expliquer leur changement d'attitude et en comparant nos trois cas, nous serons plus en mesure de saisir la relation qui s'est instaurée entre la position sociale, l'activité critique et la vision politique et morale des intellectuels.

7.3 La vérification des hypothèses avancées par leurs détracteurs

7.3.1 Les anciens dissidents ont été corrompus après avoir accédé à des postes de pouvoir

Cette hypothèse rejoint l'adage dont nous avons fait mention dans notre cadre théorique : « le pouvoir corrompt ». Selon cette idée, un intellectuel cesserait d'être critique au moment où il serait dans une position sociale de pouvoir ou d'influence.

Les caractéristiques de nos cas permettent d'amener certains éléments de réponse nouveaux à cette hypothèse. Le cas de Havel représente le parcours de l'intellectuel qui, suite à 1989, a occupé une position de pouvoir, celle de chef d'État. Dans notre typologie (Lepsius, 1990), Havel occupe la position de l'intellectuel « compétent ». Le cas de Michnik est représentatif, dans cette comparaison, d'une position intermédiaire entre Havel et Konrád. En tant que rédacteur en chef de la « Gazeta Wyborcza », il était dans la position de l'intellectuel « quasi-compétent ». À l'opposé de Havel, le parcours de Konrád représente l'intellectuel qui est resté dans la même position avant et après 1989. Il est demeuré un intellectuel « incompetent ».

Selon l'adage « le pouvoir corrompt », Havel devrait être l'intellectuel d'entre les trois qui aurait le plus modifié sa vision politique et son attitude après être devenu président en 1990. À l'inverse, Konrád devrait être l'intellectuel dont la vision et l'attitude seraient les moins affectées par la chute du communisme. C'est la comparaison du cas de Havel et de Konrád qui peut soulever, dans le cas de cette hypothèse, des éléments de réponse intéressants. En comparant l'évolution de la vision de ces deux cas après 1989, il nous sera possible de confirmer ou d'infirmer cet adage.

La vision morale et politique de Havel et de Konrád étaient caractérisées, durant le socialisme tardif, par une antipathie à l'égard des politiciens et de l'activité politique professionnelle (Havel, 1988 [1984]; Konrád, 1987 [1982]). Après les révolutions, il était évident que Havel ne pouvait plus garder la même attitude en

devenant président. L'idée selon laquelle la politique était une sphère d'activité douteuse et corrompue, a disparu complètement de la vision de Havel dans la période libérale, tout comme la suspicion qu'il entretenait à l'égard des intellectuels qui participaient à la politique professionnelle : les intellectuels « compétents » (Havel, 1995). À première vue, il serait facile de conclure que Havel a revu les éléments de sa vision morale et politique à cause de la position de pouvoir qu'il a occupé après 1989, ce qui confirmerait le fait que « le pouvoir corrompt ». Toutefois, avant de sauter trop vite aux conclusions, regardons le cas de Konrád. Dans les essais que Konrád a écrits sous le socialisme tardif, il opposait automatiquement l'autonomie de la société civile à la répression de l'État, l'autorité spirituelle et intellectuelle à l'autorité politique de l'État et l'antipolitique au pouvoir politique de l'État (Konrád, 1987 [1982]). Il n'appréciait guère les intellectuels « compétents », ceux qui participaient au pouvoir politique communiste. Konrád a reconsidéré lui aussi ses anciennes prises de position après la chute des régimes totalitaires. Il est devenu beaucoup plus tolérant et nuancé à l'égard des politiciens et de la politique. Il ne se place plus automatiquement en opposition avec l'État (Konrád, 1995).

7.3.1.1 Konrád, le cas qui fait tout basculer

Konrád représente le cas de l'intellectuel qui n'a pas changé de position sociale après les révolutions de 1989. Il est, rappelons-le, demeuré un intellectuel « incompetent ». Comme il n'a pas changé de position sociale, il devrait être aussi critique que par le passé. Si le pouvoir corrompt réellement, Konrád est celui dont

l'attitude et la vision politique auraient dû rester les plus similaires à ce qu'elles étaient avant 1989. Il semblerait, à la lumière de notre analyse, que cette hypothèse ne soit pas fondée complètement. Le cas de Konrád nous amène à affirmer qu'être dans une position sociale de pouvoir et d'influence n'est pas le facteur le plus important pour expliquer les transformations dans la vision politique et morale des trois intellectuels. Il est donc impossible de confirmer totalement l'idée selon laquelle le pouvoir corrompt.

Si la prise de pouvoir n'est pas le facteur qui explique le plus adéquatement la nouvelle prise de position des trois intellectuels, comment l'expliquer? Regardons de plus près les autres hypothèses soulevées pour expliquer leur nouvelle prise de position en demeurant particulièrement attentif aux différences dans l'attitude critique de chacun des trois intellectuels. Nous serons alors en mesure de soulever de nouvelles considérations sur l'impact de la position sociale sur leur activité critique et leur vision politique et morale.

7.3.2 Les « anciens » dissidents sont devenus des admirateurs inconditionnels de l'Occident.

Dans son article, Christian Semler (2003) a soulevé l'hypothèse selon laquelle Havel Michnik et Konrád auraient cessé, suite aux révolutions de 1989, d'être critiques à l'égard de l'Amérique – plus précisément de l'Occident – et de ses organisations. Qu'en est-il réellement ? En quoi notre analyse peut-elle nous renseigner sur ce propos? Il est vrai que durant le socialisme tardif, les trois dissidents étaient très critiques envers l'Occident. Comment leur vision de

l'Occident a-t-elle évoluée? Quelles sont les différences entre leurs prises de position passées et actuelles?

En premier lieu, gardons-nous d'oublier le cas de Havel. À plus d'une reprise, Havel a critiqué le modèle occidental durant le socialisme tardif. En fait, il faisait très peu de différence entre la situation vécue à l'Ouest et à l'Est du Rideau de Fer. Pour lui, les deux modèles, le modèle libéral et le modèle socialiste, étaient mis sur le même pied d'égalité dans le sens où les deux modèles contenaient les mêmes germes de totalitarisme (Havel, 1988 [1984]). Michnik soulevait également des critiques face à l'Occident et en particulier face à l'Amérique. En 1968, il a participé à des manifestations anti-américaines. Les interventions américaines au Vietnam et en Amérique du sud laissaient Michnik suspicieux face au modèle occidental (Michnik, 2003). Malgré cela, il faut souligner que, contrairement à Havel et à Konrád, l'Occident n'est pas un thème récurant dans les essais de Michnik durant le socialisme tardif. Konrád et Havel sont les deux intellectuels qui avaient la vision la plus radicale à propos de l'Occident. Konrád a critiqué l'Occident tout au long de sa réflexion sur la Guerre froide, il en avait fait un thème central de sa réflexion dans *L'Antipolitique* (Konrád, 1987, [1982]). Il faut noter ici un aspect particulier de la vision politique de Konrád : elle est souvent contradictoire. En effet, sa collection d'essais présentait souvent des visions opposées de l'Occident. À plusieurs reprises, Konrád reconnaissait que le niveau de liberté et de prospérité était plus élevé à l'Ouest, mais ne croyait pas que les Etats-Unis, en particulier, étaient plus respectueux des Droits de l'homme que pouvait l'être l'U.R.S.S. Il faut souligner à ce propos que les cibles principales de la critique

de Konrád étaient les élites politiques des États-Unis et de l'U.R.S.S plus que les idéologies mises de l'avant par les deux superpuissances. En fait, il accusait les deux élites politiques d'être responsables, à part égale, de la Guerre froide.

Aux yeux des « anciens » dissidents, l'intégration des pays d'Europe centrale dans les organisations occidentales représentait un gage de stabilité et de paix pour la région. Rappelons-nous que durant le socialisme tardif, ils entretenaient une vision négative de l'O.T.A.N., qu'ils concevaient comme un outil de la domination impérialiste américaine. Cette attitude s'est transformée radicalement après 1989. Dans la période libérale qui a marqué les années 1990, l'O.T.A.N n'était plus conçue par les « anciens » dissidents comme un outil de domination américaine, mais comme un outil pour maintenir la stabilité européenne. Même s'ils ont continué de critiquer certains aspects négatifs du modèle occidental, on remarque que leur vision n'était pas aussi négative qu'elle ne l'était par le passé. Regardons de plus près l'évolution de la vision de chacun d'eux.

Havel, dans son rôle de président de la République tchèque, a dû gérer la transition et l'intégration de son pays dans les organisations occidentales. Il est semble-t-il évident qu'il ne pouvait plus adopter la même attitude que par le passé. Pour légitimer sa nouvelle prise de position et sa nouvelle attitude face à l'Occident, Havel proposait une vision politique et morale qui se voulait en continuité avec ses « anciennes » prises de position, mais qui en fait se situaient sous un tout autre registre. À ses yeux, les pays d'Europe centrale ont toujours partagé des valeurs communes avec l'Occident. Selon lui, Yalta était une erreur et les pays d'Europe

centrale en ont été les victimes. Ainsi, il présentait l'intégration de son pays dans la sphère d'activité occidentale comme un retour à la normale (Havel, 2001). De plus, Havel justifiait sa nouvelle attitude par le devoir et la responsabilité qui incombait aux pays d'Europe centrale de partager avec l'Occident les enseignements tirés de leur expérience des régimes totalitaires (Havel, 1999). Même si la nouvelle position sociale de Havel lui permettait de mobiliser des sanctions matérielles et organisationnelles considérables, son attitude critique était désormais soumise à la nécessité de pactiser, de négocier, bref à la nécessité de « compromis » associé au rôle de chef d'État. Sa critique était donc plus nuancée et plus tempérée.

De son côté, Michnik, en tant que rédacteur en chef de la « Gazeta Wyborcza », n'a pas eu le même rôle que Havel après 1989. Il n'a pas eu à gérer la transition et l'intégration de la Pologne dans les organisations occidentales, mais sa fonction l'a amené à prendre position sur le sujet à plusieurs reprises. Aussi, aux yeux de Michnik, l'intégration à l'O.T.A.N. et à l'U.E. était le meilleur gage de stabilité et de paix (Michnik, 2003). Ce qui est frappant dans le cas de Michnik c'est qu'il a participé activement aux manifestations anti-américaines par le passé (1968), mais que dans la majorité de ses essais récents il a pris position contre l'attitude anti-américaine (Michnik, 2003 [2002]). Il a d'ailleurs classé l'anti-américanisme dans les idéologies extrémistes qu'il appelait les « fondamentalismes ». Il faut souligner que la vision politique que Michnik a mis de l'avant dans le socialisme tardif, contrairement à la vision de Havel et de Konrad, était beaucoup plus modérée. Il a été, à nos yeux, l'intellectuel le plus fidèle à sa vision basée, déjà avant 1989, sur le compromis. Cependant, Michnik justifiait aussi sa nouvelle attitude avec

l'expérience des régimes totalitaires communistes et les enseignements qu'il en a tirés. Pour Michnik, toutes les formes de pensées extrémistes et radicales, comme l'anti-américanisme, comportent des dangers pour la démocratie. Ainsi, il en arrive à la conclusion que le libre marché inspiré du modèle capitaliste occidental, est la meilleure garantie pour sauvegarder la démocratie et la liberté (Michnik, 2002). Sa critique est devenue moins virulente dans la période libérale post-communiste. Dans le cas de la Guerre en Irak en 2003, Michnik en est venu à affirmer la supériorité du modèle occidental. Selon lui, l'expérience du totalitarisme lui a appris qu'il n'est plus possible, dans le contexte post-communiste, de mettre sur le même pied d'égalité les pays démocratiques d'Occident et les dictatures sanguinaires, comme celle de Saddam Hussein (Michnik, 2003).

L'attitude de Konrád a aussi évolué suite aux transformations de 1989. Bien que sa nouvelle vision politique et morale s'inscrivait, dans une certaine mesure, en continuité avec sa vision passée, il ressort de notre analyse que Konrád a apporté des changements majeurs à ses anciennes prises de position sur l'Occident. Nous pouvons affirmer, d'un côté, que l'intégration des pays d'Europe centrale dans les organisations occidentales allait dans le même sens que ses anciennes idées sur l'autonomie et la paix en Europe décrites dans *L'Antipolitique* (1987, [1982]). Cependant, nous devons noter que toutes attitudes critiques envers les élites politiques occidentales et leur non respect des Droits de l'homme, ont été évacuées dans ses essais après 1989. En 2003, sur le cas de la guerre en Irak, Konrád a reconnu que les pays occidentaux étaient les meilleurs sur la question de la démocratie, de la liberté et des Droits de l'homme (Konrád, 2003).

Il ressort de nos analyses que les trois intellectuels ont revu, à propos de l'Occident, l'ensemble de leurs « anciennes » visions politiques et morales. Ils affichaient du moins l'idée selon laquelle le modèle occidental était supérieur aux autres modèles ou systèmes sociaux sur des aspects comme la liberté, les Droits de l'homme et la démocratie. Il est important de noter que les trois « anciens » dissidents ont justifié leur nouvelle attitude face à l'Occident à partir de leur expérience sous les régimes totalitaires communistes. Comment, alors, ont-ils pu changer d'attitude aussi radicalement? Pour répondre à cette question, regardons de plus près l'hypothèse mise de l'avant dans le contexte de la guerre en Irak, et selon laquelle, les « anciens » dissidents ne défendraient plus les mêmes valeurs que durant le socialisme tardif.

7.3.3 « Guerre et paix »

Une des critiques soulevées par les détracteurs de Havel, de Michnik et de Konrád lors des débats entourant la guerre en Irak, avait pour thème la paix. En effet, plusieurs personnes affirmaient que ces trois intellectuels étaient d'anciens pacifistes qui avaient laissé tomber leurs valeurs pour devenir les défenseurs d'une guerre impérialiste (Cushman, 2004). Bien que ceux-ci aient nié le fait d'avoir été un jour des pacifistes, peut-on trouver dans notre analyse des éléments nous permettant de faire la lumière sur cette controverse? Il est vrai que la paix est un thème qui revient à plusieurs reprises dans les essais écrits par Konrád et Havel durant le socialisme tardif. Ils ont également participé, durant les années 1980, à des échanges avec les mouvements pacifistes occidentaux et aux conventions

européennes END – où la paix était un thème important. À l'aide de notre analyse nous sommes maintenant en mesure de nuancer cette hypothèse.

Il faut reconnaître que les prises de position de Havel sur les mouvements pacifiques occidentaux tendaient à démontrer qu'il était loin d'être un pas un pacifiste « pur et dur » (Havel, 1984). De plus, dans ses essais, la paix était toujours subordonnée aux Droits de l'homme. Dans le cas de Michnik, la paix n'était pas un thème central. La stratégie de résistance qu'il mettait de l'avant plaçait aussi les Droits de l'homme au-dessus de toutes autres considérations (Michnik, 1978). Konrád est l'intellectuel qui a parlé le plus de la paix dans ses essais sous le socialisme tardif. Toutefois, la vision de Konrád accordait beaucoup plus d'importance à la liberté, à l'autonomie de la société civile, aux Droits de l'homme et la démocratie. Nous pouvons affirmer, comme Joppke (1995), que les Droits de l'homme, et non pas la paix, constituaient l'idée directrice des intellectuels dissidents d'Europe centrale par opposition à ceux de la R.D.A. Avant 1989, tout le monde était pour la paix, même les communistes. C'est pour cette raison que les dissidents d'Europe centrale hésitaient ou se montraient ambivalents face aux mouvements pacifiques. Il faut toutefois reconnaître que les trois intellectuels ont prôné des actions non violentes contre les régimes communistes tout au long du socialisme tardif. Ils n'ont soutenu aucune solution radicale et violente et ce, même lorsqu'ils étaient victimes de la répression politique. C'est cette attitude passée qui contraste avec leur attitude actuelle envers la guerre en Irak.

Rappelons-nous que, selon Havel, la guerre au Kosovo était la première guerre humanitaire. Selon sa vision, les Droits de l'homme avaient acquis une importance supérieure à la souveraineté des États. Aux yeux de Havel, cette distinction était importante puisqu'elle ouvrait la voie au devoir d'ingérence de la communauté internationale dans les affaires des États qui ne respectaient pas les Droits de l'homme (Havel, 1999). À ce sujet, la vision de Havel prenait une toute autre couleur. Il notait que l'État était une création imparfaite de l'homme, alors que l'être humain et sa dignité étaient de création divine (Havel, 1999). Le drame humanitaire qui s'est déroulé au Kosovo justifiait Havel dans sa position contre le régime de Milosevic. Notons également que sur le sujet de la guerre au Kosovo, l'idée d'une guerre humanitaire a été rejetée et critiquée par certains intellectuels de gauche occidentaux. La logique de Havel était sur ce point à l'opposé de son ancienne attitude. Il mettait de l'avant, l'idée selon laquelle l'O.T.A.N. était le meilleur outil pour faire respecter les Droits de l'homme, la démocratie et la liberté dans le monde. La rhétorique et l'argumentation de Havel prenaient ainsi des allures spirituelles et métaphysiques ridicules (Zizek, 1999).

Il est intéressant de constater qu'au sujet de la guerre au Kosovo, Konrád avait adopté une toute autre attitude que Havel. Rappelons-nous que Konrád s'était opposé à l'intervention de l'O.T.A.N. au Kosovo. À ce sujet, il avait été critique envers l'Occident, qu'il a accusé d'avoir empiré la crise. Il justifiait son refus par le processus de démocratisation et de libéralisation de la population qu'il avait observé avant l'intervention de l'O.T.A.N. Konrád croyait que l'action de la société civile en Yougoslavie aurait pu engendrer les conditions pour établir une démocratie

comme ce fût le cas en Europe centrale en 1989 (Konrád, 1999). Aux yeux de Konrád, l'Irak ne présentait pas les mêmes caractéristiques. Selon lui, il n'y avait aucune chance de voir une opposition se former au sein de la population irakienne. La dictature de Saddam Hussein ne laissait aucun espace de critique possible et ne tolérait aucune forme d'opposition. Konrád notait sur à ce propos que c'était un régime qui n'a pas hésité à utiliser la torture et à tuer. Dans ce contexte, Konrád a, lui aussi, remis en doute le concept de souveraineté des États (Konrád, 2003).

Dans le cas de la guerre en Irak, les trois intellectuels partageaient sensiblement la même position. Justifiés par leur expérience et leur connaissance des régimes totalitaires, ils affirmaient qu'il n'y avait aucun compromis possible avec le régime de Saddam Hussein. Pour Michnik comme pour Konrád, il fallait absolument faire une distinction entre un régime totalitaire qui laissait un espace de critique et d'opposition, et une dictature sanguinaire qui tue sa propre population. Havel aussi partageait l'idée selon laquelle certaines situations et certains contextes conflictuels justifient l'utilisation de moyens violents. À la lumière de notre analyse, il est possible d'affirmer que l'expérience du totalitarisme a convaincu Havel, Michnik et Konrád que la dignité humaine, les Droits de l'homme et la démocratie sont des valeurs qui devraient être défendues par des moyens non violents si possible ou par la violence, si les autres moyens ont échoué.

L'hypothèse selon laquelle Havel, Michnik et Konrád n'auraient pas été fidèles à leurs valeurs ne semble pas se confirmer complètement. Les valeurs principales qu'ils défendaient durant le socialisme tardif sont les mêmes que dans leurs essais

récents. Toutefois, les trois intellectuels ont été amenés à redéfinir leur vision morale et politique après la chute du communisme à la lumière du nouveau contexte politique et social libéral. L'évolution de leur vision politique et morale dans la période libérale a fourni un nouveau cadre de compréhension de ces valeurs. Les trois intellectuels se positionnent contre toutes les attitudes dogmatiques. À leurs yeux, les intellectuels de « gauche » occidentaux poursuivent une attitude dogmatique à l'endroit de certaines idées ou valeurs comme la « paix ». Les « anciens » dissidents prônent, à l'inverse, une vision et une attitude plus souple. Nous pouvons affirmer que la compréhension de ces valeurs a été transformée, mais que les valeurs sont restées les mêmes. Il semble donc que l'hypothèse du renversement de valeurs n'est pas complètement fondée. Notre analyse révèle que les trois intellectuels ont reconsidéré leurs anciennes visions, leurs anciennes attitudes et ce, peu importe leur nouvelle position sociale et le « pouvoir » qui est rattaché à celle-ci. Le cas de Konrad a été à ce niveau très révélateur.

7.4 Quelques constats

Il semble que nous ne puissions pas réfuter complètement les hypothèses précédentes. Il faut maintenant se demander qu'elle peut être le facteur qui expliquerait le plus adéquatement leur nouvelle attitude et les changements dans leur vision morale et politique. À la lumière de nos analyses, il semble que le contexte d'action dans lequel les intellectuels poursuivent une activité critique a une influence importante. Le socialisme tardif était caractérisé par le primat du politique et le monopole du parti communiste. C'était le parti communiste qui, en censurant et en

emprisonnant les intellectuels « incompetents », en ont fait des dissidents. Sous le socialisme tardif, c'est la répression politique communiste qui fournissait les bases de la légitimité des dissidents. La chute des régimes communistes en Europe centrale a mis un terme à ce contexte particulier d'action. La victoire des dissidents lors des révolutions en 1989 leur a retiré du même coup la légitimité particulière dont ils bénéficiaient pour leur activité critique. Dans la période libérale post-communiste, les « anciens » dissidents ne pouvaient plus compter sur cette légitimité. Ils ont justifié leur nouvelle attitude par leur expérience passée dans les régimes totalitaires. Nous pourrions donc soulever à notre tour une hypothèse pour expliquer les changements dans l'attitude et la vision morale et politique des trois intellectuels. Pourrait-on enfin dire que c'est le contexte dans lequel ces trois intellectuels ont évolué qui aurait eu le plus d'influence sur leur vision politique et morale et sur leur attitude critique?

Pour terminer, revenons à l'observation qui avait servi de point de départ à cette recherche. De quelle trahison Havel, Michnik et Konrad ont-ils été accusés en 2003? À la lumière de nos analyses, on peut affirmer qu'ils ne sont pas des traîtres envers les intellectuels de gauche occidentaux. Leur alliance passée relevait davantage d'un consensus minimal (Burke, 2000). Ils ne sont pas traîtres à l'endroit de leurs anciennes valeurs. Ils défendent les mêmes que par le passé. Que reste-t-il pour expliquer le changement d'attitude des intellectuels dans le cadre de la guerre en Irak? Havel, Michnik et Konrad sont des traîtres à l'endroit de leur ancienne position et de leur attitude de dissident. Les révolutions de 1989 ont sonné la fin d'une époque, la fin d'un contexte particulier d'action et d'une légitimité particulière

pour les intellectuels « dissidents ». Les changements radicaux de 1989 n'ont pas signifié la fin de l'activité critique des « anciens » dissidents. Cette activité s'est transformée en fonction du nouveau contexte et des événements qui ont suivi.

CONCLUSION

Maintenant que l'analyse de nos trois cas est terminée et que nous les avons comparés, il est important de soulever les limites de cette recherche. L'intérêt de notre échantillon limité, trois cas seulement, était de pousser une réflexion sur la base d'observations initiales. L'article de Semler (2003), dans lequel il accuse les « anciens » dissidents de trahison à propos de la guerre en Irak et l'observation de Žižek (2001) sur la dissension entre les intellectuels de gauche européens, fournissaient un bon point de départ pour observer les transformations engendrées par la chute du communisme sur le travail de ces trois intellectuels et leur vision politique et morale. Il s'agit donc de trois cas particuliers qui étaient qualitativement intéressants pour nous renseigner sur le travail d'intellectuels dans différentes positions sociales. Cette étude prétend seulement jeter un regard nouveau sur les intellectuels de gauche dans les pays d'Europe centrale, sans avoir aucune autre prétention.

L'analyse que nous avons faite des trois cas a révélé un élément particulièrement intéressant : la littérature tend à postuler un consensus autour des anciens dissidents, comme si ceux-ci avaient toujours partagé la même vision. Notre analyse dresse un portrait plus nuancé de la situation. En 2003, sur la guerre en Irak, Havel, Konrád et Michnik ont fait consensus, mais cela n'a pas toujours été le cas par le passé. L'analyse des prises de position de ces trois intellectuels a révélé des différences notables dans le contenu de leur vision politique et morale. En fait, nous ne pourrions conclure à un consensus définitif entre eux. Même s'ils partagent les

mêmes valeurs, leurs prises de position ont déjà été maintes fois divergentes au cours de leur histoire.

Cette observation nous pousse à émettre certains commentaires sur l'importance du contexte social dans lequel les intellectuels évoluent. L'analyse de nos cas soulève l'idée qu'il y a une affinité entre le contexte social et l'activité critique des intellectuels. Prenons le cas de la Pologne où la résistance a été le fait de la classe ouvrière. Cette caractéristique du contexte polonais transparaissait dans les écrits de Michnik, mais elle est absente dans les essais de Konrád et de Havel. Il faut remarquer que dans les pays de ces deux derniers, l'opposition au parti communiste n'a pas été accomplie par des ouvriers. D'un autre côté, le contexte libéral de la Hongrie durant le socialisme tardif a eu un, selon nous, une influence sur la vision politique et morale de Konrád. Il est possible de noter dans ses essais certaines caractéristiques particulières à ce contexte. Rappelons-nous que Konrád était le seul dissident de nos trois cas à avoir, avant 1989, soutenu une critique d'Helsinki. Également, la vision mise de l'avant par Konrád poussait la société civile à élargir les espaces de liberté qu'elle avait déjà obtenus du parti. Il a également poursuivi une réflexion sur le contexte économique, particulièrement sur la redistribution économique suite à la mise en place du nouveau mécanisme économique hongrois en 1968.

Ces quelques points d'observations invitent à être sensible au contexte social et historique dans la vision politique et morale mise de l'avant par les intellectuels. Ces derniers constats sur les limites de la recherche et sur l'importance

du contexte historique et social délimitent le terrain et le point de départ d'une nouvelle recherche. En effet, il pourrait être intéressant, dans le cadre d'une future recherche, de s'attarder sur l'influence du contexte social particulier des pays dans lequel ces intellectuels évoluaient.

BIBLIOGRAPHIE

Ali, Tariq (2000) *Nato's Balkan crusade*, in *Master of the Universe: Nato's Balkan Crusade*, edited by Tariq Ali et al., Verso, 2000 p. 345-359

Bauman, Zygmunt (1995) *Legislators and interpreters On modernity, post-modernity and intellectuals*, Polity Press and Basil Blackwell, Cambridge UK

Bauman, Zygmunt (1987) *Intellectuals in East-Central Europe: Continuity and Changes*, Eastern European Politics and Societies, vol. 1, no 2 spring, p. 162-186

Benda, Julien (1977 [1927]) *La trahison des clercs*, Grasset, Paris, p. 411

Bourdieu, Pierre (1975) La spécificité du champ scientifique et les conditions sociales du progrès de la raison, *Sociologie et Sociétés*, vol. 7, no 1 mai, p. 91-118

Bourdieu, Pierre (1984) *Homo Academicus*, Les Éditions de Minuit, Paris, p. 302

Feldner, Heiko (2002) « *History in the Academy: Objectivity and Partisanship in the Marxist Historiography of the German Democratic Republic* », in Patrick Major and Jonathan Osmond, *The Workers' and the Peasants' State; Communism and Society in East Germany Under Ulbricht 1945-71*. Manchester, Manchester University Press, p. 262-277

Foucault, Michel et Deleuze G (1973 [1972]) *The Intellectuals and Power*, Telos, no 16, p. 103-9

Giddens, Anthony (1994) *Beyond Left and Right. The Future of Radical Politics*, Polity Press, Cambridge UK, p. 276

Gramsci, Antonio (1971 [1929-1935]) *Selections from the Prison Notebooks of Antonio Gramsci*, Transl. Q Hoare, GN Smith, New York: Intl. Publ.

Gramsci, Antonio (1971 [1932]) *The Intellectuals*, see Gramsci, 1971 [1929-1935], pp. 5-23

Havel, Václav et Al. (1985a) *The Power of the Powerless: citizens against the State in Central-Eastern Europe*, edited by John Keane, Armonk, New-York, p. 228

Havel, Václav (1985b) *Peace: The View From Prague*, New York Review of Books, vol. 32, no 18, p. 29-31

Havel, Václav (1988 [1984]) *Anti-political politics in Civil society and the State. New European Perspectives*, edited by John Keane, Verso, New York, p. 381-398

Havel, Václav (1995a) *Les intellectuels orphelins du politique?*, Esprit, novembre, no 216, p. 112-117

Havel, Václav (1995b) *L'Angoisse de la liberté*, La Tour D'Aigues, Éditions de l'Aube, Paris, p. 250

Havel, Václav (1996) *The Hope for Europe*, New York Review of Books, june 29, no 38, p. 40-41

Havel, Václav (1999a) *Kosovo and the End of the Nation-State*, New York Review of Books, vol. 46, no 10, p. 6-10

Havel, Václav (1999b) *Paying Back the West*, New York Review of Books, vol. 46, no 14, p. 54

Havel, Václav (2001) *Les nouvelles démocraties d'Europe, l'Otan et la Russie*, Esprit, no 276, juillet, p. 69-83

Hübinger, Gangolf (2000) *Die politischen Rollen europäischer Intellektuellen im 20. Jahrhundert*, in *Kritik und Mandat. Intellektuelle in der deutschen Politik*, edited by Gangolf Hübinger and Thomas Hertfelder. Stuttgart: Deutsche Verlags-Ansalt, p. 30-44

Joppke, Christian (1995) *East German Dissidents and the Revolution of 1989. Social Movement in a Leninist Regime*, New York University Press, New York, p. 277

Keane, John et al. (1988) *Civil Society and the State. New European Perspectives*, edited by John Keane, Verso, New York

Keane, John (2000 [1999]) *Václav Havel: A Political Tragedy in Six Acts*, Basic Books, New York, p.532

Konrád, György (1987 [1982]) *L'Antipolitique*, Éditions La Découverte, Paris, p. 234

Konrád, György et I. Szelényi (1979) *La marche au pouvoir des intellectuels*, Édition du Seuil, Paris, p. 250

Konrád, György (1992-1993) *L'Appel de Budapest*, Lettre Internationale, no 35, Hiver, p. 16

Konrád, György (1995) *The Melancholy of Rebirth. Essays from Post-Communist Central Europe, 1989-1994*, Harcourt Brace and Company, Orlando USA, p. 196

Konrád, György (1999) *The Invisible Voice, meditations on Jewish themes*, Harcourt Brace and Company, Orlando USA, p.241

Kurzman, Charles and Lynn Owens (2002) *The Sociology of Intellectuals*, Annual Review of Sociology, no 28, p. 63-90

Lepsius, M. Rainer (1990) « *Kritik als Beruf. Zur Sociologie der Intellektuellen* », in *Interessen, Ideen und Institutionen*, edited by Lepsius, Opladen : Westdeutschen Verlag, p. 270-285

Lipset, M. Seymour et A. Basu (1975) *Des types d'intellectuels et de leurs rôles politiques*, Sociologie et Société, vol. 7, no. 1, mai 1975, p. 51-90

Mannheim, Karl (1985 [1929]) *The sociological problem of the « intelligentsia »*, in *Ideology and Utopia*, Transl. L Wirth, E Shils, San Diego, CA: Harcourt Brace Jovanovich, pp. 153-64

Mannheim, Karl (1993 [1932]) *The sociology of intellectuals*, Transl. D Pels. Theory, Cult. Soc., no 10, 369-80

Michnik, Adam (1983) *Penser la Pologne : morale et politique de la résistance*, Édition La Découverte, Maspero, Paris, p. 221

Michnik, Adam (1990) *La deuxième révolution*, Éditions La Découverte/Essais, Paris, p. 213

Michnik, Adam (1995) *Market, Religion and Nationalism: Fundamentalism in the New European Order*, International Journal of Politics, Culture and Society, vol.8, no 4, p. 525-542

Michnik, Adam (2002) *What Europe Means for Poland*, Journal of Democracy, vol. 14, no 4, octobre, p. 128-136

Reeve, Charles (1981) *Solidarité enchaînée. Pour une interprétation des luttes en Pologne 1980-1981*, Spartacus cahier, Paris, p. 47

Roche, Michel (1992) *L'U.R.S.S. et l'Europe de l'Est de 1953 à nos jours*, dans *Introduction Idéologies et Régimes Politiques*, Les éditions MGL, Ottawa, p. 719-797

Said, Edward (2000) *The Treason of the Intellectuals*, in *Master of the Universe: Nato's Balkan Crusade*, edited by Tariq Ali et al., Verso, p. 341-344

Semler, Christian (2003) *Die Heiligen Drei Könige und das Morgenland*, die Tageszeitung, TAZ, 2003/03/08

Shils, Edward (1961) *The Intellectual Between Tradition and Modernity: The Indian Situation*, The Hague, Netherlands: Mouton

Shils, Edward (1972 [1958]) *The intellectuals and the power: some perspectives for comparative analysis*, in *The Intellectuals and the Powers and Other Essays*, Chicago IL: Univ. Chicago Press, pp. 3-22

Thériault, Barbara (2005) « Ordres légitimes et légitimité des ordres : une approche wébérienne des institutions », dans *La légitimité de l'État et du droit. Autour de Max Weber*, edited by Michel Coutu and et al., Québec, Presse de l'Université Laval, (à paraître).

Thériault, Barbara (2004) « Conservative Revolutionaries » Protestant and Catholic Churches in Germany after Radical Political Change in the 1990's, New York, Berghahn Books, p. 188

Weber, Max (1965 [1904]) *L'objectivité de la connaissance dans les sciences et la politique sociales*, in *Essais sur la théorie de la science*, Librairie Plon, Paris

Zizek, Slavoj (1999) *Attempts to Escape the Logic of Capitalism*, London Review of Books, vol. 21, no 21

Zizek, Slavoj (2001) *Did somebody say totalitarianism? Five Interventions in the (Mis) Use of a Notion*, Verso, New York

Zizek, Slavoj (1998) *For a Leftist Appropriation of the European Legacy*, Journal of Political Ideologies, vol. 3, no 1, p. 63-78

Internet

Burke

Burke, Peter (2000) *Détente from Below. A commentary on Sean Hanley's "Spectre of Anti-Capitalism"*, Central Europe Review "The Western Peace Movement in the 1980s", vol. 2, no. 39, November 13.

Source : www.ce-review.org/00/39/burke39.html (consulté le 2005/01/31)

Cushman

Cushman, Thomas (2003) *Antitotalitarianism as a Vocation. An Interview with Adam Michnik*,

Entretien disponible à l'adresse Internet :

www.dissentmagazine.org/menu-test/articles/sp04/cushman.htm

Havel

Havel, Václav (2002) *A Farewell to Politics*, New York Review of Books, vol. 49, no 16, Disponible à l'adresse: www.nybooks.com/articles/15750 (site consulté le 28/10/2004)

Konrád

Konrád, György (2003) *Why I am for the War in Iraq*, *Frankfurter Allgemeinen Zeitung*,
www.faz.net/s/Rub76B8D5378E0E4970B36637AC8DAA545F/Doc~E80D38E36F1C44DD18B14B1AD571AE63E~ATpl~Ecommon~Scontent.html

Konrád, György (1999) *Nationalism Unleashed*, The Nation, 15 avril 1999
L'article est disponible sur Internet à l'adresse suivante :
www.thenation.com/doc.mhtml?i=19990503&c=1&s=konrad

Konrád, György (1982) *The Danger in Poland: an open letter*. *New York Review of Books* vol. 29 no19, le 02décembre1982.
Article disponible sur Internet à l'adresse : www.nybooks.com/authors/3608

Lindhal

Lindhal, Folke (2002) *The Dissidents and the Antipolitical Ideology of Civil Society*,
Article disponible à l'adresse: www3.isp.msu.edu/cers/Lindhal%2002.htm

Michnik

Adam Michnik vs Daniel Cohn-Bendit. Débat publié dans *Le Monde* (29/04/2003)
sous le titre : Confrontation Michnik/Cohn-Bendit : Débat d'après guerre.
Article disponible à l'adresse Internet :
www.lemonde.fr/article/0,5987,3230_318345-.00.html (site consulté le 22/08/2003).

Michnik, Adam (2003) *We, the Traitors. In Support of President Bush*, *Gazeta Wyborcza*, Poland, March 28.
Article disponible à l'adresse Internet suivante:
www.worldpress.org/Europe/1086.cfm

Pithart

Pithart, Petr (1996) *Rival Vision, Václav Havel and Václav Klaus*, *Journal of Democracy*, vol.7, no.1, p12-23,
Article disponible à l'adresse Internet:
www.muse.jhu.edu/journals/journal_of_democracy/v007/7.1havel.html

Semler

Article publié dans le « dieTAZ » le 08mars 2003. Disponible sur Internet à l'adresse suivante : www.taz.de/pt/2003/03/08/ao195.nf/text. (site consulté le 22/08/2003).

Sur les Accords finaux d'Helsinki

www.hri.org/docs/Helsinki75.html

Sur Adam Michnik

www.droppingknowledge.org/participants_search.php?id=712,
www.freemedia.at/IPIReport/Heroes_IPIReport/200/33Michnik.htm,
www.all-science-fair-projects.com/science_fair-projects-encyclopedia/AdamMichnik
www.pbs.org/weta/forcemorepowerful/poland/organization.html
www.raven.ec.ku.edu/

Sur la Charte 77

www.muweb.atlas.cz/kultura/riverman/charter77.html

Sur György Konrád

www.kirjasto.sci.fi/konrad.htm

Sur la Polish-Czech-Slovak Foundation

www.spczs.engo.pl/index_en.ph?dzial=historia_en

